

مكتبة

« Sans visa » : Remous sur le Nil

# Le Monde

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15



BOURSE

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14879 7 F

SAMEDI 28 NOVEMBRE 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

## Afrique du Sud : des élections pour tous

EN présentant, jeudi 26 novembre, à Pretoria, le calendrier qui devrait aboutir aux premières élections « multiraciales » dans l'histoire du pays, M. Frederik De Klerk tente de raviver un processus politique qui semblait dangereusement enlisé depuis plusieurs mois.

Si ce programme est respecté, les Sud-Africains de toutes origines éliront, en avril 1994 au plus tard, une Assemblée constituante. Un gouvernement d'unité nationale devrait alors être mis en place, ouvrant une période de transition qui devrait conduire le pays vers une démocratie pleine et entière.

D'ici là, les discussions devraient reprendre avec tous les acteurs de la vie politique du pays, pour aboutir, dans les prochains mois, à la création d'une commission chargée de préparer les futures élections. Parallèlement, des « conseils exécutifs de transition » seraient créés, qui obtiendraient un droit de regard sur le fonctionnement du gouvernement actuel.

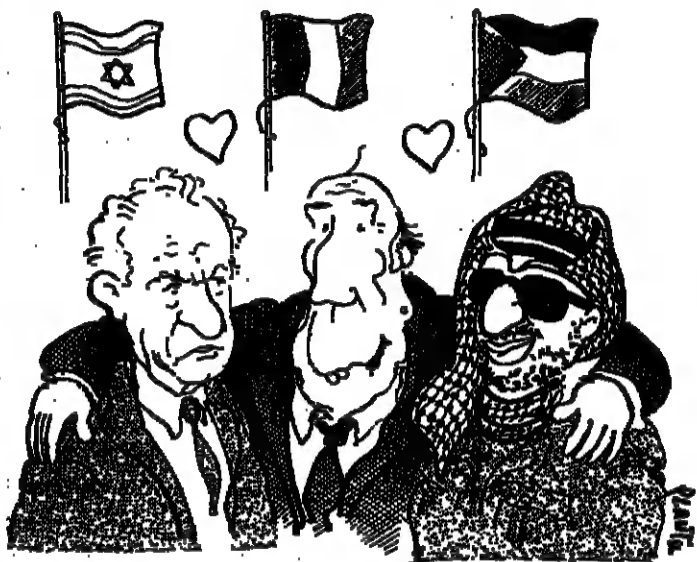
L'ÉTABLISSEMENT de ce calendrier n'a été rendu possible que parce que les deux principaux personnages de la scène politique sud-africaine, le gouvernement et l'ANC de M. Nelson Mandela, ont considérablement assoupli leurs positions respectives. C'est particulièrement le cas de l'ANC, qui considère désormais que la situation déficitaire qui règne dans le pays appelle quelques concessions, dont l'expression la plus remarquable est la récente déclaration de M. Mandela indiquant que son parti, même s'il gagnait les élections, est disposé, « dans un souci de stabilité », à partager le pouvoir avec ceux qui l'ont perdu. Ce nouveau climat ne permet pas, pour autant, de voir l'avenir sans appréhensions. Le plan de M. De Klerk a peine rendu public, l'ANC a immédiatement demandé que les élections se tiennent plus rapidement. Même si certains observateurs estiment qu'un accord sur ce point pourrait être trouvé, d'autres difficultés subsistent, dont la moindre n'est pas l'inertie qui semble frapper le gouvernement de M. De Klerk, incapable de maîtriser la formidable vague de violence et de délinquance qui balaie le pays.

QUELS seront, par ailleurs, les pouvoirs des « conseils exécutifs de transition » ? Pourront-ils, comme le désir en avait été exprimé par l'ANC, avoir un droit de regard sur l'activité controversée des organes de sécurité impliqués dans diverses manœuvres occultes visant à déstabiliser l'organisation de M. Mandela ? Quelle sera, également, la réaction du mouvement concurrent, l'Inkhata, violemment opposé à l'ANC ? Même si l'influence politique de l'Inkhata paraît sensiblement réduite, il semble évident que le Natal, son fief, où les morts, chaque mois, se comptent par dizaines, ne sera pas pacifié sans son accord. Mais le danger le plus grave se situe sans doute dans le chaudron des difficultés sociales que vivent trente millions de Noirs, devant une crise économique et un chômage sans précédent. Il n'est pas certain que la perspective d'élections que leur offre aujourd'hui M. De Klerk suffise à faire patienter ceux dont la situation quotidienne, malgré un contexte politique nouveau, n'a en rien changé depuis l'abolition de l'apartheid.

An terme de sa visite en Israël

## M. Mitterrand a insisté sur la représentativité de l'OLP

Avant de se rendre en Jordanie, où il devait rencontrer le roi Hussein, M. Mitterrand a achevé, vendredi 27 novembre, sa visite en Israël. Jeudi soir, lors d'une conférence de presse à Jérusalem, il a déclaré que le droit des Palestiniens à une patrie et le droit à un Etat allaient de pair. Le président français, qui a reçu une délégation palestinienne présidée par le chef de file des « modérés » de Cisjordanie et de Gaza, a rappelé que les Israéliens devaient discuter avec l'OLP et s'est prononcé en faveur d'élections libres dans les territoires occupés.



Lire page 3 les articles de PATRICE CLAUDE et JEAN-PIERRE LANGEILLER

## Venezuela : tentative de coup d'Etat

Des militaires ont organisé, avant l'aube du vendredi 27 novembre, une tentative de coup d'Etat au Venezuela contre le gouvernement du président Carlos Andrés Pérez. La télévision d'Etat a commencé à diffuser des messages enregistrés du lieutenant-colonel Hugo Chavez appelant les Vénézuéliens à descendre dans les rues. Cet officier, qui dénonce la « corruption » du pouvoir, avait pris la tête d'une première tentative de putsch, le 4 février dernier, et était emprisonné depuis cette date. Dans la matinée, la télévision a transmis un message du président Pérez déclarant que l'insurrection avait été « mise en échec ».

## Somalie : l'ONU examine les plans d'intervention militaire

Les Etats-Unis ont soumis au secrétaire général de l'ONU « plusieurs options » d'intervention militaire internationale en Somalie, afin de protéger les convois d'aide alimentaire, et le Conseil de sécurité devait commencer à examiner la question vendredi 27 novembre. Ce projet inquiète nombre de représentants des organisations humanitaires travaillant sur place dans des conditions de plus en plus difficiles ; ils craignent, dans un premier temps, des représailles de la part des factions somaliennes, qui parlent déjà d'invasion.

Lire page 5 l'article d'AFSANÉ BASSIR-POUR et d'ALAIN FRACHON et le reportage de JEAN HÉLÈNE à Mogadiscio

## Vichy devant ses juges

L'avocat général près la Cour de cassation a requis, jeudi 26 novembre, la cassation partielle de l'arrêt de non-lieu rendu le 13 avril en faveur de l'ancien chef militaire Paul Touvier. M. Ernie Robert a notamment relevé devant la chambre criminelle les « insuffisances et les contradictions » des juges de la chambre d'accusation dans leur analyse de la politique antisémite du régime de Vichy et du rôle de la Milice. La chambre criminelle de la Cour de cassation, qui délibérera vendredi 27 novembre, devait rendre son arrêt dans la soirée.

Lire page 13 l'article de LAURENT GRELSAMER

## Tempête sur le Vendée Globe

La tempête qui sévit sur la golfe de Gascogne a durement trappé les concurrents de la course à la voile autour du monde en solitaire sans escale, le Vendée Globe. Cinq jours après son départ, le Britannique Nigel Burgess a été retrouvé mort et six navigateurs sur quatorze ont été contraints de rebrousser chemin vers Les Sables-d'Olonne à la suite d'avaries plus ou moins graves.

Lire page 16 l'article de GÉRARD ALBOUY

Le sommaire complet se trouve page 77

L'opposition divisée sur l'affaire du sang contaminé

## Une partie de la droite hésite à poursuivre M. Fabius

Des divergences viennent d'apparaître au sein de l'opposition sur la traduction en Haute Cour de M. Fabius. M. Duflo et M. Hervé dans l'affaire du sang contaminé. Ainsi la commission sénatoriale chargée d'examiner la mise en accusation des trois anciens ministres a-t-elle au beaucoup de mal à désigner son rapporteur, préférant M. Jolibois (Rép. et Ind.) à M. Hurlet (Un. cent.), jugé moins déterminé. Une partie de la droite semble moins pressée de poursuivre M. Fabius, dont elle aimerait dissocier le cas de ceux des deux autres anciens ministres.

## Epreuve de force

par Daniel Carton

Après avoir réclamé à cor et à cri la Haute Cour pour MM. Laurent Fabius et Edmond Hervé et pour M. Georges Duflo, l'opposition ne fait plus preuve aujourd'hui du même allant. De l'« hygiène collective » dénoncée par M. Michèle Barzach, elle semble être passée à une certaine circonspection qui l'amène à réfléchir sur les incidences d'une procédure aussi exceptionnelle.

Ce changement de pied se vérifie aujourd'hui de plusieurs manières : par la lenteur des sénateurs dans le déclenchement de la mise en accusation (le Monde du 25 novembre), par les difficultés de la commission

ad hoc à élire son rapporteur (qui sera finalement M. Charles Jolibois, sénateur du groupe des Républicains et Indépendants) et par une volonté de plus en plus manifeste à droite d'épargner à M. Fabius le passage devant la Haute Cour, en dissociant son cas de celui de ses deux anciens ministres.

Après MM. Millon et Madelin (le Monde des 18 et 20 novembre), M. Pierre Méhaignerie, président du CDS, a exprimé des réserves, en souhaitant que la proposition de résolution soit amendée. Le président du CDS ne s'est pas attardé sur le cas de M. Fabius, mais il avait bien cela à l'esprit.

Lire la suite page 12

POINT DE VUE

## Le GATT doit mourir

Face au grand perturbateur qu'est le Japon, c'est à l'Europe d'écrire les nouvelles règles du commerce international

par Alain Gomez

La dispute sur les céréales et les dérogations semble de prime abord lointaine à un industriel : on ne comprend que ce qu'on fait. Il n'échappe cependant à personne en France, dont 80 % des citoyens sont des ex-ruraux de première ou de deuxième génération, qu'on touche là aux racines de la sensibilité collective. Face à cette sensibilité, l'idéologie du libre-échange.

A ce point, un industriel devient très intéressé. Et si se trouve travailler dans des secteurs qui, comme l'électronique, ont été ravagés au nom de cette idéologie, son intérêt devient sollicitude. Sollicitude pour les nouvelles victimes

promises à cette vieille folie qu'est la foi dans la théorie classique du commerce international.

1. La thèse principale des tenants du désarmement commercial est un argument terroriste : « désaccord au GATT = guerre commerciale = récession ». La machine médiatique, notamment anglo-saxonne, le martèle avec fureur. Dernière en date, la publication en première page du New York Herald Tribune du 21-22 novembre dernier d'un rapport de l'OCDE selon lequel la poursuite de la libération des échanges ferait gagner quelques points de PNB à tous les pays, en 2002.

Admirez le courage de ceux qui annonçaient hier la reprise « au coin de la rue », qui affirment aujourd'hui qu'une récession est exclue, mais ne reculent pas devant des extrapolations des PNB mondiaux en 2002.

Or la théorie économique américaine moderne a cessé d'accorder une importance autre que mineure au rôle joué par la guerre des tarifs dans la marche à la crise. On recommande les lectures suivantes aux amateurs de l'argument d'autorité « protection = crise ».

Lire la suite page 22 et l'article de XAVIER HAREL page 23

Alain Gomez est président de Thomson-SA et Thomson-CSF.

M0147 - 1126 0 - 7 00 F



A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 26 ATS ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Antilles-Réunion, 9 F ; Côte d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 190 PTA ; Grèce, 95 dr ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,80 FS ; USA (NY), 2 \$ ; USA (autres), 1 \$.



## AU COURRIER DU Monde

## MÉDECINE

## Halte à l'hallali

Le corps médical en son entier, médecins, infirmières et administratifs confondus, est aujourd'hui la victime expiatoire de l'affaire du sang contaminé. Affaire détestable s'il en est, où le dévouement et la compétence de l'ensemble des personnels de la transfusion sanguine se trouvent être abusivement mêlés et confondus aux effets pervers qu'engendre le risque de dérive affarisme de toute entreprise guidée par les impératifs du profit.

On peut s'étonner que le corps médical, et ses représentants les plus éminents, ne se soient pas, sans mot dire, ce délit de vengeance et de silence, à jouer les boucs émissaires ; d'autant plus que le sang et la mort sont là pour donner à cet état tout son lustre. Peut-être met-on par solidarité avec la société, sans tenir compte que, emportée par un élan qu'elle croit vertueux et qu'elle espère protéger, elle souhaite traîner devant les tribunaux tout ce qui touche à la santé : ses administrations tutélaires, l'industrie qui en anime les

progrès et jusqu'aux ministres de la santé. Son exaltation vengeresse va jusqu'à vouloir atteindre un premier ministre qui n'y peut rien, et pour qui, demain, le président de la République, voire Dieu ?

Il est temps de crier halte à l'hallali sur la médecine comme sur toutes les structures de notre État républicain. En voulant tuer médecins et politiques, c'est elle-même que la société détruit, car les uns et les autres ne sont que son miroir.

La société tout entière est aujourd'hui coupable de n'avoir pas su adapter ses modes de gestion à la complexité des données nouvelles qu'il lui faut maîtriser pour faire face au progrès technologique et, en médecine, à l'avènement de maladies jusqu'alors inconnues. Les nouveaux modes de communication, en particulier les médias, n'ont fait que révéler, aidés par le manque de bienséance de certains journalistes, le désordre que font naître les interactions entre les sciences, les moyens de production et l'argent. Mais, sur-

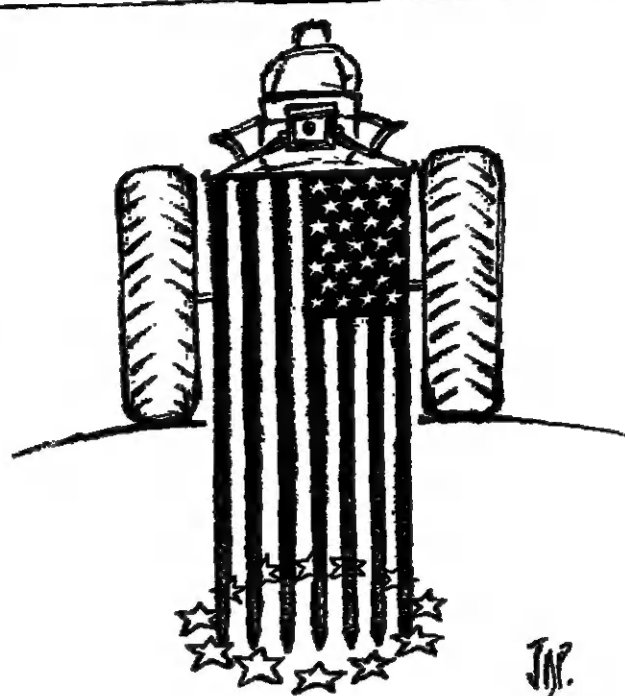
tout, ils ont dévoilé l'inadaptation et la détresse des hommes confrontés à ces problèmes inédits.

Le refuge dans le jugement des tribunaux est à la fois nécessaire et illusoire, tant l'institution judiciaire est mal préparée, dans sa rigidité manichéenne héritée, à assurer la cohérence des jugements qu'elle prononce pour sanctionner les déviances de la complexité. Il est urgent de mettre un terme à cette affaire du sang afin qu'elle cesse d'être prétexte à nous abîmer dans une hargne stérile. Elle pourrait alors devenir l'opportunité de nous engager dans une réflexion en profondeur sur les meilleurs moyens de restituer à nos institutions leur capacité d'assurer entre les citoyens l'équilibre nécessaire à l'efficacité de leur action au service de la nation.

Puissions-nous, les uns et les autres, en avoir le courage !

PROFESSEUR JEAN-LOUIS FUNCK-BRENTANO  
membre de l'Académie des sciences

## TRAIT LIBRE



ratifs... La délégation japonaise a accepté l'importation hors droits et sans plafond du sous-produit de cette filière qu'est le riz en grains... »

FRANÇOIS DIDIER  
Maudon

CONSTITUTION  
Le droit  
à l'environnement

POURQUOI la prochaine révision constitutionnelle, annoncée par le président de la République, ne serait-elle pas l'occasion de consacrer l'environnement comme un nouveau droit fondamental ? L'environnement est d'ores et déjà inscrit dans la Constitution de plusieurs États membres de la Communauté européenne (Grèce, Portugal, Pays-Bas, Espagne) sous forme d'un droit « d'un principe fondamental ».

Une telle modification permettrait au Conseil constitutionnel, lorsqu'il apprécie la conformité d'une loi à la Constitution, de donner à l'environnement la place qui devrait lui revenir par rapport à d'autres intérêts en balance. Mais, surtout, elle pourrait trouver une signification importante dans le cadre de la proposition du président d'accorder aux citoyens qui s'estiment lésés dans leurs droits fondamentaux la possibilité de saisir le Conseil constitutionnel.

En ajoutant l'environnement à la prochaine réforme constitutionnelle, les dirigeants français s'attacheraient à donner une vision renouvelée des droits de l'homme. La consécration d'un droit fondamental à l'environnement apporterait un élément de réponse à une exigence impérieuse du temps présent et serait en même temps l'affirmation d'une solidarité vis-à-vis des générations futures.

ÉTIENNE BASSOT  
Président de la fédération des jeunes écologistes européens

AFRIQUE  
La place des élites

DANS son commentaire du livre de M. Kofi Yamgnane, *Droits, devoirs et crocodiles* (le Monde du 21 novembre), vous écrivez que l'auteur « avait d'abord commis l'erreur d'être noir ». Cela devant être évidemment entendu comme une critique contre ceux qui lui reprochent sa couleur de peau : je ne défendrais pas ces imbéciles. Mais on peut, sans être taxé de racisme, faire observer à M. Yamgnane qu'il aurait mieux fait de mettre ses talents au service de son pays, le Togo, qui en a bien besoin, après ses études en France, où il est plus agréable de vivre.

L'exode des élites indigènes compromet l'avenir de certains États d'Afrique, déjà pauvres en cadres. De cela sont responsables non seulement ces élites, mais aussi la France, qui favorise cette désertion en permettant aux jeunes Africains venus étudier dans ses universités de rester après obtention des diplômes.

Cette politique nous permet sans doute de nous débarrasser des floges (pays d'accueil et de libérés), mais nous ne devons pas en être si fiers si nous réfléchissons que cette petite vanité se fait aux dépens de pays auxquels nous portons en réalité un grave préjudice.

Cet égocentrisme français ne comporte-t-il pas quelque mépris pour les civilisations africaines, vouées à l'assimilation parce que prétendument inférieures ? Là aussi, il y a du racisme.

JEAN SCHMITT  
Yverres

LIBYE  
Un embargo  
injuste

VOILA des mois que la Libye est soumise à un sévère embargo sous couvert de résolution des Nations unies. Et c'est le peuple libyen - après le peuple irakien - qui paie la note la plus sévère, par toutes sortes de privations essentielles.

Cet embargo touche non seulement la Libye mais perturbe aussi l'économie de ses voisins, l'Égypte et la Tunisie réputés être des pays amis de l'Occident. Cet embargo nous fait grand mal à nous autres, Arabes. Nous nous sentons agressés, une fois encore, dans notre chair. A cause de deux suspects pour le châtiment desquels on prend tout un peuple en otage.

Nous avons, par le passé, porté secours à de nombreux amis, citoyens de pays occidentaux qui sont responsables de cet embargo injuste. Nous leur demandons de se mobiliser avec nous pour que cesse cet embargo dangereux. Ce qui ne préjuge en rien des poursuites judiciaires à l'encontre des deux suspects.

SID AHMED OULD SABAR  
Nouakchott

## UN LIVRE

## La France au scanner

FRANCOSCOPIE  
de Gérard Mermel.  
Larousse, 440 p., 135 F.

SONDÉS à longueur de semaine, sur tout et sur rien - leurs préférences politiques, leurs comportements sexuels, leur opinion sur Dieu, la Sorbonne ou Lady Di - les Français sont-ils mieux connus pour autant ? A eux seuls, les résultats de ces innombrables sondages ne permettent nullement de cerner une population mouvante et boursée de contradictions. Mais si l'on prend la peine de les rapprocher des statistiques existantes, sur une assez longue durée de temps, et si l'on y intègre des recherches qualitatives sur les modes de vie, cela peut donner Francoscopie : un ouvrage distrayant et intelligent, dans lequel Gérard Mermel réussit à passer la France au scanner.

Cette cinquième édition, plus riche que les précédentes, comporte des rubriques inédites. Certaines semblent s'inspirer du *Quid* ou du *Livre des records* : on y apprend, entre mille autres chiffres, que chaque jour en France 770 couples se marient, dont 400 à l'église, que 250 couples divorcent, que 2 080 enfants naissent et que 440 interruptions volontaires de grossesse sont pratiquées...

Plus originale, mais plus subjective, est la « carte des millésimes » des trinta dernières années. L'étude attentive de plusieurs études indique que les Français auraient, de leur point de vue, vécu six très bonnes années (1984, 1986, 1990, 1991, 1992, 1993) et trois très mauvaises (1983, 1984, 1988). Le meilleur cru a été 1973, qui marque la fin d'une période faste et se termine d'ailleurs par le choc pétrolier et la guerre du Kippour. Le plus mauvais cru a été 1984, avec la faible pro-

gression du pouvoir d'achat, le débat sur l'école privée et le succès du Front national aux élections européennes.

Mais, plus que ces humeurs passagères, ce sont les tendances générales qui retiennent l'attention. En cette fin de siècle, les Français manifestent, à la fois, un optimisme individuel et un pessimisme collectif : assez confiants dans leur propre avenir, ils le sont très peu pour l'avenir du monde. La question est évidemment de savoir si ces deux sentiments opposés peuvent rester longtemps compatibles.

La dernière décennie aura été marquée, entre autres, par la remise en question d'institutions, d'idées et de structures anciennes, comme l'indique Francoscopie : un ouvrage distrayant et intelligent, dans lequel Gérard Mermel réussit à passer la France au scanner.

Curieuse époque : désormais, au cours de leur vie, les Français consacrent plus de temps à la télévision qu'au travail. Ce n'est pas dû seulement aux longues retraites : les jeunes, de leur côté, passent plus d'heures devant la petite écran qu'à l'école. Curieuse époque, où la vie ne cesse de s'allonger mais où les jeunes - même les moins de vingt ans - ont eu, au total, un plus grand nombre d'expériences (voyages, sports, accidents, exploits, consommation de certains produits, coups de foude, infidélités...) que les personnes âgées !

ROBERT SOLÉ

## GRÈVES

La voix  
des victimes

Le droit de grève fut introduit au siècle dernier, sous le Second Empire. Le rapporteur du projet était mon grand-père, Emile Olivier, député de l'opposition, futur premier ministre. En 1868, Napoléon III accorda aux ouvriers le « droit de coalition », suivi bientôt du « droit de réunion ». Le droit de grève, le syndicalisme étaient nés, ouvrant la voie à ce qui allait en fait devenir de facto une concertation entre employeurs et employés. Depuis cent vingt-quatre ans, ce droit a permis de faire entendre la voix des travailleurs, car il a établi un rapport de forces autourant le dialogue entre les parties concernées. Les syndicats, issus du droit de réunion, devenaient des interlocuteurs valables et, en cas d'échec des discussions, pouvaient engager l'épreuve de force, c'est-à-dire la grève. Ce moyen, qui au départ avait permis l'accès au dialogue, va déboucher sur des conséquences qui n'apportent rien aux travailleurs et plus grand-chose aux employeurs, sinon l'absence de gagner la partie « au finish ».

C'est la guerre, et ce n'est plus la négociation. Quand il y a guerre, il y a des victimes innocentes. Il est bien évident que la grève de certains secteurs fait un bien plus grand nombre de victimes que d'autres. Sans parler des milliers de travailleurs non concernés par la grève mais directement concernés par les conséquences du conflit, en particulier pour se rendre à leur travail, les pertes d'exploitation de certaines entreprises engendrent des difficultés qui sont particulièrement malvenues dans le contexte économique actuel.

Puisque le mot « solidarité » est volontiers prononcé de nos jours, il faut impérativement faire un pas de plus en associant systématiquement les victimes éventuelles d'une grève aux discussions entre employeurs et employés, de préférence, bien entendu, avant que la grève n'ait lieu. Les associations

des victimes des conflits employeurs-employés n'ont pas, de nos jours, des moyens équivalents à ceux que la loi donne aux prévises pour faire entendre leur voix. Il ne serait donc que justice de les hisser au même rapport de forces que les deux intéressés principaux, à savoir les employeurs et les employés en conflit.

EMILE TROISIER  
Paris

PEINE DE MORT  
Une Eglise  
moins crédible

L'EGLISE catholique avait l'occasion de faire entendre une voix prophétique pour dire « non » à la peine de mort. Sans ambiguïté. Elle ne l'a pas saisie, n'ayant pas su résister aux vents de l'opinion favorable à l'exécution capitale en ces temps d'insécurité et de peur.

J'aurais aimé que mon Eglise ose dire que l'honneur d'une nation est d'abolir la peine de mort, y reconnaissant un signe d'espérance dans la longue marche de l'humanité.

La progressive abolition de la peine de mort dans différents pays du monde ne manifeste-t-elle pas que l'humanité franchit un seuil qualitatif dans son évolution ? N'est-ce pas là un signe des temps à l'approche du troisième millénaire ? Car la peine de mort est une des formes du mépris de la vie. Et nul n'a le droit de désespérer de l'homme.

J'aurais aimé que mon Eglise saisisse cette occasion pour refuser l'engrenage de la violence et délaisser les chemins de la vengeance et du châtiment. Car tout homme a un droit fondamental à la vie. Il est toujours plus grand que son crime.

L'opinion publique retiendra que l'Eglise catholique légitime la peine de mort. Le débat sur la peine capitale en souffrira. Et le discours de l'Eglise sur les droits de l'homme sera moins crédible.

A peine promulguée, le nouveau catéchisme porte des rides.

JACQUES GAILLOT  
évêque d'Evreux

## 11 NOVEMBRE

Vichy  
après Verdun

HISTORIENS, universitaires et chercheurs, nous appuyant sur les acquis des travaux scientifiques de plusieurs décennies, nous déplorons que le président de la République ait fait déposer le 11 novembre, depuis 1986, une gerbe sur la tombe de Philippe Pétain.

Nous rappelons que Philippe Pétain a trahi la confiance que les Français et les Français avaient placée en 1940 dans le vainqueur de Verdun.

Il s'en est servi pour : abolir la République ; livrer des réfugiés politiques confiants dans la tradition française et républicaine ; insulter de son propre chef, en avançant toute pression de l'occupant, une politique d'exclusion à l'égard de diverses catégories de citoyens français, en raison de leurs origines (Juifs), ou de leurs opinions (franc-maçons) ; abolir la politique de collaboration, qui a servi les desseins du Reich, et pratiquer la répression contre toutes celles et tous ceux qui refusaient cet assujettissement à l'occupant et aux nazis. Il a été complice ou directement responsable de la déportation d'hommes, femmes et enfants juifs et tziganes.

Ces faits devraient inciter le président de la République, qui représente tous les Français, à ne plus rendre à l'avenir le moindre hommage à Philippe Pétain.

Ce texte nous a été adressé par Jean-Pierre Azéma, François Delord, René Edouard, Serge Berstein, Etienne Dejongs, Jacques Delarue, Yves Durand, Marc Ferro, Robert Frank, Jean-Marie Guillon, André Kaspi, Pierre Labrie, Pierre Miza, Pascal Ory, Denis Paschanski, Madeleine Robéroux, Henry Roussot, Dominique Veillon, Pierre Vidal-Naquet, Annette Wieworka, Olivier Wieworka, Michel Winock.

GATT  
Rêve  
nippon

IMAGINONS la nouvelle suite diffusée un prochain soir par nos télévisions : « L'Uruguay Round déboulé ! » On sait les difficultés rencontrées depuis plusieurs mois dans la mise au point d'un nouvel accord général GATT, amorcée il y a six ans à Punta del Este (Uruguay), du fait d'un différend entre les Etats-Unis et le Japon concernant un important secteur du commerce international, celui des automobiles.

Convoquée à Detroit par M. Carla Hill, chef de la délégation américaine, une nouvelle réunion a permis aux deux délégations d'aboutir à l'accord suivant :

a) Le Japon réduira de 21 % ses exportations d'automobiles, par rapport à un niveau de référence égal à la moyenne des exportations 1986-1989.

b) Le Japon accepte de limiter à un million d'unités par an la fabrication d'une certaine catégorie de véhicules dites prototypes de véhicules.

c) Le Japon acceptera l'entrée sans droits d'une quantité de véhicules correspondants à 5 % de son marché intérieur, cette proportion s'appliquant non pas globalement mais par catégories de véhicules : les petites autos, les 4 x 4, les vans.

d) La délégation américaine a exposé le caractère stratégique aux Etats-Unis de la filière industrielle fondée sur la palette de riz : revêtements muraux, textiles déco-

## Le Monde

Édité par la SARL Le Monde  
Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944  
Capital social :  
620 000 F  
Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les rédacteurs du Monde »  
« Association Hubert-Beuve-Méry »  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde  
Le Monde-Entreprises  
M. Jacques Lesourne, gérant.  
Reproduction interdite de tout article,  
sauf accord avec l'administration.  
Renseignements sur les microfilms  
et index du Monde au (1) 40.85.23-33  
Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395-2037  
PRINTED IN FRANCE

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FALGUIÈRE  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-26  
Télécopieur : (1) 40-65-25-99  
Télax : 206.806 FADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 49-60-30-10  
Télax : 261.311 FBULLETIN  
D'ABONNEMENT

ABONNEMENTS  
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 49-60-32-90  
(de 8 heures à 17 h 30)

Tarif	FRANCE	SUISSE, BELGE, LUXEMBOURG, PAYS-BAS	AUTRES PAYS non membres de l'OTAN
3 mois	536 F	572 F	790 F
6 mois	1 030 F	1 123 F	1 500 F
1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne (tarif sur demande).  
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus.  
Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

Le Monde  
PUBLICITE  
Président directeur général : Jacques Lesourne  
Directeur général : Michel Cros  
Membres du comité de direction : Jacques Guin, Philippe Dumuis, Isabelle Tsidi,  
15-17, rue de Colonne-Pierre-Aria  
75002 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 46-62-72-72  
Télax MONDIPUB 634 139 F  
Télécopieur : (1) 46-62-72-72  
Le Monde est membre de la SARL Le Monde et de l'Association des journaux de France.

Le Monde  
TÉLÉMATIQUE  
Comptez 36-15 - Tapez LEMONDE  
ou 36-18 - Tapez LM  
ABONNEMENTS  
PAR MINUTE  
36-15 - Tapez LEMONDE  
code d'accès ABO

مكة امه الاص



مكتبة

# ÉTRANGER

Avant de se rendre à Amman

## M. Mitterrand a invité les Israéliens à discuter avec l'OLP

M. François Mitterrand devait achever, vendredi 27 novembre, sa visite en Israël en se rendant au kibboutz de Sde-Boker, dans le Néguev, pour y déposer une gerbe sur la tombe de Ben Gourion et être fait docteur honoris causa de l'université de la région. Le chef de l'Etat était attendu, dans l'après-midi, à Amman, en Jordanie, où il devait rencontrer le roi Hussein avant de regagner Paris, samedi.

JÉRUSALEM

de notre envoyé spécial

« Il ne s'agit pas de choisir son interlocuteur. Il est là. Jusqu'ici, je n'ai pas aperçu d'autre force que l'OLP en mesure d'exprimer au nom des Palestiniens. » Autant M. François Mitterrand avait, la veille, ménagé ses hôtes israéliens en faisant silence, dans son allocution officielle, sur l'OLP et sur son chef, M. Yasser Arafat, autant il a tenu, jeudi 26 novembre, lors de sa conférence de presse, un langage sans détours, en réaffirmant les grands principes de sa diplomatie au Proche-Orient. Pour M. Mitterrand, l'OLP est bien, du côté pale-

stinien, « le seul interlocuteur possible ». Il a rappelé à ses interlocuteurs ce qui lui paraît « être une évidence ». « Ce n'est pas moi qui choisis, a-t-il observé, l'essai d'avoir un regard objectif sur la situation que j'ai souvent constatée. L'avenir dira où se trouve la vérité. » Il est revenu de lui-même sur l'initiative qui fut, ici, le plus reprochée : son entretien à l'Elysée, le 2 mai 1989, avec M. Arafat. Et de se justifier : « J'avais pris du retard (...). M. Arafat avait par exemple dîné chez le roi d'Espagne bien avant de se rendre en France. Vous voyez qu'Israël est sans rancune... à l'égard de l'Espagne... »

« Des quelques contacts que j'ai eus avec d'autres Palestiniens, a-t-il ajouté, j'ai conclu que, jusqu'à nouvel ordre, il n'y a pas d'autre force réelle que l'OLP qui se soit présentée à l'horizon politique. S'il en est d'autres, on appréciera. » Cela n'empêche pas M. Mitterrand de « comprendre que d'autres pays, comme Israël, qui sont en guerre et ont souffert d'un terrorisme intolérable, inadmissible, aient des réflexes différents ».

Au cours du déjeuner de travail qu'il avait eu, quelques heures plus tôt, avec le premier ministre, M. Itzhak Rabin, le chef de l'Etat s'était dit conscient que « la person-

nalité d'Arafat n'est pas acceptable en Israël et que le seul fait de prononcer son nom donne la chair de poule à nombre d'Israéliens ». Mais pour ajouter aussitôt : « Tant qu'Israël ignore l'OLP, il ne pourra y avoir de négociations fructueuses avec les Palestiniens. »

M. Mitterrand a répété, avec force et quelque ironie, le droit des Palestiniens à avoir un Etat. « Il me semble, a-t-il rappelé, qu'un Etat palestinien a été reconnu par les Nations unies lorsqu'a été créé l'Etat d'Israël [en 1947]. L'un de ces Etats s'est constitué, vigoureusement, courageusement, et tant mieux (...). L'autre Etat est resté en route. Il ne semble qu'il est très difficile à un peuple de vivre d'abord sans patrie » et « à un peuple qui vivrait dans sa patrie de vivre sans des structures qui lui soient propres, et qui naturellement portent à la constitution d'un Etat. » Raisonnement qui se veut imparable : pas de peuple sans patrie et pas de patrie sans Etat.

Moyennant quoi, M. Mitterrand sait parfaitement que, sur ce point, Israël ne changera pas d'avis du jour au lendemain. « Je ne veux pas m'épuiser à convaincre un gouvernement sur un sujet où peu de progrès ont été accomplis. » Plus généralement, le président « espère seulement qu'il restera assez de ces

conversations pour permettre aux négociations de paix de progresser », et assure « ne pas être dévoré par l'envie de se mêler d'une négociation, surtout quand elle n'aboutit pas ».

En attendant un éventuel dénouement, M. Mitterrand fait sienne ce qui fut la « politique des petits pas » prônée par M. Henry Kissinger. « Il serait sage d'avancer pas à pas plutôt que de choisir la politique du tout ou rien qui n'a rien donné jusqu'ici. » Cette invite au réalisme s'adressait, à l'évidence, autant aux Palestiniens qu'aux Israéliens.

**Le chemin des élections**

Pour M. Mitterrand, l'offre israélienne d'organiser rapidement des élections dans les territoires occupés doit être acceptée. « Je ne vois pas de meilleure méthode. C'est le chemin de la paix, si ces élections sont connexes - et je n'ai pas de raison de penser qu'avec un gouvernement comme celui-ci elles ne le seraient pas (...). Voilà ma réponse de principe. Dans la pratique, nous savons très bien que les dirigeants palestiniens sur le terrain ont des relations avec l'OLP de Tunis. Si certains de ces dirigeants décident de procéder à des élections, je suppose qu'ils l'auront fait en accord

avec leurs concitoyens de Tunis. » Autrement dit, les dirigeants de l'intérieur désignés par le verdict des urnes pourront légitimement prétendre représenter la population palestinienne.

S'agissant des relations bilatérales, M. Mitterrand a laissé espérer un geste auquel nombre d'Israéliens devraient être sensibles : l'abolition - à une date non précisée - du visa qui leur est imposé depuis 1986. « Le visa, a-t-il expliqué, n'est pas une discrimination. C'est une précaution qui a été prise, peut-être d'une façon qui maintenant paraît trop large, au moment des sursauts de terrorisme. Nous savons bien que le terrorisme ne vient pas d'Israël. Seulement, il était difficile de faire des exceptions sans susciter des protestations. Je pense qu'il faut desserrer ce dispositif. » Douze mille Israéliens sont contraints, chaque année, de demander un visa français, pour lequel ils acquittent une somme variant avec la durée de leur séjour.

La décision a été, d'autre part, annoncée de créer un fonds de coopération scientifique et industrielle d'un montant de 100 millions de francs, financé à parité par la France et Israël. Cette structure de recherche appliquée devra, contrairement aux vœux des Israé-

liens, aboutir rapidement à des projets industriels concrets. En revanche, aucun progrès significatif n'a, semble-t-il, été enregistré pour ce qui concerne les contrats intégrant les entreprises françaises dans le domaine des transports ferroviaires et de l'informatisation scolaire (le Monde du 26 novembre).

M. Mitterrand avait consacré la matinée de jeudi au recueillement à Yad-Vashem, le mémorial de l'Holocauste. Il a déposé une gerbe au sanctuaire du souvenir. Un rendez-vous à disparu, au dernier moment, de son agenda, celui qu'il avait pris avec M. Itzhak Shamir, l'ancien premier ministre et chef du Likoud. Celui-ci avait annulé la rencontre « pour raisons de santé ». M. Mitterrand traita d'un ton badin cet incident. « Hier soir, observait-il, M. Shamir avait l'air de bien se porter. Mais vous savez, à nos âges ! La politique israélienne, c'est très fatigant. » Quelques heures plus tôt, M. Shamir avait jugé « platonique » l'amour de M. Mitterrand pour Israël. « Cet amour, avait-il ajouté, ne peut qu'adoucir légèrement les pilules que la politique française veut nous faire avaler. » Visiblement, l'annulation de cette rencontre n'a chagriné personne...

JEAN-PIERRE LANGELLIER

La rencontre avec une délégation palestinienne

## La France accorde une aide à l'industrialisation des territoires occupés

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Les Palestiniens, qui n'attendaient « rien de particulier » de leur rencontre, jeudi soir 26 novembre, avec le chef de l'Etat français, sinon la confirmation publique de leur « droit à une patrie » - ce qui fut fait - ont obtenu une aide de 20 millions de francs destinée à soutenir leur effort d'industrialisation. M. Haman Achraoui, porte-parole de la délégation palestinienne aux négociations israélo-arabes, s'est félicité de ce don qui constitue, selon elle, « un bon début ». Elle a aussi indiqué que la France s'était engagée à offrir une certaine de bourses d'études à ses compatriotes, certaines étant réservées à la formation des cadres administratifs qui seraient appelés à gérer l'autonomie transitoire des territoires occupés à ce où les négociations avec l'Etat juif aboutiraient.

peins, et la France en particulier, pouvaient être associés plus étroitement au processus de paix, amorcé il y a un an dans la capitale espagnole, sous l'égide des Etats-Unis et de l'URSS, alors sur le déclin.

Sans aller aussi loin, M. Hussein a précisé, qu'il s'agit d'un « au chef de l'Etat que la France, qui comprend et soutient les intérêts des Palestiniens, est une aide plus importante dans le processus de négociations ». La suggestion de M. Herakat a d'autant moins de chances d'être retenue par Paris que, la veille au soir, devant ses hôtes israéliens, M. Mitterrand avait déclaré que, faute de mieux, il s'était résigné au cadre des discussions en cours.

Les négociateurs palestiniens, qui ne cachent plus depuis longtemps leur appartenance à l'OLP et dont certains étaient spécialement repartis du quartier général de Tunis pour rencontrer M. Mitterrand, lui ont remis un message de M. Arafat détaillant la position de son organisation à propos du processus de paix et exprimant notamment ses fortes réserves au sujet des élections auxquelles ont été invités à participer, par Israël, les deux millions d'habitants arabes des territoires. « Le chef de l'Etat français, a ajouté M. Achraoui, n'a pas écarté l'idée de rencontrer à nouveau le président Arafat si cela s'avérait nécessaire. » Délégué par M. Mitterrand dans la partie orien-

tales de Jérusalem qu'il a jadis visitée « plusieurs fois », mais dans laquelle il ne souhaitait pas se rendre en tant que chef d'Etat, « pour respecter l'usage diplomatique », M. Roland Dumas a été reçu, un peu plus tard, avec une très grande pompe par une délégation palestinienne élue, à la « Maison d'Orient ». Edifié à la fin du siècle dernier, ce bâtiment est occupé, depuis quelques mois, par les services de M. Hussein et par une partie des notables qui sont devenus les négociateurs palestiniens. Ces derniers souhaitent ardemment une sorte de reconnaissance symbolique de ce lieu que la rumeur publique a baptisé, non sans quelque ironie, le « siège du gouvernement fantôme de Palestine ».

A la suite du chef du gouvernement portugais, qui fut le premier visiteur étranger d'importance à « honorer de sa présence » la Maison d'Orient, au mois d'août dernier, le chef de la diplomatie française s'est rendu sur les lieux en limousine officielle avec l'ancien ministre. Ses hôtes avaient prévu une brève conférence de presse avec le maître de céans, M. Hussein, mais M. Dumas s'est contenté de confier à quelques journalistes qu'il avait surtout écouté les points de vue de ses interlocuteurs palestiniens.

PATRICE CLAUDE

## L'ombre de Pétain

JÉRUSALEM

de notre envoyé spécial

Comme chacun s'y attendait, l'affaire du dépôt de gerbe sur la tombe du maréchal Pétain a fait planer une ombre sur le voyage de M. Mitterrand. A une question d'un journaliste israélien, le chef de l'Etat a répondu, jeudi, comme il l'avait fait quelques jours plus tôt dans une émission accordée à la télévision israélienne, qu'il s'agissait d'une « affaire d'Etat » qui concerne les Français.

« Je n'ai aucun compte à rendre à l'étranger sur les actes qui concernent mon pays, a-t-il déclaré. Je ne suis pas le premier président de la République - je suis au moins le quatrième - à faire ce geste. Je l'ai fait un peu plus souvent que les autres, c'est vrai. Il finit par y avoir des automatismes. Mais enfin, s'il y a une différence de degré, il n'y a pas de différence de nature. J'observe que, pour mes prédécesseurs, personne n'a rien dit. Peut-être parce qu'on s'était habitué à ne pas les considérer comme les plus fidèles amis d'Israël. Si bien que vous avez réservé vos foudres à ceux que vous considérez comme vos amis. C'est assez dans la logique sentimentale. »

« Ça me regarde, ça regarde les Français dans leur appré-

ciation à l'égard de leurs chefs d'Etat », a ajouté M. Mitterrand. Ce que je veux dire aussi, c'est que, d'une part, la masse de documents qui ont été mis au jour depuis quelques années montre une intervention directe des autorités françaises dans un des actes les plus abominables de la guerre, pour prendre un symbole - car il y a eu d'autres choses du même ordre, l'affaire du Vel d'Hiv. Cela, c'est proprement insupportable, et la responsabilité de ces actes, j'en suis sûr, est partagée entre le régime de Vichy et le régime d'aujourd'hui. C'est une responsabilité d'un pauvre gouvernement dans un pays occupé par l'ennemi et soumis aux injonctions de cet ennemi devenant alors, cette fois-ci, activement répressible. »

### Une réponse « révoltante »

« Quand je réponds qu'en effet il faut qu'un geste soit accompli - pas pour apaiser mais pour se faire comprendre, - je pense que la somme de douleurs que représentent ces arrestations, ces déportations, ces morts paressées, et donc ces douleurs qui ne peuvent être oubliées, le côté atroce de tout ça mérite de ma part, comme de tout président de la République qui me succéderait, un comportement particulier, a confié M. Mitterrand. Voilà pourquoi j'ai parlé de

l'avenir en disant qu'il fallait que la communauté juive de France sache que la douleur qu'elle porte en elle fut comprise et partagée par le gouvernement de la République. Il m'appartient d'en faire la démonstration. »

M. Mitterrand n'a précisé ni quand ni comment il ferait cette « démonstration ». Qualifier l'émotion suscitée par le dépôt de gerbe d'« affaire d'Etat » ne pouvait que susciter l'incompréhension, et la colère en Israël. Dans son premier commentaire, jeudi soir, la télévision a qualifié la réponse du chef de l'Etat de « révoltante » et son attitude de « arrogante ».

Dans un article très remarqué, un éditorialiste du journal Haaretz - le plus influent du pays - avait souligné, la veille : « Sous le régime de Vichy, 800 000 juifs de France ont été envoyés dans des camps d'extermination. Il ne s'agit pas d'une affaire intérieure. Les droits de l'homme ne peuvent jamais être une question interne dans aucun pays. » Adressé à un président qui, en matière de droits de l'homme, se fait l'avocat, depuis quelques années, du « devoir d'ingérence », cette remarque de bon sens tenait de la réponse - anticipée - du berger à la bergère.

J.-P. L.

Le prochain voyage de M. Eltsine en Chine

## Pékin n'exclut pas une « alliance » avec la Russie

Le ministre chinois des affaires étrangères, M. Qian Qichen, a évoqué, jeudi 26 novembre, la possibilité de conclure une « alliance » avec la Russie, afin de contribuer à assurer la stabilité dans la région Asie-Pacifique. « Nous n'excluons pas une relation d'alliance », a déclaré M. Qian à Moscou, à l'issue d'une visite d'une semaine en Russie et dans trois Républiques d'Asie centrale de l'ex-URSS. Le ministre a cependant démenti avoir eu des discussions sur l'éventuel achat par

la Chine d'armes russes. « Nous comptons sur nos propres forces, et si nous faisons des achats (à l'étranger), cela ne porte que sur de petites quantités », a-t-il assuré.

Ces déclarations interviennent avant la visite, du 17 au 19 décembre, du président Boris Eltsine en Chine. Ce voyage va donner une « forte impulsion » aux relations bilatérales, a déclaré à Pékin M. Wu, porte-parole pour les affaires étrangères, qui a précisé que les deux pays avaient des éco-

nomies « hautement complémentaires » et pouvaient coopérer dans de nombreux domaines. Pékin, engagé dans un vaste programme de modernisation de son armée, a accordé une large publicité à la visite cette semaine du vice-premier ministre russe Alexandre Chokhrine, chargé des exportations d'armements. La Chine a déjà acheté 24 chasseurs à long rayon d'action SU-27 à la Russie, et négocie l'achat d'intercepteurs Mig-31. - (AFP)

### EN BREF

□ BANGLADESH : violences dans une université. - Les autorités de Dacca ont fermé, jeudi 26 novembre, l'université islamique du Bangladesh, dans le nord du pays, après les heures de la veille entre étudiants, qui avaient fait une cinquantaine de blessés. - (Reuters)

□ PAKISTAN : M. Bhutto n'est plus interdite de séjour à Islamabad. - Les autorités pakistanaises ont annoncé, jeudi 26 novembre, qu'elles avaient levé l'interdiction

de séjour d'un mois à Islamabad et Rawalpindi qui avait été imposée la semaine précédente au chef de l'opposition, M. Benazir Bhutto. Le premier ministre, M. Nawaz Sharif, a, par ailleurs, assuré que les opposants (plusieurs milliers) arrêtés ces derniers jours seraient bientôt relâchés. M. Bhutto, de son côté, a achevé, jeudi, une tournée de quatre jours en chemin de fer, qui l'a mené de son fief du Sind au Pendjab. Les Forces armées pourraient avoir donné des

conseils de modération aux deux parties. - (AFP)

□ SYRIE : l'ex-président Alassi hospitalisé à Paris. - L'ancien président Noureddine Alassi, qui se trouve dans un état très grave, a été récemment transporté de Damas à Paris, où il est soigné à l'hôpital américain. L'ancien chef de l'Etat, soixante-trois ans, qui souffre d'un cancer de l'oesophage, avait été libéré, il y a trois mois, pour raisons de santé, après vingt-cinq ans de détention. - (AFP)

### Nouvelle rencontre avec M. Arafat ?

Le président les a délibérément ignorés et s'est rendu au premier étage du consulat où l'attendait, outre M. Achraoui, le chef de file des « modérés » de l'intérieur, M. Faycal Hussein, accompagné de MM. Ziad Abou Ziad et Sabir Herakat. Ce dernier, membre de la délégation palestinienne aux pourparlers de Washington, déclarait, à la sortie de l'entrevue, plus d'une heure après, qu'il avait suggéré de convoquer de nouveau la conférence de Madrid afin que les Euro-

□ Appel pour une libération massive de prisonniers palestiniens. - Près de quatre cents personnalités françaises, dont une majorité d'universitaires, d'enseignants et de chercheurs, viennent de lancer un appel aux autorités israéliennes, « en faveur d'une libération rapide et massive de certaines catégories de prisonniers palestiniens ». Les auteurs de cette pétition demandent que Jérusalem « relâche, dès à présent, tous les prisonniers d'opinion, c'est-à-dire ceux qui n'ont été inculpés d'aucun acte violent, ainsi que quelque trois mille jeunes de moins de dix-huit ans ».

FRANCE-PORTUGAL-FRANCE

# 108 VOLS\*

PAR SEMAINE

L'embarquement n'a jamais été aussi immédiat.



\* Fréquence hebdomadaire. Vol au départ de Paris, Lyon, Nice, Marseille, Toulouse, Bordeaux.

**2P AIR PORTUGAL**

chaque jour davantage

# CHEZ PAUL PREDAULT, RIEN NE REMPLACE LA VERITE.



## Rien ne remplace la vérité des faits.

Le Mousson de Paul Predault a été mis en cause en Hollande sur la base d'une accusation non prouvée de présence de listéria. Sitôt avertie la Société Paul Predault a pris la décision de suspendre provisoirement à titre préventif la commercialisation du Mousson au Benelux afin de ne faire prendre aucun risque éventuel au consommateur.

Aujourd'hui après 3 semaines de recherche, les services officiels belges ont établi la parfaite conformité du Mousson, à l'instar de tous les contrôles officiels effectués en France et dans les autres pays d'Europe.

Ces résultats confirment le haut niveau de sécurité bactériologique des produits Paul Predault, Société dont la compétence, le sérieux et le respect du consommateur sont reconnus dans toute la CEE.

## Rien ne remplace la vérité des idées.

A la lumière de ces faits, nous Français devons tirer des enseignements. Le principal enseignement est que ce type d'incident comme bien d'autres, ne doit pas servir de prétexte à une attitude de refus des produits des pays de la Communauté Européenne.

Au contraire, il doit nous convaincre de l'intérêt de mieux comprendre et de mieux respecter les caractéristiques de chacun.

L'Europe ne sera l'Europe que par la reconnaissance de la richesse de chaque terroir, de chaque région à partir du moment où les produits qui en sont issus sont authentiques.

## Rien ne remplace la vérité du goût.

Chez Paul Predault, nous nous sommes donnés comme mission d'apporter tous les jours et sur toutes les tables de France et d'Europe, des jambons et des terrines, préparés selon des recettes traditionnelles et authentiques qui préservent et exaltent le vrai goût des aliments. Car en gastronomie comme en toute chose, rien ne remplace le vrai.

Le vrai goût est un patrimoine, une valeur que nous défendons avec vous et pour vous. C'est pour préserver ce vrai goût que chacune des 550 personnes qui travaillent chez Paul Predault, œuvre chaque jour.

Aussi nous tenons ici à remercier tous ceux, distributeurs, consommateurs, partenaires économiques et financiers, et services officiels qui, connaissant la vérité de l'entreprise Paul Predault et des produits, nous ont manifesté leur soutien et continuent de nous accorder leur confiance.

Alain PREDO  
Président

*Al. Predo*



malie : l'in  
La déci

ation sur le  
Bush qu'il

مكة امه لاص



مكتبة

AFRIQUE

Somalie : l'inquiétude des organisations humanitaires

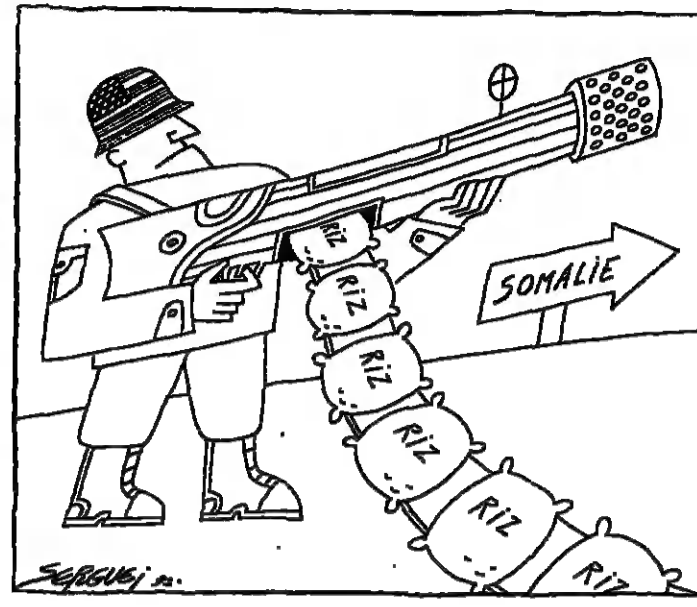
La décision d'envoyer une force internationale risque de provoquer des représailles de la part des différentes factions

MOGADISCIO

de notre envoyé spécial  
Si l'information selon laquelle les Etats-Unis seraient disposés à envoyer jusqu'à 30 000 militaires américains en Somalie n'était pas encore confirmée à Washington, elle faisait déjà du bruit dans les milieux «humanitaires» de Mogadiscio, ajoutant quelques degrés supplémentaires à la tension qui règne dans la ville.

Les réactions sont prudentes, mais la perspective d'une intervention militaire est perçue, en général, comme une menace pour les programmes de secours déjà mis en place dans le pays. «La présence de soldats étrangers, prêts à s'opposer par la force, va irriter tous ceux, chefs de guerre, commerçants ou encore simples gardes de sécurité, dont les intérêts en souffriront, explique un représentant d'une organisation non gouvernementale qui préfère garder l'anonymat. C'est qui peut déboucher, un jour ou l'autre sur un accrochage plus ou moins meurtrier entre militaires et soldats étrangers, qui mettrait en danger toute la communauté expatriée, puisque les représailles seraient dirigées, non seulement contre les militaires mais contre le «clan des Blancs» dans son ensemble.»

Bien plus que par les gens de terrain, cette idée d'intervention militaire musclée a été répandue par ces innombrables chargés de



mission qui débarquent en Somalie pour évaluer la situation en quelques jours seulement et signent ensuite un rapport, scandalisés à juste titre par le racket dont sont victimes les organisations humanitaires. Il est clair que la situation alimentaire du pays ne s'améliore guère et que, comme le constate d'ailleurs le secrétaire général des

Nations unies dans sa lettre au Conseil de sécurité, l'insécurité, le chantage et les rivalités claniques en sont les premières causes.

Au large du port de Mogadiscio, quatre navires, transportant 17 000 tonnes de vivres au total, attendent de pouvoir accoster pour décharger. Depuis le 7 novembre, le «président par intérim», M. Ali

Mahdi, qui tient la partie nord de la capitale, menace de bombarder quiconque tenterait d'utiliser le port tant que celui-ci ne serait pas contrôlé par les soldats de l'ONU. Il ne croit plus aux multiples assurances données par les organisations chargées de la distribution des vivres : les convois destinés au Nord sont régulièrement pillés sans doute par les partisans du général Aïdud, qui tient le sud de la ville - avant d'atteindre la ligne de démarcation.

Cédant aux pressions, il a donné son accord à la réouverture du port, lundi, mais le bateau du Programme alimentaire mondial (PAM) qui a tenté d'accoster le lendemain a été la cible de tirs. Comme beaucoup de chefs de guerre, M. Ali Mahdi a peu d'influence sur ses troupes ou celles de ses alliés et il est clair qu'il n'a pas réussi à convaincre ses partisans.

«Pas une solution à long terme»

Mais dans cet imbroglio qui risque de coûter la vie à des dizaines de milliers d'affamés, car les soupes populaires du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) n'ont plus de stocks, le général Aïdud n'est pas en reste. Ajoutant ses exigences à ce cercle vicieux meurtrier, il refuse de laisser partir les convois vers le Nord, tant que son rival menace de bombarder le port, contrôlé en fait par une troisième force qui se contente d'un racket systématique, imposant des tarifs exorbitants : 10 000 dollars de droits de quai, auxquels s'ajoute un «forfait» de 100 dollars par tonne pour le déchargement, le stockage et le transport.

Dans le ciel de Somalie, le pont aérien fonctionne à plein, parce que les camions de vivres sont incapables d'atteindre les villes de l'arrière-pays, devenues le refuge de dizaines de milliers d'affamés. Des six convois routiers partis sur Baidoa depuis deux mois, seuls deux sont arrivés à destination. Des bandes de «jeunes gens» armés, mi-pilleurs mi-combattants, harcèlent impunément la région. Vers Bardera, près de la frontière éthiopienne, un appareil a été atteint par des tirs : sans doute une rivalité de gangs pour le contrôle de l'aérodrome.

Autre sujet de consternation : l'impunité des 500 «casques bleus» pakistanais, incapables de se déployer dans la ville pour pro-

téger les convois humanitaires. Arrivés le 14 septembre, ils n'ont réussi à investir l'aéroport que depuis quelques jours et, précisons certains, grâce à l'invitation du clan maître de l'endroit, mais aujourd'hui menacé par le général Aïdud, à qui cette enclave (très rentable en termes de droits d'atterrissage) échappe encore.

Les militaires pakistanais sont postés tout autour de la piste. Leur commandant a établi son QG sous une toile de tente, devant ce qui fut le salon d'honneur de l'aéroport. Un peu en retrait de la grille d'entrée, un soldat de l'ONU s'applique à peindre un panneau interdisant l'introduction de tout type d'armes dans l'enceinte. C'est à peu près le seul succès des «casques bleus» jusqu'à présent, car des miliciens somaliens contrôlent toujours le portail principal... et la caisse : 150 dollars pour un petit avion, 500 dollars pour un cargo et 20 dollars de taxe d'aéroport pour les journalistes.

Le général Aïdud vient de demander le retrait des «casques bleus» de l'aéroport. Il considère leur présence comme une atteinte à la souveraineté nationale et accuse au besoin les forces de l'ONU de vouloir occuper le pays. Il exige qu'on lui donne les moyens de créer une force de police somalienne. Les organisations humanitaires, dont la sécurité est assurée, dans le Sud par les partisans du général, n'en mènent pas large en ce moment.

«Une intervention militaire ne constitue pas une solution à long terme. Il faut la chercher sur le terrain politique», estime Howard Bell, coordinateur de l'organisation américaine CARE. C'est ce que tente de faire le nouveau représentant spécial de M. Boutros-Ghali pour la Somalie, M. Ismat Kiltani, qui a succédé à M. Mohamed Sahnoun, démissionnaire ou «démisionné» pour avoir été tenté de révéler l'existence des fonctionnaires de l'ONU.

Une conférence des Nations unies, où les chefs des principales factions somaliennes sont attendus, doit avoir lieu à Addis-Abeba (Ethiopie), début décembre, pour faire le point sur l'opération «Cent jours pour la Somalie», qui, lancée le 12 octobre, a bien mal démarré. L'objectif de 100 000 tonnes de vivres à délivrer d'ici à la fin janvier semble difficilement réalisable, alors que 20 000 tonnes seulement ont pu être acheminées en quarante-cinq jours.

JEAN HÉLÈNE

ANGOLA

Accord de cessez-le-feu entre le gouvernement et l'UNITA

Le gouvernement angolais et l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA) ont accepté, jeudi 26 novembre, à Namibe (dans le sud du pays) un cessez-le-feu général et immédiat, alors que les troupes gouvernementales semblaient préparer une offensive contre les zones contrôlées par la rébellion en province (le Monde du 24 novembre).

Selon une déclaration lue à la radio par l'un des négociateurs de l'UNITA, M. Jaca Jamba, les deux parties s'engagent à respecter l'intégrité des accords de paix qu'elles avaient conclus en mai 1991 au Portugal. L'UNITA et le gouvernement demandent une prorogation du mandat de l'ONU en Angola, mandat qui expire le 30 novembre. La reprise des combats, le mois dernier, était la conséquence du refus de M. Jonas Savimbi, le chef de l'UNITA, de reconnaître les résultats des élections de septembre qui avaient consacré la victoire du parti au pouvoir.

Ces négociations, qui ont eu lieu le même jour que la mise en place du nouveau Parlement, se sont déroulées en présence de l'émis-saire spéciale de l'ONU en Angola, M. Margaret Anstee, et des représentants des trois pays garants des accords de 1991, le Portugal, la Russie et les Etats-Unis.

Les exigences du pouvoir

Après la lecture de la déclaration finale, la radio n'a pas précisé si les exigences de l'UNITA concernant la libération immédiate de ses cadres militaires et politiques détenus à Luanda avaient été acceptées par le gouvernement. Une vingtaine de personnes seraient toujours incarcérées à la suite des événements sanglants du début novembre dans la capitale qui auraient fait au moins 1 500 morts, essentiellement dans les rangs de l'UNITA, chassée de Luanda par le parti au pouvoir, le Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (MPLA).

Pour sa part, le gouvernement a exigé que l'UNITA, qui contrôle les deux tiers du pays, s'engage à cesser toute activité militaire et participe aux travaux du Parlement. Le parti de M. Savimbi, qui dispose d'un tiers des sièges, a toutefois boycotté, jeudi, la cérémonie inaugurale de la nouvelle Assemblée. - (AFP, Reuter)

La situation sur le terrain a convaincu M. Bush qu'il fallait intervenir

Le Conseil de sécurité de l'ONU devait entamer, vendredi 27 novembre, l'examen des récentes propositions faites par les Etats-Unis pour dépêcher une force internationale, dont un gros contingent américain, en Somalie.

NEW-YORK et WASHINGTON

de nos correspondants

Les Etats-Unis ont soumis «plusieurs options» d'intervention internationale armée afin de protéger les convois d'aide alimentaire à la Somalie. Depuis quelques semaines, divers scénarios ont été étudiés par les responsables américains et, présentés, il y a quarante-huit heures, au secrétaire général de l'ONU, M. Boutros-Ghali. Bien que les Etats-Unis semblent avoir tenu leurs principaux alliés à l'écart de leurs réflexions, Washington insiste sur le côté multilatéral que devrait revêtir une telle intervention : il ne saurait s'agir d'une opération uniquement américaine.

Aucune décision n'a encore été arrêtée. Dans le seul commentaire officiel qui ait été fait à Washington, le porte-parole de la Maison Blanche, M. Martin Fitzwater, a déclaré jeudi : «Nous sommes en consultation avec l'ONU sur les meilleurs moyens de s'assurer que les secours alimentaires envoyés du monde entier parviennent le plus vite possible à une population affamée.» Il s'est refusé à confirmer l'information de la chaîne de télévision CNN selon laquelle les Etats-Unis seraient prêts à dépêcher quelque 30 000 soldats pour mener à bien cette mission de protection des secours.

«Un désastre de proportions historiques»

Tout le monde est d'accord sur un point : la situation sur le terrain s'aggrave sans cesse avec chaque jour plusieurs milliers de victimes de la famine dans un pays sans gouvernement, soumis à la terreur des bandes armées de quelques «seigneurs de la guerre» qui détournent 80 % de l'aide internationale. Selon certaines estimations, deux millions de personnes seraient gravement menacées par la famine qui aurait déjà tué 300 000 personnes en Somalie. Les experts américains citent le cas de la ville de Baidoa et de ses environs, où 75 % des enfants de moins de cinq ans auraient succombé à la famine.

C'est l'urgence de cette situation qui aurait incité le secrétaire général de l'ONU et l'administration Bush à prendre une initiative. L'attaque par l'une des bandes armées, au début de la semaine, d'un bateau convoyant l'aide internationale aurait été «la goutte qui a fait déborder le vase». «La décision de l'administration Bush d'offrir les ser-

vices de troupes terrestres américaines dans le cadre d'une force internationale, écrit le Washington Post, est fondée sur la conviction que seule une action d'urgence peut encore conjurer un désastre de proportions historiques en Somalie.»

Certains «avaient» la possible mobilisation d'un contingent américain de 30 000 hommes dont la tâche serait d'assurer la protection des ports, des aéroports, des routes, des ponts et autres passages obligés pour l'acheminement de l'aide internationale. Moins que d'une mission d'interposition entre les groupes de bandits qui sévissent sur place, il s'agit de s'assurer que l'aide internationale parvienne bien à ses destinataires. Le Washington Post parle de 20 000 soldats américains (une division); d'autres de 10 000, avec une force maritime de soutien de quelque 2 000 fusiliers marins (marines).

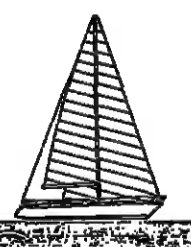
La côté massif d'une éventuelle intervention américaine aurait les préférences de l'état-major, notamment de son chef, le général Colin Powell, toujours réticent à engager ses hommes sauf à se donner les moyens d'une supériorité écrasante sur le terrain. Le sentiment général est que quelques milliers de soldats bien entraînés suffiraient à mettre en déroute, sans véritables combats, les bandits armés qui terrorisent la population et détournent l'aide internationale.

Le président George Bush a passé en revue les diverses options préparées par son administration lors d'une réunion du Conseil national de sécurité, mercredi matin, à la Maison Blanche. En fin de journée, le secrétaire d'Etat par intérim, M. Lawrence Eagleburger, s'est rendu à New-York pour en faire part à M. Boutros-Ghali. Apparemment tenu au courant assez tardivement, le président élu, M. Bill Clinton, a qualifié, jeudi, de «très bonne chose» l'initiative de l'administration, estimant qu'il «était grand temps» d'agir de la sorte et ajoutant : «Un certain nombre d'options ont été présentées lors de la conversation entre M. Eagleburger et M. Boutros-Ghali; aucune décision n'a été prise sur un type particulier d'action.»

L'ampleur du désastre somalien

■ MALI : reprise du procès de l'ancien président Moussa Traoré. - Le procès pour «crimes de sang» de l'ancien président malien Moussa Traoré a repris, jeudi 26 novembre, à Bamako, devant la cour d'assises, en présence d'un impressionnant service d'ordre. L'ex-chef de l'Etat comparait en compagnie de seize anciens ministres, seize membres de l'ancienne direction du parti unique et le chef d'état-major général des forces armées. Il est jugé pour la répression des émeutes de janvier et mars 1991, qui avait provoqué la mort de plus de deux cents personnes et entraîné sa chute le 26 mars 1991. - (AFP, Reuter)

AFSANÉ BASSIR POUR et ALAIN FRACHON



### Mozart en pleine mer

Quelques-uns des avantages de la croisière Jet Set :

- Vous évitez les embouteillages et les files d'attente.
- Vous évitez les problèmes de parking et les frais de stationnement.
- Vous évitez les problèmes de transport et les frais de location de voiture.
- Vous évitez les problèmes de logement et les frais de location d'appartement.
- Vous évitez les problèmes de nourriture et les frais de restaurant.
- Vous évitez les problèmes de transport et les frais de location de voiture.
- Vous évitez les problèmes de logement et les frais de location d'appartement.
- Vous évitez les problèmes de nourriture et les frais de restaurant.

## J E T S E A

### Larguez tout, sauf le superflu

Croisières Jet Set avec ou sans équipage : le meilleur des Caraïbes.

Dans les meilleures agences de voyage.

Jet Set Paris : 42 56 60 60 - Jet Set Nice : 93 56 54 52



## EUROPE

La situation dans l'ex-Yougoslavie

## Washington serait prêt à envoyer des « observateurs civils » au Kosovo

Les Etats-Unis paraissent être engagés dans une série de gestions diplomatiques visant à dissuader l'homme fort de la Serbie, M. Slobodan Milosevic, d'entreprendre la politique de « purification ethnique » au Kosovo.

WASHINGTON

de notre correspondant

A en croire des fuites concordantes, régulièrement répétées dans la presse depuis quelques semaines, l'administration Bush et l'équipe Clinton veulent adresser un avertissement ferme au premier ministre serbe : Washington ne restera pas les bras croisés devant une détérioration de la situation au Kosovo. Le secrétaire d'Etat par intérim, M. Lawrence Eagleburger, s'en est entretenu, mercredi 25 novembre, à New-York, avec M. Boutros Boutros-Ghali, le secrétaire général de l'ONU. Le sénateur démocrate de New-York, M. Daniel Patrick Moynihan, effectuait, pour sa part, une visite dans l'ex-Yougoslavie et devait en rendre compte au président élu, M. Bill Clinton.

Un des scénarios catastrophes envisagés serait que M. Milosevic, pour recréer une dynamique ultranationaliste autour de lui à l'approche des élections du 20 décembre en Serbie, se lance dans une politique de répression accrue à l'encontre de la majorité albanaise du Kosovo. Ayant bénéficié d'une relative impunité pour mener avec succès leur « nettoyage ethnique » en Bosnie-Herzégovine, les Serbes se sentiraient d'autant plus libres de faire de même au Kosovo qu'ils opéreraient, cette fois, à l'intérieur des frontières de leur République.

Selon le *New York Times*, le président George Bush aurait écrit, à la fin de la semaine dernière, à M. François Mitterrand et au premier ministre britannique, M. John Major, pour leur proposer une action commune au Kosovo. Il s'agirait de créer une force « d'observation civile » chargée de surveiller le sort fait à la majorité albanaise de la province ; il s'agirait aussi d'inciter M. Milosevic à restaurer le statut d'autonomie dont bénéficiait le Kosovo avant que le premier mini-

stre ne l'abolisse. L'ensemble devant être mené avec subtilité : l'avertissement adressé à M. Milosevic ne doit pas inciter la majorité albanaise à la révolte armée.

Province méridionale de la Serbie, le Kosovo, berceau du nationalisme serbe, abrite une population qui est à 90 % d'origine albanaise. Celle-ci est déjà soumise à une répression féroce de la part de la minorité serbe. Le gouvernement serbe pourrait maintenant décider d'aller plus loin, c'est-à-dire mener une politique de terreur à grande échelle pour faire fuir les Albanais du Kosovo, comme les milices serbes l'ont fait à l'encontre des Musulmans de Bosnie-Herzégovine.

## Une activité militaire accrue

Dans cette hypothèse, les Occidentaux redoutent de voir les Etats voisins — Albanie, Grèce, Turquie, Macédoine, Bulgarie — entrer à leur tour, d'une manière ou d'une autre, dans le conflit des Balkans.

La difficulté pour les Occidentaux est qu'une intervention internationale au Kosovo serait encore plus difficile qu'ailleurs dans l'ex-Yougoslavie.

Bosnie-Herzégovine, M. Izetbegovic. — (Reuters).

Accueil glacé pour M. Panik à Bonn. — Le chancelier Helmut Kohl a « évité », jeudi 26 novembre, lors de l'entretien que lui avait demandé le premier ministre fédéral yougoslave, Milan Panik, que ce dernier agisse auprès des autorités serbes pour mettre un terme aux « agressions » en Bosnie-Herzégovine. « Les Serbes doivent rendre les territoires conquis par la violence en Croatie et en Bosnie-Herzégovine et laisser la population déportée rentrer chez elle », a déclaré le chancelier. M. Panik a qualifié ses discussions à Bonn de « franches, brutes, mais constructives ». — (AFP, AP).

Au sommaire, ce mois-ci

## UN PAYSAGE SANS PAYSANS

300 000 agriculteurs souffriront-ils à l'avenir et à faire vivre le territoire ?

Les réponses de Michel JACQUOT, directeur du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, Jean DUPUIS, industriel de l'agroalimentaire, Bertrand HERVIEU, sociologue, Armand FREMONT, géographe, Olivier PERRIER, homme de théâtre, Corrado BARBERIS, sociologue.

## VICHY A-T-IL EXISTÉ ?

Difficile de mettre quatre ans d'histoire entre parenthèses.

Le point de vue de Dominique ROUSSEAU, juriste.

## LES JAPONAIS

Modernes sans être occidentaux. L'analyse de Pierre-François SOUYRI, historien, et de notre correspondant Philippe PONS.

NUMÉRO DE NOVEMBRE 1992 / 30 F

## LE NOUVEAU MENSUEL DU MONDE

OFFRE SPECIALE DE LANCEMENT : 1 AN (11 NUMÉROS) : 216 F AU LIEU DE 330 F

Qui, je m'abonne au « Monde des débats » au tarif exceptionnel de lancement, 1 an (11 numéros) : 216 F au lieu de 330 F, plus d'achat au numéro, sans plus de 4 mois de lecture gratuite (valable jusqu'au 31/12/92). Pour l'envoyer, veuillez nous retourner ce coupon à 46-60-12-00.

Nom : \_\_\_\_\_ Prénoms : \_\_\_\_\_ Adresse : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

Veuillez retourner ce coupon à : 221 DB 02

Vous recevrez également mon règlement : ☐ Carte Visa ☐ Carte Amex ☐ Carte Mastercard ☐ Carte Banque ☐ Carte Crédit ☐ Carte Débit ☐ Carte Prépayée ☐ Carte Autre ☐ Carte Inconnue

Bois à retourner impérativement avant le 31 décembre 1992 à :

« Le Monde des débats », service abonnements, 1, place Hubert-Benoît-Méry, 94952, Les-Quatre-Sœurs Cedex / SUR MINTEL 3615, LE MONDE code ABO

HONGRIE : à l'issue d'un procès de six mois

## Quarante-huit skinheads condamnés pour des crimes racistes

Alors qu'une partie de l'opinion hongroise s'inquiète de la montée d'un climat d'intolérance, le tribunal de Budapest a condamné, mercredi 25 novembre, un groupe de skinheads accusés d'avoir agressé des Tziganes et des étrangers. Les avocats de la défense vont faire appel.

BUDAPEST

de notre correspondant

Au terme d'un procès de six mois — le premier de cette ampleur depuis la chute du communisme — le tribunal de Budapest a finalement condamné, mercredi 25 novembre, quarante-huit skinheads, tous mineurs à deux exceptions près, à des peines allant de vingt-huit mois de prison ferme à un an avec sursis. Ils ont été reconnus coupables de vingt et une agressions ayant provoqué des blessures graves contre des Tziganes et des étrangers en 1991. Le juge a souligné que les groupes de skinheads se multipliaient et qu'ils étaient suffisamment « bien équipés » pour devenir dangereux.

L'apparition de bandes de skin-

heads est un phénomène relativement nouveau en Hongrie. Ils se sont brusquement manifestés le 23 octobre dernier lorsqu'ils ont tué le président de la République, M. Árpád Göncz, lors d'une cérémonie officielle commémorant l'annexion hongroise de 1956. Un groupe de plusieurs dizaines de skinheads, ayant revêtu l'uniforme fasciste hongrois et faisant le salut nazi, ont empêché le chef de l'Etat, membre du principal parti d'opposition, de prononcer son discours. L'incident a provoqué un tollé dans le pays où le climat politique s'est sensiblement radicalisé depuis la publication, fin août, d'un virulent pamphlet d'extrême droite de M. István Csúcs, député et vice-président du principal parti de la coalition au pouvoir. L'opposition s'est insurgée contre « la complicité » des forces de l'ordre à l'égard des skinheads pendant cette manifestation, et, comme dans l'affaire Csúcs, a sommé le gouvernement de prendre clairement ses distances avec ces mouvements néo-nazis.

Mais tout en condamnant l'incident du 23 octobre, le pouvoir a refusé d'ouvrir une enquête. Des propos frisant la complaisance à l'égard des skinheads se sont parallèlement multipliés dans le camp gouvernemental. Le ministre de l'Intérieur, directement mis en cause dans l'affaire, a estimé que « la plupart » de ces jeunes étaient « des Hongrois honnêtes ». Un député du Forum démocratique, le parti du premier ministre, s'est entretenu avec un groupe de skinheads devant le Parlement et a affirmé qu'ils étaient « des enfants bien intentionnés ». Ces derniers venaient de lui remettre un texte demandant l'instauration d'une formation militaire obligatoire et l'introduction, dans le processus scolaire, d'une matière intitulée « la défense contre l'esprit étranger ». Seule concession : les partis de la coalition ont accepté d'examiner un projet de loi prévoyant l'interdiction des sigles fascistes et communistes.

L'organisation de défense des droits de l'homme Martin-Luther-King parle d'une « manifestation alarmante » de nombre d'agressions racistes, quelle qu'elle soit depuis le début de l'année, alors que les estimations de la police sont nettement inférieures. Deux diplomates (un Yéménite et un Zairois) ont été gravement blessés par des skinheads cet été et un groupe de soixante-six étudiants soudanais, affirmant en avoir assez de « vivre dans la peur », sont rentrés chez eux au début du mois à bord d'un avion affrété par leur gouvernement.

MARTIN PUCHTA

YVES-MICHEL RIOLS

## OCÉAN INDIEN

MADAGASCAR : selon les premiers résultats de l'élection présidentielle

## M. Didier Ratsiraka serait largement devancé par le principal candidat de l'opposition

Selon des résultats qui portent sur un peu plus de la moitié des suffrages exprimés lors de l'élection présidentielle du 25 novembre, M. Albert Zafy, « candidat du changement », bénéficierait d'une large avance devant le pré-

sident sortant, M. Didier Ratsiraka. Rendus publics vendredi matin, les premiers chiffres créditent M. Zafy de 48 % des suffrages, contre 29 % à M. Ratsiraka et 8 % à M. Manandafy Rakotonirina.

## La mauvaise humeur du chef de l'Etat

TANANARIVE

de notre envoyé spécial

« Il est d'une humeur de dogue », avait prévenu un membre de son entourage. Au lendemain du scrutin, le président Didier Ratsiraka, jusqu'alors sûr de sa victoire, avait effectivement toutes les raisons de s'emporter. Les premiers résultats annonçaient un raz-de-marée en faveur de M. Albert Zafy, dirigeant des Forces vives, ainsi que se nomme le mouvement populaire qui, en 1991, avait vainement tenté de renverser le régime. Comble du déshonneur : une victoire de M. Zafy dès le premier tour paraissait alors possible. Cette éventualité semblait désormais écartée. Si la tendance indiquée vendredi se confirmait, un deuxième tour serait inévitable, vraisemblablement en janvier prochain.

Réservant sa mauvaise humeur pour ses proches, c'est un perdant à la fois beau joueur et ambigu qui nous a déclaré avoir l'intention d'accepter le verdict du peuple « s'il n'y a pas d'anomalie grave ». « Pour l'instant », le président « n'envisage

pas » une éventuelle défaite. Poussé dans ses retranchements, il s'engage nettement : « Je ne ferai pas de coup d'Etat » (en cas d'échec). Quitte-t-il Madagascar ? « Je ne vois pas pourquoi j'en partirais », s'insurge-t-il en envisageant de se mettre en réserve de la République. « On aura une Chambre introuvable, on va gouverner ingouvernable, on va devenir de l'instabilité... Si d'ici là, je ne suis pas élu, j'attendrai le moment ».

En 1991, pendant plus de sept mois, la population des villes avait manifesté son rejet des « années Ratsiraka ». A en croire les premiers résultats, l'électorat a, mercredi, massivement sanctionné le président sortant. Pour autant, M. Ratsiraka n'estime pas qu'il est déjà temps de laisser la place. « A partir du moment où j'ai commencé, je n'ai pas l'intention d'abandonner », dit-il.

Selon lui, « le prochain gouvernement ne durera pas longtemps ». Se considérerait-il donc comme un reconquérant ? « Regardez de Gaulle, répond-il. Il a fallu qu'il attende 1958 pour refaire surface ! » « De

toute façon, ajoute-t-il, je suis un soldat, un officier. Je suis là pour servir et je pense que je devrais servir là où je sers le mieux. Plus précisément ? « A la tête de l'Etat ».

Le silence de la communauté internationale, lors des événements de 1991, l'a, semble-t-il, conforté dans son assurance. Le 10 août, M. Ratsiraka avait fait tirer sur la foule qui marchait pacifiquement en direction de son palais d'Iavoloha. Des dizaines de personnes avaient été tuées. La veille, nous a-t-il raconté, il avait reçu un coup de téléphone du président François Mitterrand qui l'a rappelé ensuite plusieurs fois. Les relations entre les deux hommes sont-elles restées bonnes pendant cette période ? « En tout cas, il n'était pas contre moi, assure M. Ratsiraka, qui justifie la rumeur en affirmant qu'« on n'a fait que se défendre ». « La meilleure preuve, ajoute-t-il, c'est qu'aucun gouvernement occidental ne m'a condamné ».

MARIE-PIERRE SUBTIL



# EUROPE

## ALLEMAGNE

### Le gouvernement a annoncé des mesures contre la violence d'extrême droite

BERLIN

de notre correspondant

Le drame de Mölitz, où une femme et deux fillettes turques ont trouvé la mort dans l'incendie criminel de leur maison, a provoqué une brusque effervescence dans les milieux judiciaires et politiques allemands. Surtout pour la première fois depuis le début des attaques contre les étrangers, il y a un an, le parquet fédéral de Karlsruhe a annoncé, jeudi 26 novembre, l'arrestation de suspects dans la région, notamment d'une douzaine de personnes soupçonnées d'avoir commis plusieurs attentats, en septembre, contre des foyers de demandeurs d'asile. Le chef présumé de ce groupe, Michael Peters, vingt-cinq ans, est accusé d'avoir fondé une association ayant notamment pour objectif d'attaquer les étrangers.

Les ministres fédéraux de l'intérieur et de la justice ont laissé entendre l'un et l'autre que des mesures seraient prises pour endiguer la violence d'extrême droite. Les experts des partis de la majorité et l'opposition social-démocrate devaient se réunir ce week-end en conclusion afin de trouver un compromis sur une nouvelle politique d'immigration.

L'attentat de Mölitz a relancé la mobilisation contre le racisme. Des manifestations de solidarité avec les victimes ont eu lieu ces derniers jours dans de très nombreuses villes, à Francfort, à Brême, à Leipzig, à

plusieurs milliers de personnes étaient attendues, vendredi en début d'après-midi, aux funérailles officielles des trois victimes de Mölitz dans une mosquée de Hambourg. Malgré l'émotion suscitée dans toute l'Allemagne par le triple meurtre, la participation du chancelier Kohl à la cérémonie n'était pas prévue. Le gouvernement allemand devait y être représenté par son ministre des affaires étrangères, M. Klaus Kinkel, et le ministre du travail et des affaires sociales, M. Norbert Blum.

Devant le Bundestag, mercredi, le ministre des affaires étrangères avait de nouveau souligné l'impact désastreux des attaques xénophobes à l'étranger. La presse allemande s'est largement faite l'écho des inquiétudes ressenties au-delà des frontières, notamment aux États-Unis, devant le spectre du nazisme. La présence de M. Kinkel et Blum aux obsèques constitue également un geste à l'égard de la communauté turque d'Allemagne, forte de 1,8 million de membres. Le président turc, M. Turgut Ozal, a adressé, jeudi, un message au chancelier Helmut Kohl pour lui faire part de l'émotion suscitée dans son pays par le drame de Mölitz. Les relations entre Bonn et Ankara ont souvent été tendues en raison des attitudes aux droits de l'homme en Turquie et de la présence en Allemagne des mouvements d'opposition turcs.

HENRI DE BRESSON

## RUSSIE : à l'approche du Congrès des députés

### Les divergences entre le gouvernement et l'Union civique s'aggravent

MOSCOU

de notre envoyé spécial

Ce n'est pas parce que nous avons conclu un accord hier qu'il faut le respecter aujourd'hui, a-t-il dit, tout juste caricature, la philosophie qui peut se déduire de la nouvelle journée des députés qui, jeudi 26 novembre, a vu une nouvelle fois la classe politique russe se diviser dans tous ses états.

Après la démission du ministre de l'information, M. Mikhail Potomine, le changement d'attributions du secrétaire d'État, M. Guennadi Bourboulis, qui devient chef des conseillers personnels de M. Boris Eltsine, et le bruit, vite démenti, du départ du ministre des affaires étrangères, M. Andreï Kozirev, le discours du premier ministre, M. Egor Gaidar, devant les parlementaires était très attendu. Compte tenu de l'accord intervenu quelques jours auparavant entre les experts du gouvernement et ceux de l'Union civique, un des principaux courants du Parlement, on imaginait que le premier ministre allait défendre le programme élaboré par ces experts.

Ce plan, inspiré notamment par le lobby militaire-industriel représenté par M. Arkadi Volvsky, préconisait une intervention plus importante des pouvoirs publics dans la conduite des affaires économiques.

C'était mal connaître la redoutable complexité du jeu politique russe. M. Gaidar présente bien un programme, mais doit avoir été gonflé d'un grand nombre de propositions de l'Union civique. Pas question, par exemple, de geler les salaires ou les prix, ni d'ouvrir trop largement les cordons de la bourse pour accorder des crédits aux entreprises.

Le premier ministre cut beau assurer que le gouvernement « avait essayé d'adapter les points les plus pratiques proposés par l'Union civique », les responsables de cette dernière ne s'en laissèrent pas conter et M. Volvsky déclara que le programme présenté ne correspondait pas à celui qui avait été mis au point ensemble et qu'on en conséquence son groupe ne soutiendrait pas le gouvernement.

Entre autres amabilités, M. Nikolai Travnikov, un des responsables de l'Union civique, déclara que les membres du gouvernement « avaient été choisis selon deux critères : une excellente connaissance de la langue anglaise et une totale ignorance des problèmes économiques du pays ».

Cet épisode augure mal de la suite des relations entre les réformateurs du gouvernement et les partisans de l'Union civique. Il leur reste encore quatre jours pour manœuvrer avant l'ouverture du Congrès des députés, le 1<sup>er</sup> décembre.

JOSÉ-ALAIN FRALON

## RÉPUBLIQUE D'IRLANDE : les élections législatives

### Défaite cuisante du Fianna Fail de M. Albert Reynolds

LONDRES

de notre correspondant

Les premiers résultats des élections irlandaises, annoncés dans la soirée du jeudi 26 novembre, indiquent que M. Dick Spring, chef du Parti travailliste, est en passe de réussir son pari : le Labour, qui, avec environ 20 % des voix et une trentaine de députés, devrait doubler le nombre de ses sièges, est en mesure de dicter ses conditions pour la formation du prochain gouvernement. Il peut, théoriquement, choisir de former une coalition avec le Fianna Fail (droite nationaliste) du premier ministre, M. Albert Reynolds, ou, au contraire, jouer la carte d'une coalition des partis d'opposition (le Monde du 26 novembre).

Les résultats définitifs ne devaient être connus que dans la journée de vendredi. Mais les résultats partiels montrent que le Labour arrive en tête dans 10 des 11 cir-

conscriptions de Dublin, où, avec quelque 21 % des voix, il devient le deuxième parti derrière le Fianna Fail (environ 35 %) et devant le Fine Gael (droite modérée, 18 %). À l'échelon national, le Fianna Fail subit sa plus cuisante défaite depuis cinquante ans, en passant de 77 à environ 70 sièges, (de 49 % à 40 % des voix). Avec 48 sièges contre 55, le Fine Gael est également en recul. Quant aux démocrates-progressistes, ils devraient obtenir 9 sièges (+ 3).

Pour M. Reynolds, cet échec est sévère et il va certainement se doubler d'une défaite au référendum sur l'avortement. Selon les premières indications, il semble que les Irlandais se sont prononcés en faveur de la liberté de « voyager » et de celle d'être « informé » des possibilités d'avorter à l'étranger, tout en rejetant massivement, dans leur pays, une libéralisation timide, limitée au seul cas où la vie de la mère est en danger.

L. Z.

## AMÉRIQUES

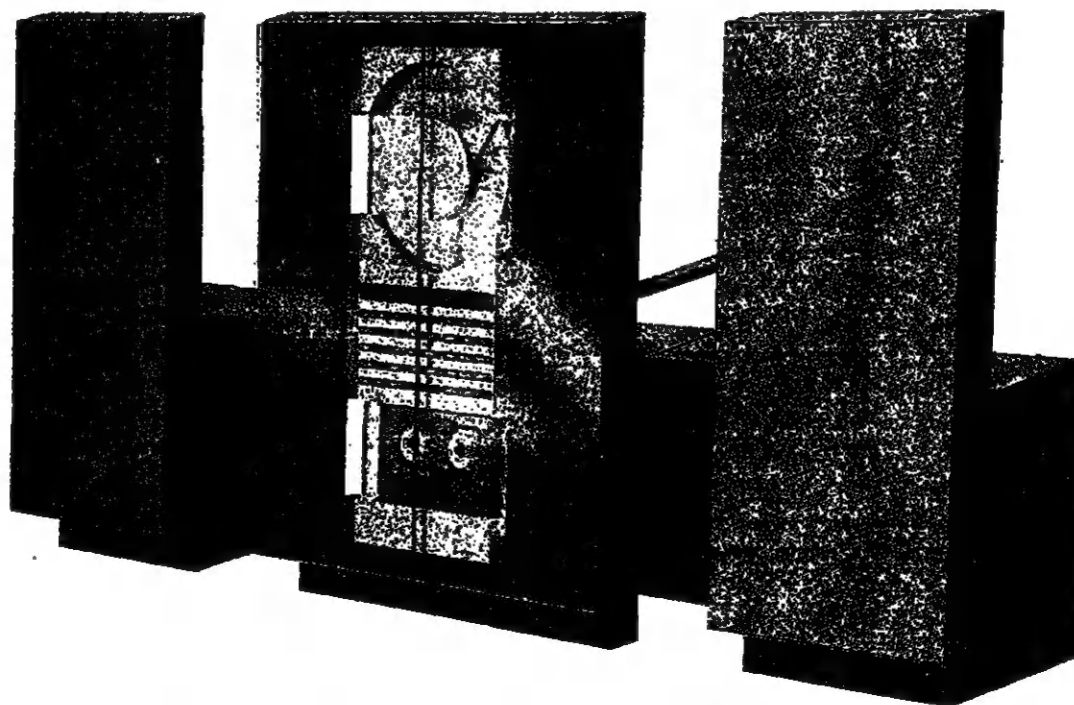
■ PÉROU : le bombardement d'un camp du Sentier lumineux fait 50 morts. — Dressant, jeudi 26 novembre à Lima, le bilan d'une vaste opération de bombardement de la zone montagneuse de Visconti (département d'Ayacucho, sud-est du pays) lancée depuis le 12 novembre, l'armée péruvienne a affirmé que 50 rebelles du mouvement « masoïste » du Sentier lumineux avaient été tués. Une bonne partie des guérilleros ont cependant réussi à quitter cette zone accidentée pour gagner d'autres zones du même département, a ajouté un porte-parole de l'armée. — (AFP)

■ BRÉSIL : les Indiens Araras obtiennent une réserve dans le Mato-Grosso. — Le ministre brésilien de la justice, M. Mauricio Correa, a signé un décret autorisant la délimitation d'une réserve de 122 000 hectares pour les Indiens Araras, dans le Mato Grosso (centre-ouest du Brésil), a indiqué, jeudi 26 novembre, un responsable de la Fondation nationale de l'Indien (FUNAI). Dans les années 80, le gouverneur du Mato-Grosso, M. Julio Campos, a travers l'Institut des terres du Mato-Grosso, partagé et vendu les terres des Araras, dont la majorité ont été obligés d'abandonner la région. — (AFP)

■ Visite de l'ex-président géorgien Gamsakhouria en Finlande. — L'ancien président de Géorgie Zviad Gamsakhouria, renversé en janvier dernier, a affirmé, jeudi 26 novembre à Helsinki, qu'il se considérait toujours comme le « président légitime » de son pays, où il avait été élu au suffrage universel, mais qu'il entendait poursuivre sa lutte « par des moyens politiques légaux plutôt que par la violence ». M. Gamsakhouria vit en exil en Thétchénie, dans le Caucase. — (AFP)

■ AUTRICHE : incendie dans l'ancienne résidence des Habsbourg. — L'une des ailes de la Hofburg, l'ancienne résidence impériale des Habsbourg, au centre de Vienne, a été le théâtre d'un grave incendie, dans la nuit du jeudi 26 au vendredi 27 novembre. La salle des redoutes, datant du dix-septième siècle, a été entièrement détruite. Le feu a également touché l'écure, qui abrite les chevaux lipizzans de l'école espagnole d'équitation, lesquels ont pu être évacués. — (AFP)

910 francs\* par mois,  
Bang & Olufsen démontre qu'on peut être esthète et mélomane sans pour autant négliger les choses basement matérielles.



Beosystem 2500. Laser CD, cassettes auto reverse avec réglage automatique du niveau d'enregistrement, tuner AM/FM, 40 stations mémorisables, deux enceintes actives. Jamais on n'avait vu tant de perfection dans si peu d'espace.

\* Prix 19 950 F TTC (MCM) commande en option. Après apport initial de 30% soit 5985 F (constitué d'un premier loyer de 15% et d'un dépôt de garantie de 15% équivalent à l'option finale d'achat), 17 loyers mensuels à 4,58% soit 908,72 F soit un coût total de 21 430 F ou 107,52% sur 1 an 1/2. Assurance facultative en sus. Conditions en vigueur novembre 1992. Tarif de location avec option d'achat après acceptation du dossier par la banque SOFINCO. Offre valable du 15.11.92 au 15.01.93.

**Bang & Olufsen**  
l'expression de votre différence

LA BAULE - ROYAL TELE RADIO - 128, Avenue du Général de Gaulle - 45 ORLÉANS - CONNEXION - 8, Place du Marché - 40 ANGERS - HOLLSBAU - 46, Rue Paul Bert - 30 CHATEAUBRIANT - CONSEILS - 57, Rue de la Paix - 51 RENNES - ÉTABLISSEMENTS GRUBER - 23, Boulevard Pasteur - 94 NANCY - ATELEC - 18, Place Saint-Etienne - LUXEMBOURG - NOUVELE CONNEXION - 77, Avenue de la Liberté - 57 BENTHUY-LES-BEZES - GUY DIGITAL YEOH - 75, Rue de Port à Mousson - 58 NEVERS - GAUTHIER - 20, Rue de Marceau - 58 LILLE

DAILLIERE - 58, Rue Esquermesse - TAM SCALL - 105, Rue Léon Gambetta - TOULOUSE - CONNEXION - 311, D'Arnaud D'Arnaud - VALDRENNES - VILV - 14, Place d'Arnaud - BARRIÈRE - SAUSSE HET - 8, Avenue Albert 1<sup>er</sup> - 82 LE TROUQUET - LE MUSÉE DE LA HIFI - 63, Rue Saint-Jean - 82 CLEMENT-FERRAND - AUDIO DESIGN - 12, Rue Gaudet - 94 PAU - L'ASAT - 5, Place Clemenceau - BARRIÈRE - BOUTIER - 1, Avenue de Verdun - 95 TARBES - ORPHEE - 9, Rue Barthelemy - 67 STRASBOURG - ELECTRO SHOP - 1, Quai de Paris

MUSIQUE & TECHNIQUE - 3, Avenue de la Déesse - LACROIX - WOLF MUSIQUE - 24, Rue de la Mésange - 66 BULHOUSE - MUSIQUE D'ORELLI - 2, Place de la République - 66 LYON - STUDIO DISC - 12, Place G. Rambaud - Gps EXCELLENCE TABEY - 18, Rue Châteaubriant - 342, Rue Garibaldi - VIDEO FOCH - 65, Avenue Foch - 71 MAGNON - PÉREH - 25, Rue de la Saxe - 71 AMBRY - EXPERT CASTERON - 9, Rue du Président Fournier - THOMON-LES-BAINS - L'AMPLI-CONNECTION - 68, Route d'Emm - Gps

EXCELLENCE TELE SERVICE - 18, Avenue Jules Ferry - 78 ROUEN - CONNEXION - 71, Rue Jeanne d'Arc - BOURG - BLONDEL EXPERT - Zone Commerciale de Gravelle la Vallée - LE HAVRE - CONNEXION - Place des Halles Casteron - 81 ALBI - SOUNOVATOFF - 80, Avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny - 83 TOULON - SON & TECHNIQUE - 8, Place P. Puyet - 83 ENNAI - ATELEC - 10, Quai du Musée - 89 AUXERRE - L'AUDITORIUM - 10, 12, Rue du Temple - 83S - L'AUDITO - 45, Grande Rue



## Le Monde

# ESPACE EUROPEEN

## Beatrix-Ruud Lubbers : le « couple » néerlandais modèle

Chacun à sa manière, la reine et le premier ministre ont, depuis dix ans, discrètement fait évoluer la vie politique des Pays-Bas

LA HAYE

de notre correspondant

L'ALLEMAGNE se tourne vers la Belgique, la France se morfond et la Grande-Bretagne se noie. Les Pays-Bas, eux, restent égaux à eux-mêmes : autres, calmes et apparemment immuables, ils prennent comme un malin plaisir à se distinguer de leurs voisins, perpétuant une certaine tradition du contre-pied. « Républicains » aux dix-septième et dix-huitième siècles, lorsque l'absolutisme monarchique triomphait autour d'eux, monarchistes au siècle suivant, alors que l'idéal républicain gagnait du terrain, ils offrent aujourd'hui, dans un environnement européen bien turbulent, une détonnante image de stabilité.

Les meilleurs dépositaires paraissent en être la reine Beatrix et le ministre-président Ruud Lubbers, qui viennent de fêter, la première, douze années et demie de règne, le 30 octobre, et le second, dix ans de mandat, le 4 novembre. La quasi-coïncidence des anniversaires est symbolique : associés par les hasards de la vie publique au début des années 80, la souveraine et le premier des ministres forment, au seuil des années 90, un couple institutionnel à l'image du pays : solide, sérieux et homogène.

La même génération

Sacrés en 1985 « femme et homme de l'année », ils pourraient être promus à femme et homme de la décennie : la presse ne s'y est pas trompée qui a plébiscité, au lendemain de la solennelle cérémonie des « rozes de cuivre », Beatrix et le premier ministre des Pays-Bas, une photo de la reine couvant littéralement du regard le politicien chrétien-démocrate qu'elle a nommé trois fois d'affilée (1982, 1986 et 1989) à la tête du gouvernement. Rare conjonction de destins que celle ayant conduit la fille de la reine Juliana et l'héritier d'un entrepreneur de la métallurgie à partager le pouvoir. Car si la souveraine, qui est chef de l'Etat, ne peut rien faire ni dire sans engager la responsabilité du gouvernement, celui-ci est consti-

tutionnellement formé par le chef de l'Etat et le collège des ministres. Cette imbrication des fonctions prolonge et achève l'étonnante superposition des parcours de Beatrix d'Orange et de Ruud Lubbers.

Agés respectivement de cinquante-quatre et cinquante-trois ans, ils sont de la même génération et ont tous deux accédé vers la quarantaine à de hautes responsabilités, après des études universitaires vite complétées par une formation sur le tas, inévitable pour une future souveraine et fortuite dans le cas du premier ministre : le décès prématuré de son père fit de lui un jeune chef d'entreprise, qui devint, à trente-quatre ans seulement, ministre des affaires économiques (au titre du Parti catholique) dans le gouvernement du socialiste Den Uyl.

Un ecuménisme politique qui vaut aussi pour la reine. De sensibilité sociale-démocrate, dit-on, elle s'est pliée sans état d'âme apparents au verdict des urnes en nommant à quatre reprises des chefs de gouvernement chrétiens-démocrates. L'origine sociale, fortuite pour Beatrix et aisée pour Ruud Lubbers, rapproche aussi leurs profils : tous deux sont millionnaires... et profitent de l'astuce légale des « fondations » pour se protéger de l'appât du fisc.

L'évasion fiscale étant un sport national, aucun Néerlandais, ou presque, ne leur en veut vraiment. Ni ne les adule : l'un et l'autre sont, selon la formule, plus respectés qu'aimés, et la vox populi ne les a pas affublés d'un de ces surnoms affectifs dont elle est friande. Même la religion les réunit : la souveraine a été élevée dans le culte protestant et le chef du gouvernement est un ancien élève des jésuites, mais, outre que cette différence n'est pas ici déterminante, tous deux sont des pratiquants qui affichent leur foi y compris dans leur action publique, malgré la séparation de l'Eglise et de l'Etat : à la fin de son annuel discours du trône, Beatrix demande systématiquement à Dieu de protéger le travail des parlementaires et, au début de chaque repas, même officiel, Ruud Lubbers observe toujours quelques instants de recueillement.

Le hasard veut surtout que le chef



La reine Beatrix et le premier ministre Ruud Lubbers

de l'Etat et le ministre-président aient pris leurs fonctions dans des circonstances quasiment analogues et qu'ils se soient mis à leur main avec une autorité comparable. Lorsque Beatrix monte sur le trône, en 1980, le blason de la monarchie porte encore la tache du scandale Lockheed, l'avionneur américain qui a versé des pots-de-vin au prince Bernhard, père de la souveraine ; lorsque Ruud Lubbers prend possession, en 1982, de la Torentje (« petite tour » octogonale qui abrite, à La Haye, le bureau du ministre-président), c'est le pays dans son ensemble qui est mal en point : le million de chômeurs est en vogue et le déficit des finances publiques frise les 10 % du PNB.

Le « rétablissement » s'impose ainsi comme le fil conducteur de l'action de la reine et du chef du gouvernement : discrètement, royauté oblige, en ce qui concerne la première ; plus spectaculairement, politique oblige, dans le cas du second.

La fin des fantaisies

Ruud Lubbers engage une politique dite de « no nonsense », terme devenu depuis emblématique qui désigne la fin des fantaisies ayant marqué les années 70 - sociales-démocrates - ou « tout était possible », selon l'un de ses conseillers de l'époque : il mène d'emblée une politique néo-libérale de dérégulation, de réduction des dépenses publiques et

de relance économique. Il diminue les salaires dans la fonction publique, inaugure son « règne » par une série de grèves désormais historiques, et obtient des partenaires sociaux qu'ils signent un pacte : modération salariale contre création d'emplois. La souveraine, de son côté, réforme en silence la cour, qui était devenue sous la houlette de sa mère une « ménagerie » fort sympathique mais où, selon la chronique, l'amitié et l'esprit de coterie compensaient plus que les compétences. Beatrix en fait une « entreprise moderne » qu'elle fait tourner, toujours selon la chronique, en « femme de tête ».

Le cœur en est un cabinet d'une trentaine de personnes qui l'assistent dans son rôle de chef d'Etat, et le bras actif, un « grand maître » qui, nouveau, est toujours un diplomate de carrière appelé à ne pas la servir plus longtemps que de raison : Beatrix en a changé trois fois en douze ans et demi d'un règne marqué par la professionnalisation de la fonction. Ses activités protocolaires paraissent moins nombreuses que ses « visites de travail ».

Tout en maintenant certaines traditions monarchiques - la révérence et le baise-main sont toujours autorisés, même s'ils ne sont pas obligés - et en cultivant ce qu'il faut de distance pour « préserver un minimum de mystique », la souveraine aime aller au contact du pays et s'informe directement, que ce soit auprès des toxicomanes emprisonnés ou des malades du sida. Que

l'on ajoute à ces plongées dans la réalité d'innombrables entretiens, la lecture des dossiers gouvernementaux et celle, qu'elle affectionnerait, des télégrammes diplomatiques : sa réputation de « bourreau de travail » n'est pas usurpée, à peine tempérée par la pratique de la sculpture et la préparation personnelle du repas familial dominical.

Du centre droit au centre gauche

A la différence près que son loisir préféré est le hockey sur gazon et que la longueur des journées de travail est inhérente à sa fonction, Ruud Lubbers a développé son action sur un axe similaire : dans le respect des traditions institutionnelles mais en la personnalisant. Des premières relève sa pratique intensive du consensus (ne rien forcer qui ne fasse l'objet de l'adhésion d'une importante majorité, au risque de la temporisation) et de l'alternance politique : il a formé ses deux premiers cabinets avec les libéraux du VVD avant de s'allier avec les travaillistes du PVDA. Il a ainsi pivoté du centre droit au centre gauche sans changer l'axe.

Et pour cause : l'heure est toujours à la remise en ordre des finances publiques (la dette équivalait à 73 % du revenu national, même si le déficit budgétaire n'est plus que de 4,25 %), alors que l'Etat-providence est toujours aussi omniprésent et que la situation économique impose une certaine solidarité entre

les partenaires sociaux. Au-delà de cet apparent sur-place, Ruud Lubbers a beaucoup fait bouger les choses dans le « minuscule » de La Haye. Il a largement désidéologisé le débat politique, l'asphyxiant à coup de pragmatisme et d'équations budgétaires. Surtout, il a donné une consistance nouvelle à la fonction de ministre-président : le *primus inter pares* coordinateur est devenu un *primus* inspirateur, sinon dominateur. En faisant suivre les travaux ministériels de près par ses *Lubbers boys*, une poignée de conseillers portant des plumages politiques différents, en multipliant les conseils restreints et les concaves avec chacun de ses ministres en particulier, en arbitrant les frictions endogènes à la formule de la coalition, il a acquis un poids inhabituel, qui ne fait pas que des heureux parmi ses ministres.

C'est notamment le cas de celui des affaires étrangères, Hans Van den Broek, à qui une querelle publique l'a opposé ces derniers mois sur le point de savoir à qui devait revenir la coordination des dossiers européens. Les deux protagonistes s'en sont finalement tenus à un prudent statu quo, mais la dynamique des négociations européennes et l'intérêt évident du premier ministre pour celles-ci (voir encadré) ne font pas le jeu du chef en titre de la diplomatie.

En dix années d'un pouvoir consolidé par l'absence d'adversaires à sa hauteur, Ruud Lubbers est devenu le visage politique, sinon diplomatique, des Pays-Bas. Il paraît même pour le chef de l'Etat s'il n'avait lui-même révélé que la souveraine, à qui une ligne téléphonique directe le relie, exerçait une « influence réelle » sur la marche du royaume pendant l'entretien qu'elle a tous les lundis avec lui : « Si la reine me met sur une autre voie, je dis à mes collègues : j'ai fichtre, peut-être devrions-nous procéder autrement. Mais je ne dis jamais que c'est la reine qui a attiré mon attention sur tel aspect de la discussion politique, et je n'en ai pas le droit ».

Les Néerlandais ne se formalisent pas de cette absence de transparence dans le fonctionnement du couple exécutif, dont l'harmonie est précisément garantie par la complémentarité des sphères d'influence : la reine à l'arrière-plan, le premier ministre sur le devant de la scène. C'est de cet équilibre subtil et des personnalités des chefs de l'Etat et du gouvernement qu'ont dépendu au cours des années 80 non seulement la stabilité des institutions, mais aussi le renforcement des fonctions respectives de Beatrix et de Ruud Lubbers. Un couple qui s'appare à subir l'épreuve de la séparation, le premier ministre ayant annoncé qu'il ne briguerait pas un quatrième mandat en 1994. Quant à la reine, ses sujets sont une majorité à souhaiter qu'elle abdicque en faveur de son fils aîné, Willem-Alexander, en 2004, au plus tôt.

CHRISTIAN CHARTIER.

## Une ambition européenne ?

LA HAYE

de notre correspondant

C'est le secret le mieux gardé du La Haye politique : Ruud Lubbers ambitionne-t-il, oui ou non, de succéder à Jacques Delors à la présidence de la Commission européenne ? L'intéressé n'a jamais démenti publiquement le fond de sa pensée. S'il l'a fait en privé, la consigne de silence a jusqu'à présent été respectée. A moins d'accorder crédit à la rumeur selon laquelle certains témoins auraient entendu Ruud Lubbers lâcher : « Je n'ai pas besoin de cela... » à propos de la couronne de laurier dressée sur sa tête par Jacques Delors lui-même (le Monde du 6 novembre).

Bien qu'accueillies par certains journalistes néerlandais comme un « baiser de la mort », les louanges du président de la Commission sont assez appuyées pour sembler sincères : Jacques Delors paraît bien faire de Ruud Lubbers, en qui il verrait « un légataire respectueux de l'héritage » selon un fonctionnaire européen, son « dauphin » favori. Ces propos suivaient de quelques jours une appréciation également flatteuse, mais plus vague, d'Helmut Kohl : « Digne d'une fonction européenne de haut niveau », avait dit le chancelier allemand à propos de son collègue de La Haye.

Un rumeur tenace

Le seul élément objectif plaçant contre une éventuelle candidature de Ruud Lubbers est que le bruit commence à en être ancien : il a au moins cinq ans ! Ce qui prouve a contrario que la rumeur est tenace sinon solide. Elle se trouve d'ailleurs étayée par deux éléments. A supposer

que Jacques Delors entame bien son nouveau mandat, le 1<sup>er</sup> janvier prochain, et le même, son terme, le 31 décembre 1994, Ruud Lubbers sera disponible lorsque la place sera vacante : son mandat actuel, qui court jusqu'en mai 1994 au plus tard, est « le dernier », a-t-il déjà annoncé, prenant même soin de désigner son successeur pour la tête de liste chrétienne-démocrate. Si Jacques Delors quitte Bruxelles plus tôt que prévu, Ruud Lubbers aura en revanche un problème : il a toujours affirmé ne pas vouloir quitter prématurément La Haye.

Le second élément est que le chef du gouvernement néerlandais a la « bonne couleur politique » : selon la règle non écrite d'alternance en vigueur au sein de la Communauté, le successeur de Jacques Delors ne devrait pas être un socialiste.

Indépendamment des qualités intrinsèques du candidat Lubbers (il a lancé le terme désormais fameux de « subsidiarité » lors du sommet européen de Madrid en juin 1989, il est le père spirituel de la charte européenne de l'énergie signée à La Haye en décembre 1991 et il a dirigé, le même mois, à Maastricht, l'accouchement difficile du traité du même nom), reste une question : aura-t-il eu bon moment, pour reprendre l'expression d'un diplomate français, la « bonne nationalité » ? Autrement dit : les rapports de forces au sein des Douze permettront-ils, le moment de l'après-Delors venu, que les plus grands pays laissent la présidence au représentant d'un petit Etat membre ? La prudence verbale de Ruud Lubbers n'est peut-être pas exempte d'un certain scepticisme.

Ch. Ch.

## Aide au tiers-monde : quand vacillent les lumières du pays-phare

LA HAYE

de notre correspondant

A la Bourse des valeurs typiquement néerlandaises, le titre de « pays-phare » (*gidsland*, littéralement : « pays-guide ») n'aurait-il plus cours ? Introduit par les prédicateurs réformés du dix-septième siècle, il a longtemps permis aux Pays-Bas de justifier leur zèle à vouloir servir de modèle dans des domaines aussi divers que les mœurs, l'environnement, la construction européenne ou l'aide au tiers-monde. Mais un syndrome essentiel de la différence néerlandaise vient précisément de tomber, sans pompe ni drame, au détour d'une discussion parlementaire de routine : à partir de 1994, les Pays-Bas cesseront de consacrer automatiquement 1,5 % de leur revenu national à la coopération (principalement Nord-Sud) et au développement des pays les moins nantis de la planète.

Correspondant à 1,2 % du produit national brut, ce taux faisait

d'eux l'un des seuls Etats, avec les pays scandinaves, à aller au-delà de la norme préconisée par les Nations unies (0,7 % du PNB) en matière d'aide publique au développement. Son abandon marque un tournant : instaurée en 1974 par le gouvernement du socialiste Joop Den Uyl, la règle du 1,5 % était considérée comme « sacrée » et aucune des six coalitions au pouvoir depuis n'avait osé y déroger. Les quelque 20 milliards de francs de crédits alloués au ministère de la coopération pour 1993 équivalaient ainsi à 1,4 % du revenu national prévu cette année.

Des chiffres trompeurs

En réalité, ces chiffres étaient un peu trompeurs depuis quelque temps déjà. Proportionnelle à la croissance économique nationale, le budget néerlandais de la solidarité internationale avait fini par susciter la convoitise des autres ministères et le gouvernement avait pris l'habitude de le considérer comme une « réserve financière » par temps d'austérité budgétaire, lui imputant

des dépenses diverses : accueil des demandeurs d'asile, missions « des casques bleus » néerlandais, achat de certains matériels militaires ou... amélioration des salaires des infirmiers.

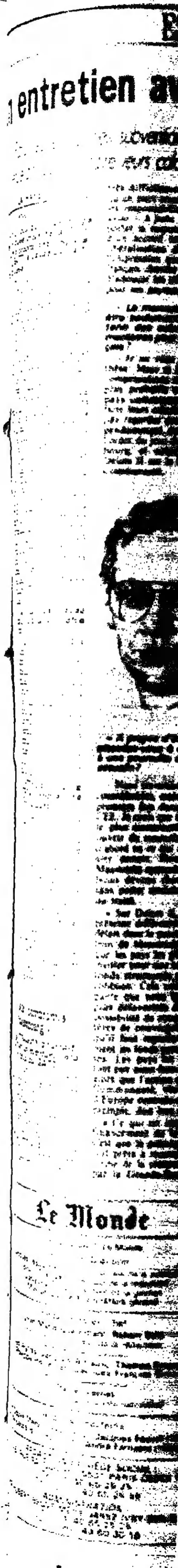
Abstraction faite de ces « faux frais », l'aide réelle au développement représentait « seulement » 0,82 % du PNB - taux exemplaire en soi. C'est donc une norme de 1,5 % bien symbolique que les députés ont décidé d'abandonner, avec l'aval du gouvernement.

Le but de la mesure est de « dépolluer » à terme le budget de la coopération et de le recentrer sur son objet premier. Mais c'est un débat de fond sur la coopération et les critères d'attribution des crédits qui va être mené d'ici à 1994. Déjà les grands partis politiques ont demandé qu'une réduction de la liste des cinquante-quatre pays bénéficiaires soit entreprise, et le ministre a reconnu qu'il avait dû se battre pour mettre son budget à l'abri de la dernière vague d'économies, précisant qu'il n'en tirait pas de même l'an prochain.

Au-delà, certains proposent le remplacement du ministère de la coopération par un ministère de la coopération économique internationale s'occupant pêle-mêle du tiers-monde, des pays est-européens, du GATT, de l'environnement et des actions humanitaires.

En attendant, c'est la suppression du 1,5 % mythique qui est elle-même le symbole d'un temps nouveau : « La crise de l'Etat-providence rend aussi les Pays-Bas égoïstes », affirme l'éditorialiste du *Volkscrant*. Le pragmatisme et l'opportunisme budgétaires remplacent l'idéalisme et le messianisme, selon celui du *NRC Handelsblad* : « L'aide au développement (...) devient un poste budgétaire comme les autres et n'est plus un étalon de la solidarité nationale ». Et *De Telegraaf*, journal de la majorité silencieuse, d'enfoncer le clou : « Un poste budgétaire normal, qui doit être apprécié, annuellement, en fonction des autres dépenses souhaitables ».

Ch. Ch.





## ESPACE EUROPEEN

# Un entretien avec M. Hans van den Broek

« Si Paris recherche des subventions supplémentaires à cause de l'accord GATT, les autres pays commenceront aussi à faire leurs calculs », nous déclare le ministre néerlandais des affaires étrangères.

LA HAYE

de nos envoyés spéciaux

« Pensez-vous qu'on se dirige vers une grave crise de la Communauté à propos des négociations du GATT, à cause de l'attitude française ? »

« J'espère que non. Nous n'avons jamais caché que nous étions en faveur d'une percée dans ces négociations qui durent depuis six ans. Non seulement à cause de nos intérêts nationaux, mais dans l'intérêt de la Communauté dans son ensemble et du commerce international en général. Nous considérons qu'il est de la première importance qu'un accord soit trouvé après beaucoup de difficultés et d'efforts des deux côtés. Pour obtenir un accord global entre les cent huit pays intéressés, il faudra encore des négociations à Genève, dont nous espérons qu'elles ne dureront pas trop longtemps. »

« La deuxième question est de savoir comment chaque Etat membre de la CEE est concerné par ce genre d'accord. Nous connaissons la situation difficile dans laquelle se trouve la France par rapport à ses paysans. Les producteurs laitiers néerlandais aussi sont touchés. Mais ce n'est pas une raison pour nous pour remettre en cause l'accord obtenu, car des deux côtés les concessions possibles ont été épuisées. Rejeter ce texte, c'est refuser tout accord GATT pour plusieurs années. »

« Aux Pays-Bas, vous n'avez pas des élections dans quatre mois ? »

« Nous sommes tous des hommes politiques, et je comprends les difficultés que mes collègues peuvent avoir concernant certains secteurs économiques. Mais on doit prendre en considération les conséquences qu'aurait une absence d'accord au GATT dans une période où les perspectives économiques sont très sombres pour tout le monde. Nous devons expliquer que le GATT ouvre de nouvelles possibilités, y compris aux secteurs touchés. »

« Comment replacez-vous ce problème dans l'ensemble des relations transatlantiques ? »

« Il est clair que nous avons atteint un point tel que s'il n'y a pas d'accord, le prix que nous devons tous payer est une guerre commerciale avec les Etats-Unis. Et je serai le dernier à penser que la CEE serait totalement sans défense contre des représailles américaines. Mais il n'est pas difficile de prévoir dans quelle situation nous nous trouverions, c'est-à-dire face à une escalade qui affecterait nos exportations, nos économies, y compris celles de la France. Aussi je ne sous-estime pas les aspects négatifs, mais les conséquences positives d'un accord l'emportent. »

Refus du « compromis de Luxembourg »

« La Communauté pourrait-elle vivre avec un éventuel veto français à propos du GATT ? »

« Elle ne pourrait pas. C'est aussi simple que ça. Je ne veux pas être trop formaliste en rappelant que les Néerlandais n'ont jamais accepté le soi-disant « compromis de Luxembourg » de 1966. Donc, d'un point de vue strictement formel, nous ne comprendrions pas que cette arme soit employée. Mais, plus généralement, il serait

très difficilement compréhensible qu'un pays comme la France, avec les responsabilités qu'elle prétend avoir - à juste titre - accepte de porter la responsabilité du blocage d'un accord international sur la libéralisation du commerce. J'ai l'impression que le gouvernement français cherche plutôt les moyens d'adoucir les effets de cet accord pour ses paysans. »

« La menace vous paraît-elle être seulement un moyen d'obtenir des subventions supplémentaires pour les paysans français ? »

« Je ne veux pas faire d'hypothèse. Mais si Paris cherche des compensations supplémentaires, le plus probable est que les autres pays commenceront eux aussi à faire leurs calculs. Vous ne pouvez pas regarder cette question indépendamment des autres sujets à l'ordre du jour du sommet d'Edimbourg, et notamment le paquet Delors II sur le financement de la Communauté. »



« A propos d'Edimbourg, vous attendez-vous à des progrès ou à une poursuite de la stagnation actuelle ? »

« Nous traversons des difficultés considérables, mais ce n'est pas la première fois dans l'histoire de la CEE. Je crois que nous devons être le plus constructif possible pour ouvrir de nouvelles perspectives, d'abord en ce qui concerne le dossier d'après, sinon, l'avenir de Maastricht apparaît bien sombre. Nous devons chercher une issue sans porter atteinte à la substance du traité. »

« Sur Delors II, le problème se présente différemment à cause des délais dans le processus de ratification de Maastricht. Nous savons que les pays les plus pauvres vont insister pour une augmentation des fonds structurels et des fonds de cohésion. Cela nous inquiète, non parce que nous ignorons que les plus défavorisés doivent avoir la possibilité de remplir certains critères de convergence, mais parce qu'il faut regarder de près comment les fonds sont alloués et utilisés. Les pays les plus prospères font eux aussi face à des difficultés alors que l'action extérieure de la Communauté, vis-à-vis des pays d'Europe centrale et orientale par exemple, doit être renforcée. »

« Ce qui est important pour le financement de la Communauté, c'est que la présidence britannique soit prête à reconsidérer le mécanisme de la compensation obtenue par la Grande-Bretagne, dont la

situation s'est beaucoup améliorée depuis 1985. »

« La présidence britannique est aussi déterminée que vous le dites ? »

« L'issue d'Edimbourg dépend de plusieurs facteurs : d'abord, le dossier danois ; ensuite, une certaine relance de la politique économique ; enfin, une nouvelle orientation de notre politique yougoslave. Quant au financement de la Communauté, s'il n'est pas possible de se mettre d'accord sur l'ensemble du paquet Delors II, nous devons pouvoir passer l'année prochaine. »

« Qu'attendez-vous par « réorientation de la politique yougoslave » ? »

« Nous pensons que la politique yougoslave de la Communauté jusqu'à maintenant n'a pas été assez énergique. Beaucoup d'efforts ont été faits. La participation de plusieurs Etats membres dans la FOR-PRONU, dont les Pays-Bas avec plus de mille hommes, montre notre engagement - et je ne sous-estime pas la contribution des autres, en particulier de la France. Nous avons soutenu le HCR pour la réinstallation des personnes déplacées. Et nous sommes prêts à accueillir temporairement des réfugiés. »

« Mais là où nous n'avons pas été à la hauteur, et la Communauté n'est pas la seule à blâmer, c'est que nous avons trop donné l'impression aux agresseurs que les accords, voire les décisions du Conseil de sécurité, pouvaient être défaits constamment et impunément et que la politique serbe du fait accompli pouvait être acceptée. Nous ne sommes pas partisans d'une guerre totale contre les agresseurs en Yougoslavie, mais je pense que ce qui a été fait jusqu'à présent par la CEE et par le Conseil de sécurité était tardif et insuffisant. »

« Des convois humanitaires sont bloqués : qu'allons-nous faire ? Envoyer les « casques bleus » uniquement pour constater la situation ? La conséquence de cette obstruction, c'est que de plus en plus d'innocents souffrent. Combien de temps faudra-t-il attendre pour que le durcissement de l'embargo maritime entre dans les faits ? De même pour l'embargo terrestre. On sait depuis des mois qu'il est violé. La Communauté est-elle totalement impuissante, incapable de faire valoir son influence au Conseil de sécurité, où elle a deux membres permanents ? Sans parler de l'interdiction de survol. »

« Vous pensez que la France et la Grande-Bretagne n'ont pas été assez actives au Conseil de sécurité ? »

« Il serait injuste de les blâmer pour une absence de résultats, étant donné les efforts qu'elles ont faits, la France en particulier. Néanmoins, nous donnons trop l'impression que nous nous concentrons sur l'aide humanitaire directe, alors que nous savons ne pouvoir réussir que si, d'autre part, nous sommes capables de faire appliquer les décisions prises. Nous atteignons peu à peu le moment où nous devons nous poser de sérieuses questions, y compris sur ce qui peut encore arriver. »

La reconnaissance inévitable

« Vous pensez à la Macédoine et au Kosovo ? »

« Oui. Pourquoi n'insistons-nous pas pour l'envoi d'une force de paix en Macédoine, où nous portons une part de responsabilité à cause de nos problèmes politiques liés à une reconnaissance de cette République ? Je comprends les problèmes de la Grèce, mais la reconnaissance est à terme inévitable. Faut-il attendre que les conséquences se manifestent pour que nous commencions à penser comment nous pourrions y faire face ? Jusqu'à maintenant, cela ne nous a pas tellement réussi. Au cours de la récente réunion de l'UEO, j'ai soutenu fermement la proposition française d'établir des zones de sécurité. Mais si nous laissons entendre à nos opinions publiques que dès que le premier coup de feu sera tiré nous partirons, nous nous transformons nous-mêmes en otages et nous n'atteindrons jamais les buts que nous nous sommes fixés. Et ces buts, dans cette situation militaire particulière, sont purement humanitaires. »

« Trouvez-vous que la France hésite trop à nommer les agresseurs et à exercer des pressions sur la Serbie ? »

« Nous n'avons de parti pris contre aucun groupe ou nation de

l'ex-Yougoslavie. Mais, à un certain moment, c'est : ou bien, ou bien. Ou bien vous renoncez à exercer l'influence que vous pensez nécessaire, ou bien vous analysez les solutions que vous souhaitez et vous vous donnez les moyens de les mettre en œuvre. Tous les moyens politiques, diplomatiques, économiques ont été pratiquement épuisés. Et nous avons en face de nous des milliers de personnes en danger. Aucune issue politique n'a été trouvée parce que certaines parties ont été autorisées à s'opposer constamment à des solutions politiques et même à violer des accords qu'elles avaient acceptés à la table de négociations. Et, je le répète, impuiment. »

« L'échec de la Communauté en Yougoslavie ne jette-t-il pas un doute sur ses capacités à devenir une puissance qui compte ? »

« Bien que blâmer uniquement la CEE soit injustifié - on a vu que l'ONU n'a pas été non plus capable d'apporter la solution - le scepticisme sur la possibilité d'arriver à une politique extérieure et de sécurité, crédible et commune en Europe, a été renforcé par la crise yougoslave. Je n'abandonne pas l'idée, parce que nous n'avons pas d'autre choix. Car la Yougoslavie n'est pas la dernière tragédie à laquelle nous allons avoir à faire face. Mais il est judicieux aussi d'inclure les Etats-Unis, pour la simple raison que, si finalement nous sommes obligés de prendre des mesures militaires plus sévères, nous devons être sûrs que nous ne nous retrouverons pas tous seuls. »

D'abord l'OTAN, ensuite l'UEO

« Comment jugez-vous les tentatives de la France et de l'Allemagne de créer l'embryon d'une défense européenne ? »

« Vous ne serez pas surpris si je vous dis que l'OTAN représente pour nous une organisation vitale. Pour plusieurs raisons. D'abord, parce que l'OTAN est l'expression la plus forte de l'engagement américain pour la sécurité de ce continent. Deuxièmement, une des valeurs essentielles de l'OTAN est sa structure militaire intégrée, et nous regretterions une renationalisation des politiques de défense. »

« Et une européanisation ? »

« J'y reviens. Troisièmement, l'OTAN doit s'adapter aux nouveaux risques apparus après la fin de la guerre froide et se voir laissé par la disparition bienvenue du pacte de Varsovie. Mais il est extrêmement important que la composante européenne dans l'OTAN soit renforcée, pour donner corps à un partenariat équilibré, et que d'autre part, au sein de l'UEO, on commence à développer l'idée d'une composante européenne de défense. Mais pas pour remplacer l'OTAN, plutôt pour la renforcer. Nous pensons qu'il serait très pragmatique d'utiliser d'abord l'OTAN là où elle est capable d'agir, et de réserver l'UEO pour les cas que les Américains ou d'autres partenaires extérieurs à la CEE ne pourraient pas traiter comme dépendants de la responsabilité communautaire. »

« En ce qui concerne la France, j'espère toujours que le temps viendra où la France pourra coopérer de manière plus intensive qu'aujourd'hui dans l'OTAN. L'objectif de la sécurité européenne serait mieux assuré si tous les membres de l'OTAN et tous les membres de l'UEO faisaient partie de la même structure militaire. En matière de sécurité, la France n'étant une quantité négligeable, elle pourrait encore mieux faire valoir son point de vue à l'intérieur de l'organisation intégrée. »

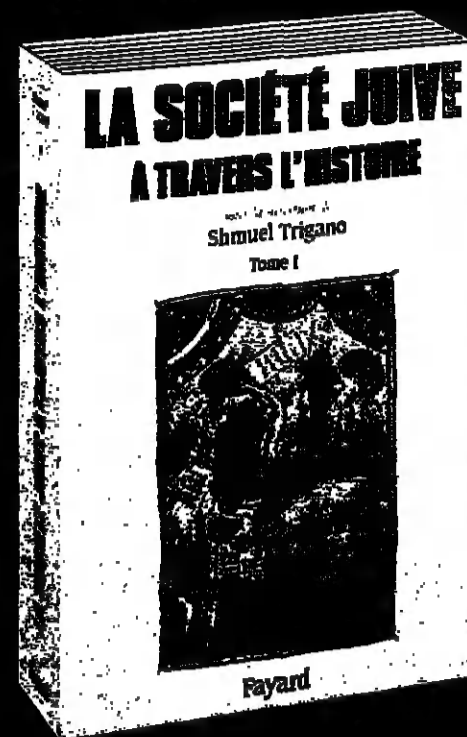
« J'ajoute, même si ça ne plaît pas à tout le monde, que les Etats-Unis depuis la seconde guerre mondiale contribuent aussi à l'équilibre interne de l'Europe. »

« Ils ont un contre-poids par rapport à la Russie, ou par rapport à l'Allemagne ? »

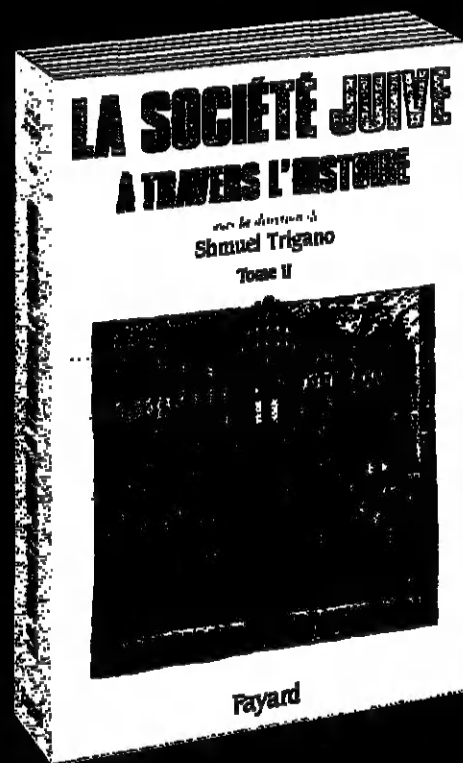
« Par rapport aux relations politiques habituelles aux pays européens. Si nous pensons que les Etats-Unis ont un rôle important à jouer pour nous aider à stabiliser le continent, nous devons aussi admettre qu'ils restent partie prenante de nos discussions politiques. Jusqu'à maintenant, nous nous en sommes plutôt bien portés. »

Propos recueillis par CHRISTIAN CHARTIER et DANIEL VERNET

## Une véritable somme de ce que l'on sait de L'HISTOIRE DES JUIFS à la veille du XXI<sup>e</sup> siècle



Tome premier  
LA FABRIQUE  
DU PEUPLE  
786 p.  
280 F



Tome deuxième  
LES LIENS  
DE  
L'ALLIANCE  
642 p.  
250 F

Une immense «enquête de terrain» qui conduit le lecteur de la révélation sinaïtique à l'Israël contemporain ou à la famille sépharade du XX<sup>e</sup> siècle de France ou du Canada... Cette société, si différente de celle qui s'organise autour de l'Etat moderne, vit sa vie selon sa dynamique interne et ne se réduit pas à encaisser passivement les coups de l'histoire... L'image du judaïsme que ces milliers de pages renvoient est celle d'une société qui n'a rien perdu de son élan vital.

Nicolas Weil, Le Monde

Chapitre après chapitre, on est saisi d'une fringale terrible de savoir.

Edouard Wointróp, Libération

Une entreprise monumentale qui restitue au peuple d'Israël sa place dans l'Histoire, sur plus de trente siècles. Sans escamoter l'énigme que posent les deux mille ans d'exil.

Sylvaine Pasquier, L'Express

Un monument d'érudition à lire comme on fouille dans une malle aux trésors.

Catherine David, Le Nouvel Observateur

L'Histoire  
chez  
**FAYARD**

## Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Comité de direction :

Jacques Lesourme, gérant directeur de la publication  
Bruno Frappat, directeur de la rédaction  
Jacques Guille, directeur de la gestion  
Maxime Loubert, secrétaire général

Rédacteurs en chef :

Jean-Marie Colombani, Robert Solé  
(adjoints au directeur de la rédaction)  
Yves Agnès, Jacques Amélie, Thomas Farenzezi,  
Philippe Herremann, Jacques-François Simon

Daniel Vernet

(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982)  
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-85-25-25  
Télécopieur : 40-85-25-99

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-85-25-25  
Télécopieur : 49-60-30-10



## ESPACE EUROPEEN

## Le grand écart entre le continent et le grand large

La diplomatie néerlandaise commence à s'interroger sur les nouveautés de l'après-guerre froide

LA HAYE

de notre envoyé spécial

La diplomatie néerlandaise n'a pas fini avec son « grand écart », selon l'expression de M. Jaap de Hoop Scheffer, député chrétien-démocrate et spécialiste des affaires étrangères, dont on dit qu'il se verrait bien un jour à la tête de la diplomatie de son pays. Un « grand écart » entre le grand large et le continent. La mer symbolise traditionnellement l'alliance avec les Anglo-Saxons et le libre-échange, le continent l'Europe des grandes puissances et le protectionnisme.

Mais les certitudes les mieux établies se sont écroulées un jour de novembre 1989, avec le mur de Berlin. L'Europe ne s'arrête plus à l'Allemagne, le rôle de l'Angleterre diminue - malgré les liens d'amitié traditionnels, les Néerlandais sont bien obligés de reconnaître que l'actuelle présidence britannique de la CEE a été une catastrophe - et la Communauté souffre d'un « manque de légitimité », explique Sam Rozemond, directeur de l'Institut néerlandais des relations internationales.

## De nouveaux accents

Le tableau n'est pas très riant, même s'il n'est pas propre à la diplomatie néerlandaise. Le temps n'est pas encore venu d'un changement d'orientation, mais déjà quelques nouveaux accents sont perceptibles. Le plus frappant est sans doute une appréciation moins systématiquement négative de la coopération franco-allemande. Les Néerlandais ont toujours eu une peur épidermique de l'axe Paris-Bonn, qui imposait aux petits pays sa vision de l'Europe. C'était avant 1989. Depuis, la situation a changé.

Comment ? « C'est un petit peu tôt pour le dire », répond prudemment Piet Dankert. Comme son collègue chrétien-démocrate, le secrétaire d'Etat aux affaires européennes (social-démocrate) explique : « On a peut-être intérêt à regarder vers le continent plutôt que de l'autre côté de l'Atlantique. »

A La Haye, on a reconnu que l'amitié franco-allemande tant vantée laissait la place à quelques désaccords dont pouvaient tirer profit les « petits pays ». On commence ensuite à admettre que l'Europe ne peut guère avancer sans le moteur franco-allemand et qu'il vaut mieux aider à le maîtriser plutôt que de chercher à le freiner. Mais si les Pays-Bas doivent se rapprocher du couple franco-allemand, les avancées seront faites d'abord à Bonn, et seulement ensuite à Paris.

## Une méfiance stavique

Difficile de trouver à La Haye un interlocuteur, même parmi ceux qui sont parfaitement francophones, qui n'insiste pas sur les malentendus, sur les incompréhensions ou sur le désinclinisme des Néerlandais seraient victimes de la part de la France et d'abord de son président.

Les raisons de cette méfiance sont multiples. Historiques : elles remontent à l'occupation napoléonienne ; politiques : au pays de la stabilité, on ne comprend pas les « volte-face » de la diplomatie française ; morales : on déplore le « cynisme » de grande puissance de la France. Mais « la France fait beaucoup de bruit et pas beaucoup de mal », dit Piet Dankert.

Alors que l'Allemagne, elle, est sur le continent le partenaire privilégié, et pas seulement pour des motifs économiques. Pour La Haye, où dans les milieux politiques on ne rencontre pas de ressentiment à l'égard des Alle-

mands, ce n'est pas une question de choix, c'est une nécessité. « Plus que jamais, la question allemande est la question européenne », déclare M. C. Brands, professeur d'histoire contemporaine à Amsterdam. Les difficultés auxquelles doit faire face le gouvernement de Bonn, notamment l'immigration, concernent tous les pays de la Communauté.

« Il faut partager le fardeau », disent tous les responsables politiques, toutes tendances confondues. « Il faut donner des munitions à ceux qui en Allemagne se battent contre le racisme », affirme Martin Van Traa, porte-parole du Parti social-démocrate pour les affaires étrangères, qui souligne que les accords de Schengen ne pourront pas être appliqués sans une politique commune de l'immigration. L'Allemagne apparaît aux Néerlandais comme une immense zone tampon par rapport à l'Europe de l'Est et ils craignent d'être aux

premières loges si les vannes sautent. Même l'Eurocorps, le corps d'armée franco-allemand, d'abord objet d'un rejet sans appel, est regardé avec quelque intérêt. « C'est un fait politique », admet Jaap de Hoop Scheffer. On ne peut pas seulement dire non, non et non. « Si ça ne rend pas plus fragile la coopération européenne ou atlantique... », s'interroge Piet Dankert. Avec « plus d'OTAN et plus d'ONU », les Néerlandais pourraient être moins hostiles. Ne sont-ils pas en train de créer une division commune avec la Bundeswehr, mais dans le cadre, il est vrai, de l'organisation militaire intégrée de l'OTAN ? Cependant, ils ajoutent vite que quand ils posent des questions sur les missions de cet Eurocorps, ils sont déçus par l'absence de réponses précises, comme l'ont été leurs voisins belges.

Dans l'effondrement des points de repère familiaux, l'état malade de la Communauté européenne

n'est pas le moindre sujet d'inquiétude. Piet Dankert essaie de se rassurer : « On n'est pas heureux dans la situation actuelle, mais on ne voit pas ce qu'on pourrait faire de plus. » Il n'admet pas moins que le dossier danois empoisonne l'atmosphère. Le deuxième référendum danois n'aura pas lieu avant l'automne prochain, donc la ratification britannique est repoussée aux calendes, avec des conséquences dilatoires sur les négociations pour l'élargissement.

## Maastricht, quand même...

Le dilemme est clair : accepter la proposition danoise, c'est revenir à la situation qui prévalait avant le traité de Maastricht ; la refuser, c'est empêcher pour longtemps l'entrée en vigueur du traité. Officiellement, les responsables de la diplomatie néerlandaise ne veulent pas entendre parler d'une Europe à plusieurs

vitesse, mais en privé ils la considèrent comme la seule solution, même si la composition du noyau central reste difficile à définir.

Ils agitent en plein paradoxe. Leur proposition de traité d'union économique et politique a été refusée en 1991. « La doctrine française l'a emportée », dit Martin Van Traa, comme Sam Rozemond, qui voit dans le Conseil européen, tout-puissant et n'étant responsable devant aucune instance démocratique, le décalage des institutions de la V<sup>e</sup> République. « Et maintenant on doit défendre Maastricht comme le nec plus ultra », renchérit Van Traa. Personne ne se fait d'illusions : le texte de Maastricht ne sera jamais appliqué en l'état, mais il ne faut surtout pas le mettre en question, car, sans cet échafaudage branlant, la Communauté serait encore plus bancale.

DANIEL VERNET

## TRIBUNE

## Les paradoxes de la « traversée de l'Europe »

par Luc Soete

L'IDÉE même d'intégration européenne, la création du grand marché unique apparaît souvent comme n'ayant été conçue et planifiée dans les bureaux du « feu Berlaymont » à Bruxelles par des eurocrates en quête de nouvelles responsabilités. C'est oublier l'influence de l'industrie européenne et de sa table ronde comme moteur et grand inspirateur de l'idée du

grand marché unique. Pour l'industrie européenne, les désavantages des différents marchés européens fragmentés étaient de plus en plus clairs. L'Europe, contrairement aux Etats-Unis et au Japon, ne tirait pas avantage de son marché domestique dans la concurrence internationale. Il lui manquait cruellement la possibilité de réaliser des économies d'échelle : pouvoir produire à la dimension européenne allait lui permettre de devenir enfin compétitive.

Ainsi, l'abolition des frontières douanières, l'harmonisation des réglementations, de normes techniques, allaient rendre possible la création d'un grand marché unique, harmonisé, homogénéisé. Il est à noter à cet égard que les estimations des avantages du marché unique européen confirment l'importance de ces économies d'échelle pour la croissance et la compétitivité futures de l'Europe, en regard des avantages traditionnels du libre-échange. Le marché unique, qui entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier prochain, est donc avant tout un marché qui devrait profiter à l'industrie européenne.

## Des profits mal répartis

Mais, et c'est bien là le premier paradoxe de la « traversée européenne » (1), contrairement aux attentes de la « table ronde européenne » et de son président néerlandais de l'époque, le marché unique apparaît aujourd'hui comme bénéficiant à la plupart des acteurs européens... sauf aux grandes firmes européennes. En profitent sans aucun doute les consommateurs européens, qui se sont vu offrir des prix plus concurrentiels et une gamme de produits bien plus variée. En profitent aussi les petites et moyennes entreprises européennes, qui ont vu s'élargir à toute l'Europe leurs parts de marché pour leurs produits spécialisés. En profitent enfin les grandes entreprises étrangères, qui ont vu s'ouvrir un « grand marché harmonisé » aux normes et réglementations correspondant mieux à leur propre marché domestique.

Les grandes firmes européennes, en revanche, ont dû faire tous les efforts d'ajustement et de restructuration nécessaires par ce nouveau marché unique. Ces efforts étaient d'autant plus grands que ces firmes - surtout quand elles étaient originaires des moyens et petits pays européens - s'étaient élargies, grâce précisément à leur connaissance des différences de marché à l'intérieur de l'Europe.

Philippe est probablement l'exemple typique de la firme qui a su développer à merveille une connaissance parfaite des différences entre pays dans les normes techniques, réglementations, préférences culturelles, design, etc., et qui avait construit son appareil productif en fonction de cette différenciation. L'ajustement y fut probablement, comme dans le cas de beaucoup d'autres « chevaliers » de la table ronde européenne, le plus dur.

Pendant ce temps, les firmes

américaines et japonaises établies en Europe, souvent avec l'aide régionale, financée aussi bien par le contribuable national que par le contribuable européen, et ne devaient faire aucun effort d'ajustement. Il leur suffisait d'attendre que la surcapacité fasse ses indolentes victimes parmi leurs concurrents européens, secteur après secteur. Le dernier entrant en piste est sans aucun doute le secteur automobile, où l'on voit mal comment l'énorme augmentation de capacité - plus de deux millions de véhicules dans les deux prochaines années - pourra être absorbée dans un marché déjà en crise. Si jamais il y a eu fausse étiquette par rapport au marché unique et à l'Europe de 1993, c'est bien la notion de « forteresse européenne ».

## Union et décentralisation

Le deuxième paradoxe, plus directement associé au traité de Maastricht, réside sans aucun doute dans l'idée même d'union européenne, à un moment où partout en Europe et dans le monde l'excès de centralisme et le besoin de renouveler le pouvoir local et régional dans son ensemble global (think global, act local) semble être devenu le courant économique et politique dominant.

De ce point de vue, les propositions d'union monétaire et économique du traité de Maastricht sont dans la logique linéaire d'harmonisation économique du grand marché unique évoqué plus haut, logique qui est en perte de vitesse. La prédominance de l'argument d'économie d'échelle, du besoin d'harmonisation, perd en effet de plus en plus sa valeur en faveur d'arguments de flexibilité, de diversification, de variété, de proximité de marché. Ainsi le traité de Maastricht et ses propositions d'union européenne vont-ils d'une certaine façon à contre-courant et semblent représenter l'ultime et dernière expression d'unitarisme européen de ce siècle.

Le débat n'est plus tellement celui de la réalisation d'économies d'échelle à tous les niveaux, même au niveau politique, mais celui de la traduction de la diversité européenne en avantage comparatif et spécificité compétitive. L'usage du terme « subsidiarité » est, dans ce contexte, un piètre amalgame de notions décentralisatrices vagues et sans contenu. Au mieux, elle rend vie à tous ces bureaucrates nationaux qui avaient, sous la pression européenne, perdu un peu de leur droit d'existence ; au pis, elle réduit tout pouvoir supranational à des tâches minimales de coordination.

Le troisième paradoxe, qui découle d'une certaine façon du précédent, c'est l'ignorance totale des régions dans le processus d'unification proposée. Si unification monétaire il doit y avoir, il est évident que le prix à payer sera le transfert de ressources vers des régions bénéficiaires de moins d'avantages (naturels ou autres) et n'étant donc pas en mesure de concurrencer une monnaie unique imposée et une politique macro-

économique décidée au centre de cette union.

Cette situation est identique à la situation à l'intérieur d'un pays : par exemple, le prix que la France est prête à payer pour que la Corse fasse partie intégrante de l'entité nationale peut être considéré comme une compensation pour le désavantage subi par la Corse par rapport à ses concurrents italiens ou espagnols les plus directs du fait du franc fort. Ce prix est intrinsèquement et fondamentalement lié à la perception d'union nationale, à la volonté politique entretenu, discours après discours, de la grandeur d'une nation et de citoyens fiers d'appartenir à cette nation. On voit mal comment une telle union européenne pourrait jamais exister : comment des Bavarois ou des Flamands seraient-ils prêts à aider leurs concitoyens « européens » de Calabre ou d'Irlande du Nord ?

Le mouvement d'intégration européenne, avec l'ultime but de la nation européenne, apparaît de ce point de vue aussi illusoire que tous les efforts de ces innombrables ducs, rois et autres empereurs que l'Europe a connus dans le passé et qui voulaient construire une Europe forte et unifiée. Il serait temps de reconnaître que la force de l'Europe, ce n'est pas son marché de trois cent vingt millions d'habitants, c'est la diversité de ceux-ci. Diversité qui s'exprime aussi dans les réactions très variées dans chacun des pays de la Communauté à cette « traversée européenne » qu'est le traité de Maastricht.

(1) Maastricht venant du latin *Masse* (traversée), *traversée de la Meuse*.

► Luc Soete dirige le Maastricht Economic Research Institute on Innovation and Technology (MERIT).

## Thaïlande

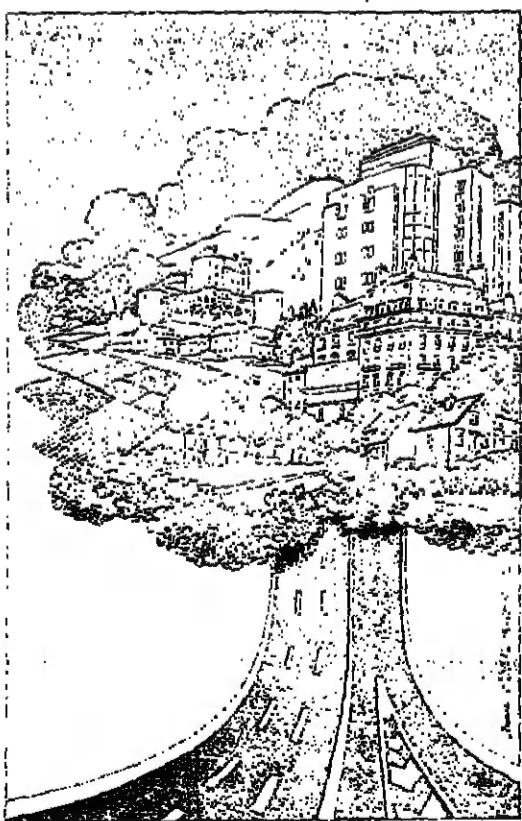
Le regard inattendu, ironique, décapant, d'écrivains, journalistes et chercheurs thaïs.

Un ouvrage collectif des éditions Autrement 232 p. 89 F. En librairie

Autrement

Chaque semaine  
Le Monde  
HEURES LOCALES

consacre 8 pages  
à la vie régionale



L'actualité des collectivités territoriales  
Un tour de France des cités  
Le dossier de la semaine  
L'Ile-de-France...

Avec les informations pratiques, les débats, les livres.

Chaque week-end, un cahier séparé  
avec des pages couleur,  
pour mieux connaître la vie locale

RENDEZ-VOUS CHAQUE SAMEDI

à la librairie Autrement



Handwritten note: *Je n'ai pas*

# POLITIQUE

Le débat sur la négociation du GATT

## M. Bérégovoy regrette que « le jeu des partis ait imposé sa règle »

M. Pierre Bérégovoy a confirmé, jeudi 26 novembre, sa position de la France dans les négociations sur le GATT, au cours d'un débat qui n'était pas sanctionné par un vote. « Le gouvernement n'a pas le droit de se laisser entraîner par le jeu des partis », a-t-il déclaré. « Le jeu des partis a imposé sa règle, mais nous ne devons pas nous laisser entraîner par le jeu des partis. Nous devons rester fermes sur nos positions. »

M. Bérégovoy a ajouté : « Certains, à l'Assemblée nationale, ont demandé un vote sur la question de la base juridique, afin d'entraver la poursuite des discussions de la Communauté. Ils ont voulu bloquer la négociation. Mais nous ne pouvons pas nous laisser entraîner par le jeu des partis. Nous devons rester fermes sur nos positions. »

« Ce n'est pas d'unanimisme que nous avons besoin, mais de courage politique »

affirme M. Juppé (RPR)

NIMES

de notre envoyé spécial

Au lendemain du vote de l'Assemblée nationale sur la déclaration de politique générale présentée par M. Pierre Bérégovoy, M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, s'est rendu, jeudi 26 novembre, à Nîmes, pour apporter son soutien aux candidats pré-investis par le mouvement pour les prochaines élections législatives - MM. Simon Casa, André Sarrailh et Alain Danilou.

A l'occasion de ce déplacement, le Gard, M. Juppé a justifié, à plusieurs reprises, l'attitude du RPR, en butte aux critiques des organisations professionnelles agricoles. « On a fait l'unité nationale avec un gouvernement dont on condamnait la politique depuis 1988 », a noté M. Juppé. « L'unité nationale n'est pas une mauvaise politique, elle est la seule politique possible. »

En réponse aux critiques des organisations agricoles, M. Juppé a déclaré : « Nous ne pouvons pas nous laisser entraîner par le jeu des partis. Nous devons rester fermes sur nos positions. »

OLIVIER BIFFAUD

## Le Sénat rejette le projet de loi de finances pour 1993

Par 198 voix contre 26, le Sénat a adopté, jeudi 26 novembre, une question préalable, présentée par le rapporteur général de la commission des finances, M. Jean Arthuis (Union centriste, Mayenne), selon laquelle il n'y a pas lieu de délibérer sur le projet de loi de finances pour 1993. Cette décision a été acquiescée par les députés du RPR, de l'Union centriste et de l'Union des républicains et des indépendants. Le groupe communiste et une majorité des sénateurs du Rassemblement démocratique et européen ont voté contre, tandis que le groupe socialiste n'a pas pris part au vote.

Les sénateurs s'étaient ainsi prononcés sur l'adoption d'une question préalable, émise par le rapporteur général de la commission des finances, M. Jean Arthuis (Union centriste, Mayenne), selon laquelle il n'y a pas lieu de délibérer sur le projet de loi de finances pour 1993. Cette décision a été acquiescée par les députés du RPR, de l'Union centriste et de l'Union des républicains et des indépendants. Le groupe communiste et une majorité des sénateurs du Rassemblement démocratique et européen ont voté contre, tandis que le groupe socialiste n'a pas pris part au vote.

Le soutien de M. Monory

En dépit du soutien au gouvernement exprimé par M. René Monory, président du Sénat, qui avait indiqué, mercredi 25 novembre, qu'il avait voté pour la déclaration de M. Bérégovoy, la droite sénatoriale a retiré les critiques exprimées la veille à l'Assemblée nationale. M. Philippe François (RPR, Nièvre-et-Marne) a déclaré :

GILLES PARIS

Lire également page 23

En marge de la réforme de la procédure pénale

## Un mystérieux amendement de M. Camille Cabana

Le Sénat a adopté, le 26 novembre, au cours de son examen du projet de loi de procédure pénale (M. Monde, 22-23 novembre), un amendement au code des communes qui fait dire à l'ex-inspecteur Antoine Gaudin, dans un communiqué publié mercredi 25 novembre : « Il s'agit d'un amendement politique grossier, visant à entraver la poursuite des poursuites pénales dans un dossier concernant un député-maire de la commune de Paris. »

Cet amendement vise à modifier la procédure par laquelle un contribuable peut, aujourd'hui, se porter partie civile et engager une action au nom de sa commune, lorsque celle-ci manque à le faire, dans une affaire dont il considère qu'elle lèse les intérêts de la collectivité.

Un effet « amnistiant » ?

Cette procédure, employée par un militant écologiste marseillais pour déclencher l'action publique dans l'affaire du tunnel Prado-Carénage (sur laquelle M. Gaudin avait enquêté), a été aussi par un contribuable de Levallois-Perret (Seine-Saint-Denis) à la suite de la mise en cause du maire de cette commune, M. Patrick Béranger, pour ses liens avec la Cogedim, promoteur immobilier très présent en région parisienne. L'action du particulier est soumise à autorisation de tribunal administratif, le Conseil d'Etat pouvant être ensuite saisi.

P. J.



« Je n'ai jamais lus, des journaux que j'ai à peine survolés. En gros, dix fois plus d'informations que je ne pourrais jamais assimiler. Je cherche une voie dans ce océan d'informations. »

avec Peter Gabriel, lors de la sortie de son nouvel album "Us". Téléphone N° 2225.

La meilleure façon de choisir est de se faire sa propre opinion. Télévision, radio, cinéma, livres, arts, musique, théâtre, actualité, chaque mercredi, Télérama est un lieu de rencontres et de confrontations.

**Télérama**

PRENEZ VOTRE CULTURE EN MAIN



## POLITIQUE

## Les suites de l'affaire du sang contaminé

## M. Kouchner souhaite que l'Etat soit en « état d'alerte permanente »

Les députés ont entamé, jeudi 11 novembre, l'examen du projet de loi relatif à l'utilisation thérapeutique du sang humain. L'organisation de la transfusion sanguine, présentée par M. Bernard Kouchner, ministre de la Santé, qui a déclaré que l'Etat est en « état d'alerte permanente ». L'opposition s'est inquiétée du caractère « pyramidal » et « hiérarchisé » de ce système transfusionnel.

C'était vers la fin de l'année 1989. Ce jour-là - c'était un jour d'examen - les élèves de l'ENA planchaient sur une épreuve de gestion financière. En guise de sujet, leur demandait-on de résoudre l'équation : la rentabilité financière de l'organisme tout en tenant compte des contraintes éthiques. Dans le scénario de « gestion-fictif », le directeur général de la fondation s'appelait même « docteur G... ». « Je n'arrive rien », commentait M. Bernard Kouchner, racontant cette anecdote à l'Assemblée (lire l'encadré ci-dessous). « Anecdote dérisoire certes, a-t-il ajouté, mais elle me semble illustrer une certaine incohérence du système administratif face aux enjeux graves de la transfusion sanguine ».

C'est précisément à cette « incohérence » que M. Kouchner souhaite remédier en projet de refonte de l'organisation

de la transfusion sanguine (le drame du sang contaminé avait rendu urgent. L'idée force que le ministre martelait inlassablement peut se résumer en un seul mot : l'alerte. « L'époque n'est plus à la certitude et à la quiétude », a-t-il expliqué. L'Etat doit être en état d'alerte permanente et être capable de s'interroger sur son fonctionnement administratif, voire gouvernemental. L'institution médicale doit également inventer une médecine de jour de garde intellectuelle. (...) Il faut être vigilant. Si les autorités font la sourde oreille, il faut alerter, crier. (...) Inventons les dispositifs permanents pour briser les silences et éviter sans ménagements, avec pour seule unité la vie. Je vous invite à construire l'alerte permanente ».

## « Un organisme un peu trop technocratique »

Cette « alerte permanente » commence par l'adoption d'un code éthique souffrant pas l'ambiguïté. Le projet de loi édicte ainsi les principes qui fondent le système transfusionnel français : le bénévolat et le consentement du donneur, l'anonymat du don, le caractère non lucratif du recueil et de la transformation du sang. L'« alerte » se prolonge avec l'institution d'un comité de sécurité transfusionnelle, structure consultative placée directement auprès du ministre de la Santé et chargée d'exercer une vigilance sur l'ensemble du système transfusionnel. Elle se poursuit avec la consolidation de l'Agence française du sang, vouée à devenir

établissement administratif de l'Etat, dont la mission sera de coordonner l'activité et la gestion des établissements de transfusion sanguine. Enfin, le secteur transfusionnel du plasma sera radicalement réorganisé autour du Laboratoire français du fractionnement, doté du statut de groupement d'intérêt public.

## « La loi de l'argent contre l'éthique »

Ce renforcement de la tutelle de l'Etat sur le secteur du sang contaminé a été diversement apprécié par les députés. M. Alain Colmant (app. PS, Cher), rapporteur de la commission des affaires culturelles, s'est félicité d'un dispositif qui tend à une « sécurité optimale » de « la veine du donneur jusqu'à celle du receveur ». Le nouveau programme administratif prévu par le projet a plutôt inquiété l'opposition. « Là où il y avait une structure souple agissant par voie de nombreux prestataires de service, vous revoyez une hiérarchie, une organisation pyramidale », a regretté M. Elisabeth Hubert (RPR, Loire-Atlantique), qui a reproché à M. Kouchner de « passer par le bon des dysfonctionnements ». Dans l'ancien système, « l'Agence française du sang » paraît être un organisme un peu trop technocratique », a ajouté M. Jean-Pierre Fouchet (UDC, Hauts-de-Seine). Selon M. Denis Jacquet (UDF, Moselle), la création de nouvelles instances pourrait créer un « risque de surposition de compétences ».

Mais, au-delà de ce volet institutionnel, les députés se sont montrés

autrement plus préoccupés par la perspective d'un marché européen des produits dérivés du sang. Aux yeux de la directive européenne du 14 juin 1989, les produits en effet soumis à mêmes conditions de mise sur le marché que les médicaments. Or la directive ne prescrit formellement le recours aux rémunérés, pratique qui a été largement répandue en Allemagne. « La loi de l'argent contre l'éthique », tel est l'enjeu de la directive, s'est indigné M. Gilbert Buisson (PC, Gard). Il faut préserver le principe de la non-commercialisation du sang. « Ainsi », reconnaît la possibilité d'importer du plasma, exige de la part du paiement du prélèvement, s'est inquiété M. Hubert. « Nous viendrons en principe de non-commercialité du corps humain », a-t-elle ajouté en faisant référence aux trois projets de loi sur la bio-éthique que l'Assemblée avait adoptés, le 22 juillet.

M. Kouchner a répondu qu'il y avait là une réelle difficulté. « Oui, c'est vrai, a-t-il admis, mais de vrais problèmes. Les prélèvements allemands rémunérés », il a rappelé que, soutenue par la Belgique et la Hollande, la France avait obtenu la « réécriture » de la directive de « garantir davantage l'auto-suffisance nécessaire des Etats et une conception plus stricte de l'éthique ». « Je me battrais jusqu'à ce que soit acceptée », a-t-il assuré. « Sous le signe d'un scandale franco-français, le débat a donc fini par s'égarer », ont couloirs la Commission Bruxelles. Encore elle.

FRÉDÉRIC BO

## « Chargé de mission auprès du docteur G... »

Dans son discours de présentation du projet de loi sur la réforme de la transfusion sanguine, M. Bernard Kouchner, ministre de la Santé, a allégué quelques phrases, jeudi 11 novembre, à un sujet précis : l'Ecole nationale d'administration (ENA), où il est question d'un mystérieux Groupe éthique « qualité (GEQ) » créé en 1949. Aujourd'hui, l'Institut de transfusion sanguine (ITS) dont la mission est la recherche fondamentale, la transfusion sanguine (FTS) créée en 1974, (...) Le docteur S., directeur général du GEQ, a démissionné pour raisons personnelles. (...) Un nouveau directeur général, le docteur G., a été nommé. Dès sa prise de fonction, il vous demande de lui établir un « état des lieux » plus complet possible. Connaissant mal le milieu, il vous demande trois notes sur des sujets qu'il sait être essentiels pour l'avenir du GEQ (sont des dossiers d'environ soixante-dix pages présentant organigrammes, analyses effectives, bilans financiers...).

Ainsi, en 1989, une bonne

centaine d'élèves de la promotion Jean-Monnet de l'ENA se sont retrouvés virtuellement « chargés de mission auprès du docteur G... » sommé, dans l'épreuve de six heures à gros coefficient, de fournir un jury présidé par M. Jean Kervadoux, ancien directeur des hôpitaux, les éléments les plus censés « des orientations stratégiques du GEQ » et la restructuration de la Fondation dans l'ensemble....

Toute ressemblance avec des personnes ou des organismes existants n'est absolument fortuite. Tout y a. Le départ du docteur Soulier (docteur S.), la nomination du docteur G. (docteur G.), les activités de type industriel sur des marchés concurrentiels (les filiales privées commerciales du CNTS), la « nécessité d'innover » moins de coût et dans des délais rapides....

« En bon fonctionnaire, pas candidat n'a pipé », la logique industrielle, financière, expé- rimentale, (...) « L'ancien élève », était de « façon imposée par le sujet. Celui-ci était quelque peu « fermé », (...) « étors plus jugés sur la forme que fond. » « L'anecdote », estimait M. Kouchner, semblerait illustrer une certaine incohérence du système administratif face aux enjeux graves de la transfusion sanguine. L'historique, cependant, ne précise qu'il s'agit d'un dossier des brillantes copies chargées de concilier éthique, qualité, rentabilité.

J.-M. Dy.

M. Derosier (PS) a la commission d'enquête sur le sida. M. Bernard Derosier (PS, Nord) a été désigné, jeudi 26 novembre, président de la commission d'enquête parlementaire créée à l'Assemblée nationale sur l'évolution des connaissances scientifiques et médicales depuis la découverte du sida. Le poste de rapporteur a été attribué à M. Jean-Yves Le Déaut (PS, Meurthe-et-Moselle). Les trois groupes RPR, UDF et UDC ont indiqué, mardi 24 novembre (le Monde 26 novembre), qu'ils refusent de participer aux travaux de cette commission, qui devrait

L'exil de l'ancien maire d'Angoulême  
M. Jean-Michel Boucheron est devenu restaurateur... à Buenos Aires

M. Jean-Michel Boucheron, député (non-inscrit) de la Charente, maire (PS) d'Angoulême, qui fait l'objet de deux inculpations (notamment pour « corruption » et « ingérence ») d'une « levée d'immunité parlementaire », a été convoqué le 20 novembre par la commission chargée d'examiner à l'Assemblée nationale la levée d'immunité parlementaire (le Monde du 26 novembre).

En réponse aux questions sur les faits qui lui sont reprochés, M. Boucheron a précisé : « C'est la justice qui a des réponses, et elle seule », ajoutant : « Quand on fait des connexions, on

commence ses travaux, dès la semaine prochaine, en procédant à une série d'auditions publiques. Adoption définitive du projet de loi relatif à la pharmacie et au médicament. Les députés ont adopté définitivement, jeudi 26 novembre, le projet de loi modifiant le livre V du code de la santé publique et relatif à la pharmacie et au médicament. Ce texte vise à transposer en droit interne trois directives européennes réglementant l'autorisation de mise sur le marché du médicament. La droite et le PS ont voté pour. Le PC a voté contre.

Interrogé sur les similitudes entre sa situation et celle de l'ancien maire de Nice, Jacques Médecin, réfugié depuis septembre 1991 à Punta-Del-Este, en Uruguay, il a précisé : « Ça n'a rien à voir. L'autre député... qui est parti ».

Commentant ces déclarations sur France Info, M. Georges Chavannes (CDS), qui a été maire d'Angoulême, a affirmé : « En s'exilant en Argentine, Jean-Michel Boucheron apporte la culpabilité. » Estimant que Médecin, M. Chavannes s'est dit : « Justice française ne pourra pas le faire. » Il a ajouté : « J'espère qu'on récupérera quand même tout l'argent qui a été détourné qu'on arrivera à récupérer une partie pour la ville d'Angoulême ».

## Epreuve de force

Suite de la première. M. Fabius n'a jamais été « l'homme de sainteté » chez les centristes, confiait-on dans son entourage, mais il s'agit maintenant d'une simple question d'honneur à l'égard. En réalité, cette demande de réunion du groupe UDC à l'Assemblée nationale du 17 novembre, Réunion au sein de laquelle M. Raymond Barro intervient avec vigueur, rattachant à la thèse la plupart des députés centristes. Le projet de loi sur la bio-éthique, a-t-il déclaré ce jour-là. Ce qui est fait contre Laurent Fabius est inacceptable. Nous avons besoin de dignité politique.

Dignité, sérénité, refus de toute chasse à l'homme, les mêmes mots sont dans la bouche de certains responsables du RPR. M. Nicolas Sarkozy d'abord, M. Philippe Séguin ensuite. Ce sont pourtant les « durs » du RPR qui avaient poussé la loi sur la bio-éthique que l'Assemblée avait adoptée, le 22 juillet.

Si l'on veut rester crédible, il faut en rester ministres de tutelle, affirmait par le porte-parole de l'UDF, M. Jean-François Mattei, député des Bouches-du-Rhône. Il n'a pas changé d'avis. « Bernard Pons a agi à la sauvette, regrette-t-il. Les gens qui ont un tant soit peu le sens de l'Etat doivent se rendre compte que la logique reste de saisir uniquement les deux anciens ministres de tutelle. Des députés de force ont été engagés là où elles ne devaient pas l'être ».

## Les raisons d'un retour

L'épreuve de force s'est transportée au Sénat, où M. Charles Pasqua n'est pas allé, lui plus, dans le sens de la modération. Si l'on en était resté aux conclusions du président, M. Jacques Sourdis (RPR), et du rapporteur, M. Claude Huriet (Union centriste), de la commission d'enquête sénatoriale sur le système transfusionnel français créé en décembre 1991, jamais le nom de M. Fabius n'aurait été relevé. En 1985, convenait M. Sourdis dans ce rapport, M. Fabius a pris la décision d'imposer les tests. C'était une décision qui avait retardé cette décision plutôt qu'à l'accélérer.

Un entretien à l'Etat républicain du 11 novembre, M. Huriet annonçait que la résolution sénatoriale ne retiendrait pas M. Fabius dans la procédure. Au vu des attitudes du procès du sang contaminé, ajoutait-il, il apparaît de sérieuses probabilités de condamnation de M. Dufloix de M. Hervé. M. Fabius n'en est pas de même pour M. Fabius. Nous n'avons pas voulu prendre le risque de faire capoter l'ensemble de la résolution par le seul fait d'y inclure l'ancien premier ministre. Quatre jours plus tard, M. Sourdis et M. Huriet figuraient cependant à la tête de la liste des signataires de la proposition sénatoriale de M. Fabius, en accusation de M. Fabius, M. Hervé et M. Dufloix.

Comment expliquer ce retournement ? Certains, estimant qu'en réclamant le jury d'honneur, M. Fabius s'est lui-même piégé. D'autres laissent entendre que c'est l'intervention de M. Mitterrand, reconnaissant le passage obligé par la Haute Cour, qui a changé la donne. Pour d'autres encore, les deux raisons valables : « Il y a d'abord, souvient M. Séguin, le soutien exprimé publiquement par Laurent Fabius d'être jugé par la formation juridictionnelle. Puis il

eu l'intervention du président de la République, qui a donné à entendre que le seul lieu où pouvait se passer était la Haute Cour. Dans ces conditions, il est difficile maintenant d'éviter le chemin ».

Une analyse que réfute pour M. Huriet. « Ce n'est pas parce que le président de la République lachait Laurent Fabius que j'ai dit : j'y vais, explique-t-il. C'est surtout parce qu'un distingué m'en a parlé. J'ai jugé impossible, compte tenu des textes régissant la saisine, entre la responsabilité de M. Fabius et celle de deux anciens ministres, qui juridiquement tenaient pas. Faux, objecte-t-on à la présidence du Sénat, où l'on souvient que M. M. Monory avait tenté de persuader ses collègues de l'opposition qu'il était plus sûr de retirer de la procédure le nom de M. Fabius qu'une fois partie de celui de l'UREI. M. Pasqua pour lancer dans un règlement de comptes politiques. Comme il est de plus en plus clair pour tous, dit-on dans l'Assemblée nationale, que M. Fabius a risqué juridiquement rien, un s'achemine un bide retentissant ».

## Le « Pasqua » contre le « clan Chirac »

Comment y échapper ? Beaucoup d'hommes se posent aujourd'hui la question. D'abord parce qu'il leur apparaît de plus en plus évident que, sur le fond, M. Fabius a fait ce qu'il fallait en ne voulant pas le déstabiliser du sida. Ensuite parce qu'ils s'aperçoivent que, politiquement, ils ont en train de faire de l'ancien premier ministre un « martyr » pourrait devenir par la suite bien encombrant. Enfin parce qu'ils redoutent, en quant de front le premier secrétaire PS, de conduire la prochaine campagne des élections législatives sur un terrain bien incertain.

Les possibilités d'un recul sont déjà discutées. Trois solutions ont été avancées. Laisser, comme l'a suggéré M. Séguin, le groupe socialiste de l'Assemblée nationale rédiger lui-même l'acte d'accusation, pour bien signifier qu'il ne peut s'agir de « ministres politiques ». Profiter, comme on l'imagine à la présidence du Sénat, des deux commissions ad hoc et des deux publics au Sénat à l'Assemblée nationale pour corriger le tir. Ou encore - solution évidemment la plus confortable - laisser à la Cour de cassation le soin d'épurer M. Fabius la traduction devant la Haute Cour.

Par un curieux raisonnement, M. Pons continue de penser qu'extraire M. Fabius aurait l'air de prouver de la culpabilité de M. Hervé et de M. Dufloix. On ne se montre plus conciliant chez M. Pasqua. « C'est qui qui, disent ses proches. Comme pour Maastricht, on s'en doute, le Sénat, les centristes voteront des socialistes. Il faudra prendre ».

Pour certains dirigeants de l'UDF, le genre de calcul n'est que la confirmation des intentions malaises du clan Pasqua pour qui les raisons sont bonnes pour démanteler le clan Chirac. « C'est que des scrupules, voire des regrets, apparaissent bien tardifs. Car pour M. Fabius le mal est fait. Il n'ose imaginer que la droite trouvera le courage de reconnaître qu'elle s'est fourvoyée ».

DANIEL CARTON

LE LIVRE DU JOUR  
MARABOUT

Philo de base

Le philosophe religieux Réforme et Révolution Le 20<sup>e</sup> siècle

36F

DIMANCHE, 12H, À L'HEURE DE VÉRITÉ :

**DOMINIQUE STRAUSS-KAHN**

UNE ÉMISSION PROPOSÉE ET ANIMÉE PAR FRANÇOIS-HENRI DE VIRIEU

Chaque dimanche à 12h

France 2

M. Millon n'est pas hostile à l'UDF. M. Charles Millon a déclaré, mercredi 11 novembre sur Radio-Shalom, à propos de la stratégie de l'opposition pour les prochaines législatives, qu'il n'était pas convaincu que la solution du candidat unique partout et toujours soit la bonne solution. « Dans certains cas, il faut peut-être, le premier tour, faire connaître les difficultés », a-t-il expliqué. Le président du groupe UDF à l'Assemblée nationale.

M. Meuse : la secrétaire départementale RPR est de M. Claude Bocquard, secrétaire départementale de l'UDF. Dans la Meuse, vient d'être relevée de ses fonctions après avoir annoncé sa candidature aux élections législatives dans la deuxième circonscription, Le RPR a déclaré que les investitures des élections législatives sont statutairement du ressort des instances nationales. Le RPR a pré-investi dans la circonscription M. Arsène Lux, préfet hors cadre, conseiller général du canton de Scail-d'Argonne.

Le régime

L'insulte



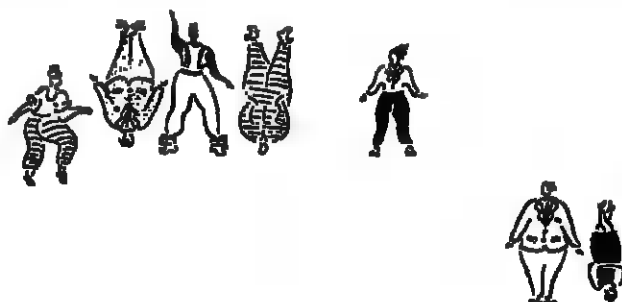






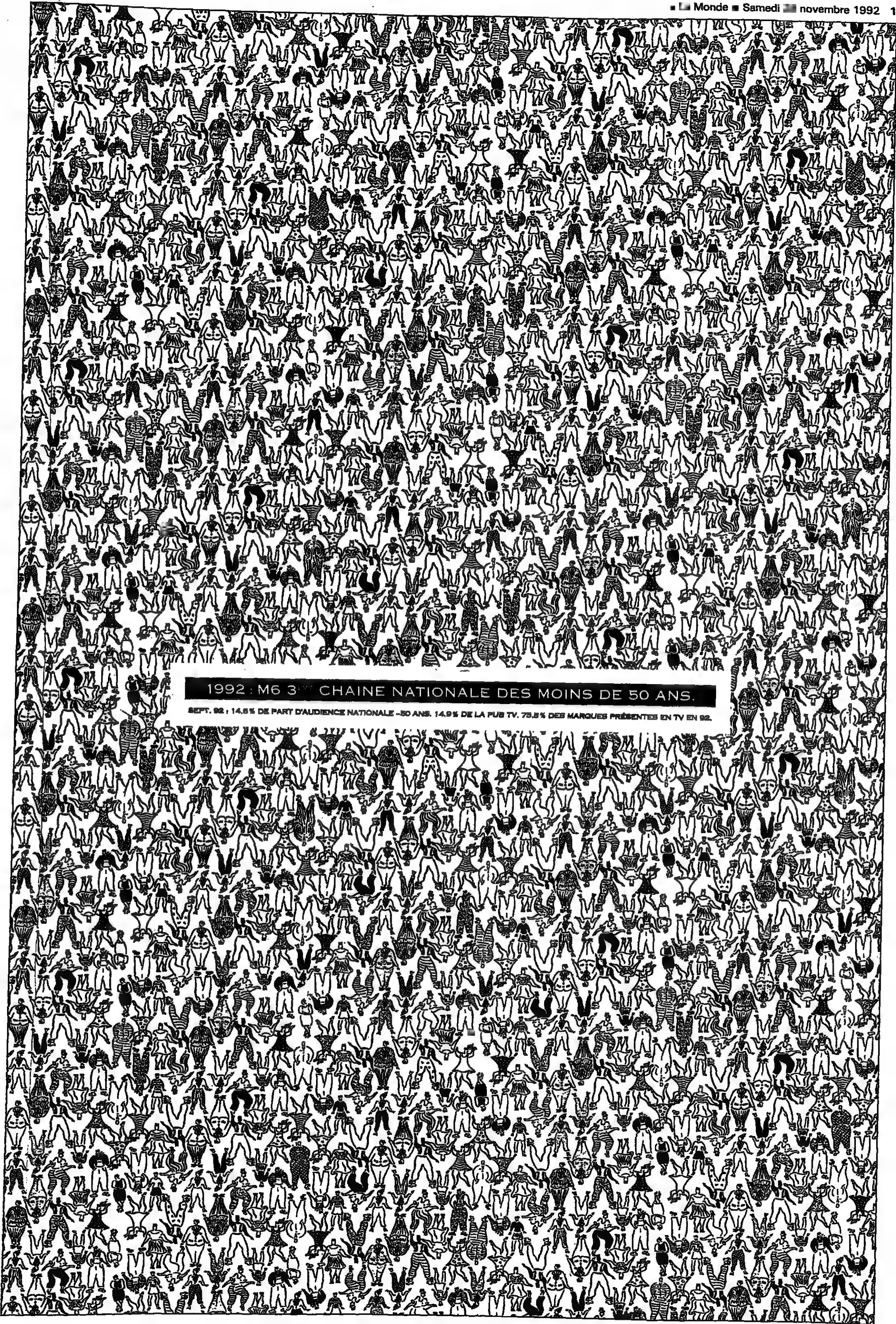
1987 : NAISSANCE DE M6.

SEPT. 87 : 1,8 % DE PART D'AUDIENCE NATIONALE, 1,4 % DE LA PUB TV, 28 % DES MARQUES PRÉSENTES EN TV EN 87.





مكتبة



1992 : M6 3 CHAÎNE NATIONALE DES MOINS DE 50 ANS.

SEPT. 92 : 14,6% DE PART D'AUDIENCE NATIONALE -50 ANS. 14,9% DE LA PUB TV. 75,5% DES MARQUES PRÉSENTES EN TV EN 92.























Le Monde

# ÉCONOMIE

## BILLET

### La négociation dégrappée

Le patronat et, dans une moindre mesure, les syndicats, hormis la CGT, peuvent pousser un soupir de soulagement. En accord avec le ministère du travail, ils viennent de s'extraire d'une situation fort délicate dans laquelle ils avaient placé la Cour de cassation. Depuis mars, « l'arrêt Basirico » — du nom d'un salarié qui réclama le paiement des jours fériés — coïncidait avec un jour de repos hebdomadaire — faisait planer une véritable épée de Damoclès sur les négociations en cours concernant les classifications ou les déroulements de carrière. La Cour de cassation avait en effet considéré que toute modification d'une convention collective d'entreprise ou de branche professionnelle ne pouvait s'appliquer qu'avec l'accord de tous les syndicats signataires du texte initial.

Ainsi, pour faire évoluer la moindre disposition d'un texte élaboré en 1972, il fallait impérativement réunir, vingt ans plus tard, les mêmes signataires dès lors qu'un avantage acquis — importait s'il — était remplacé par un autre. Cette règle, dans ces conditions, la seule parade consistait à dénoncer la totalité de la convention pour en élaborer une autre. Autrement dit, écraser une mouche avec un marteau et multiplier les sources de conflit.

Jusqu'à présent, la menace a été écartée par la sous-commission des accords du ministère du travail, où siègent les partenaires sociaux. Celle-ci a émis la proposition élaborée par M. Gilles Bélier, expert en droit social : dorénavant, seuls les syndicats majoritaires de l'entreprise ou regroupant la majorité des signataires originaux d'une convention de branche pourraient exiger un droit d'opposition. Introduit sous forme d'amendement lors de l'examen, mi-décembre, du projet de loi sur le temps partiel, le nouveau dispositif doit dégraisser les rouages de la négociation collective.

Assez équilibré, ce compromis satisfait tout le monde, sauf la CGT. Et pour cause. L'arrêt Basirico lui aurait accordé une formidable capacité de blocage sans rapport avec sa représentativité effective. Toutefois, il faut quand même reconnaître à la Cour de cassation le mérite d'avoir mis un terme à la situation antérieure, contestable elle aussi, mais dans un sens opposé. Jusqu'à présent, il suffisait au patronat d'obtenir l'aval d'un seul syndicat pour modifier une convention collective.

JEAN-MICHEL NORMAND

■ M. Sapin : « Le SME n'est pas moribond ». — Commentant jeudi 26 novembre les résultats des monnaies européennes, Michel Sapin, ministre de l'économie, a déclaré à Paris : « Le SME n'est pas moribond, il maintiendra sa compétitivité à l'avenir. Évoquant le « couple franc-mark », il a affirmé qu'il ne faut pas évoluer que dans le cadre d'une plus grande stabilité », les dispositions prises par l'Allemagne lors de la crise du franc et inscrites dans la communauté du 11 septembre 1991, accord profond et durable entre deux pays ». Le ministre a rejeté l'hypothèse d'un resserrement de la zone monétaire à l'avenir.

## La création d'une chaîne éducative

### Le CSA pose ses conditions pour autoriser Euréka

Le CSA a accepté jeudi 26 novembre le principe d'une chaîne éducative pour occuper l'ex-réseau de la Cinq, mais sous conditions avant d'autoriser le projet Euréka, soutenu par le gouvernement.

Revoilà la copie : le CSA fait au gouvernement, et au projet Euréka de chaîne éducative ce dernier soutient activement pour occuper, avant ARTE, les journées du réseau de l'ex-Cinq. Dans un long communiqué, le conseil d'administration du CSA expose le principe d'une chaîne éducative : un réseau national hertzien. Il dénonce toutefois l'incohérence de la loi, qui oblige un projet d'essence publique, par son financement, à ses finalités, à s'adresser à tous les Français.

La loi prévoit que la personne ne doit pas plus de 25 %. Le CSA en profite pour rappeler qu'il n'a pas été entendu quand il demandait des modifications législatives et indique sa préférence pour une société nationale de programme ou une fondation, « seule à même d'assurer une gestion dénuée de caractère commercial ». Dans les « conditions juridiques actuelles », le CSA désigne pourtant clairement, parmi les candidats qui restent en lice au terme des auditions publiques (le Monde des 12, 14 et 15-16 novembre), le projet Euréka, par M. Jean-Louis Missika, comme le seul acceptable. Il insiste sur la capacité à fédérer, à rassembler, à éduquer, à former, à insérer, à accompagner les jeunes dans le monde de l'éducation et de la formation, de l'édition et de l'audiovisuel, bref son « caractère large et consensuel ».

Voilà pour le tribut payé à la « grande idée » d'une chaîne éducative, qui rencontrait un large écho au sein du CSA. Mais la chaîne éducative, le CSA estime que le projet Euréka en l'état « ne permet pas de lui accorder l'autorisation ». Il critique

notamment le dossier financier, qu'il juge « sous-estimé », la programmation, qui « manque de précision ».

Pour sortir de ces ambiguïtés, le CSA indique deux voies possibles. Il « souhaite » que la loi soit modifiée, pour permettre la création d'une fondation. Comme le calendrier législatif rend délicate cette voie, le CSA laisse une autre possibilité à Euréka. Il lui demande de produire d'ici au 31 décembre « les engagements financiers des entreprises, ministères et collectivités locales (...) : un tour de table définitif recueillant l'aval formel de chacun des actionnaires ; un organigramme détaillé de la chaîne (...) ; de préciser la grille des programmes ». C'est ensuite, « au vu des réponses apportées à ces demandes, que le conseil prendra sa décision ».

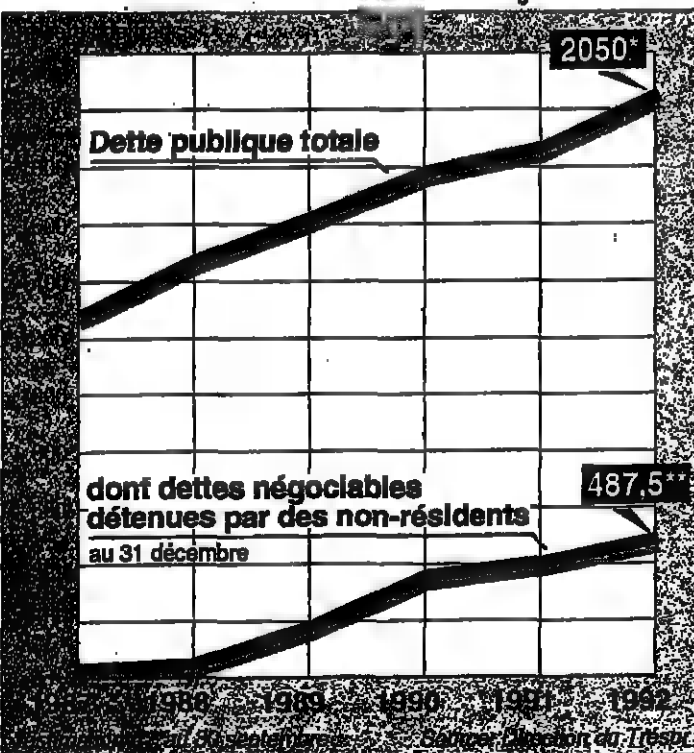
### Une décision de compromis

Avec une décision de compromis, le CSA est en quête d'un double équilibre : interne et externe. Entre les partisans d'une ligne « dure » refusant de céder aux pressions du gouvernement et les inconditionnels d'Euréka, le compromis offre une troisième voie : renvoyant la responsabilité du résultat au gouvernement et aux partenaires d'Euréka.

A l'approche des élections, le CSA impose par le CSA peut aussi être interprété comme un moyen de mieux assurer la pérennité d'une chaîne éducative en la faisant entrer par le Parlement ou en consolidant son dossier. C'est le consensus externe, qui mettrait la chaîne à l'abri des polémiques. Le communiqué du CSA est suffisamment balancé pour que chacun au CSA puisse l'interpréter dans son sens. Seul, sans doute, le ministre de l'éducation et de la culture, M. Jack Lang, ne trouvera pas d'ambiguïté dans cette fin de non-recevoir apportée à sa hâte de lancer cette chaîne au printemps.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

### Les étrangers détiennent une part croissante de la dette de l'Etat français



Alors que la dette publique continue de croître, les titres émis par le Trésor ont retrouvé en 1992 le statut de titres négociables étrangers. Au 30 septembre, les non-résidents détenaient 487,5 milliards de francs de titres négociables de l'Etat français (OAT, BTAN et BTF), soit le tiers environ de l'encours

total des titres de ce type. L'issue d'une journée de cours de laquelle les « produits » de l'Etat ont été présentés aux investisseurs, M. Jean-Claude Trichet, directeur du Trésor, a indiqué jeudi 26 novembre que, en septembre et à cause de la crise monétaire, il y avait eu un désinvestissement net des étrangers de 11 milliards de francs, pour les premiers mois de 1992, leurs achats nets de titres se sont élevés à 81,6 milliards (contre 47,8 pour l'ensemble de l'année 1991).

■ Précision. — Une erreur de compréhension d'un passage de l'entretien avec M. Hans Stihl, président de l'Association des industriels allemands (le Monde du 26 novembre). Il fallait lire comme une question la phrase : « Entre une guerre commerciale et une crise de la Communauté, choisissez plutôt la seconde issue ? » et comme une réponse la phrase : « Il n'y a pas de doute, la seconde issue est la bonne ».

## Nouvelle privatisation partielle

### Le CCF va prendre 12,5 % du capital de la banque Hervet

Crédit commercial de France (CCF) va prendre 12,5 % de la banque publique Hervet, par la biais d'un échange de participations, et devenir ainsi son premier actionnaire privé. Cette opération, qui ne rapportera rien à l'Etat, vise à augmenter les fonds propres de Hervet et à renforcer les liens entre les deux établissements. La plus petite banque du secteur public, nationalisée en 1983, était à la recherche depuis plusieurs mois d'un partenaire.

Le mouvement des privatisations partielles se poursuit à s'accroître. Pour la première fois depuis les privatisations de 1987, c'est au tour d'un établissement bancaire d'ouvrir son capital à un groupe privé. Mieux, pour la première fois, une société nationalisée, la banque Hervet, devient le partenaire d'une entreprise privatisée en avril 1987, le CCF.

Pour l'Etat, il s'agit avant tout d'une opération industrielle, financièrement neutre pour lui, qui vise à donner à la banque Hervet un partenaire dont elle a besoin. La banque Hervet, qui a moins d'une centaine d'agences, avait été étudiée par le président M. Patrick Carrel, plusieurs fois à la recherche d'un partenaire public, avec la BNP et le Crédit lyonnais, ou celui d'une reprise pure et simple de la banque par le CCF. Mais le premier cas, Hervet n'a disparu au sein d'ensembles disproportionnés par rapport à sa taille. Quant à la possibilité de crédit, elle est en trop mauvaise santé. Du coup, l'alliance avec le CCF, un établissement de taille moyenne disposant d'une rentabilité appréciable et d'une solide réputation, semble la solution la plus réaliste.

Pour le ministère des finances,

elle vise à développer des actions communes sur le marché des PME, à mettre à profit la complémentarité des réseaux régionaux des deux banques, à apporter à la banque Hervet une expertise plus large vers les marchés internationaux, et à renforcer ses fonds propres.

### Une opération industriellement positive

Du côté du CCF, on se félicite de l'opération industriellement positive. La banque Hervet dispose de 11 agences et le CCF en possède 11 en France. L'avenir, dans les prochaines années, sera incontestablement marqué par des établissements de [politique] dimension, explique le président du CCF, M. Michel Pébereau.

Concrètement, l'entrée du CCF dans le capital de la banque Hervet se traduira par une augmentation de capital à laquelle le CCF

crira en apportant ses propres titres. Il y aura un échange de participations par l'intermédiaire d'une compagnie financière Hervet créée à cette occasion par l'Etat. Le montant de l'opération sera connu dans les prochains mois après avis de la Commission d'évaluation des entreprises publiques. A l'issue de celle-ci, la banque Hervet détiendra environ 1 % du capital du CCF.

Le capital de la banque Hervet était décliné à 100 % par le public : 85 % directement par l'Etat, 8,3 % par France Télécom, 6,6 % par les AGF, le solde étant réparti entre d'autres entreprises du secteur public. Au début de 1993, la participation de l'Etat reviendra à 74,4 %, celle de France Télécom à 7,2 %, des AGF à 5,8 % et le CCF possèdera 12,5 %. La banque de M. Pébereau pourra même à terme accéder à la participation, l'occasion, pourquoi pas, d'une privatisation de la banque Hervet après 1993.

ERIC LEBER

### PRÉFECTURE DES ALPES-MARITIMES COMMUNES DE LA ROQUETTE-SUR-VAR, SAINT-MARTIN-DU-VAR, LE BROC, CARROS, GATTIÈRES, SAINT-JEANNET ET LA GAUDE

RN 202 - Projet de création d'une route nouvelle  
2 voies, section BAUS-ROUX, LA GAUDE

Maitre d'ouvrage : l'Etat pris en la personne de M. le Directeur départemental de l'équipement ALPES-MARITIMES.

### 1<sup>er</sup> AVIS D'ENQUÊTE

Le PRÉFET des ALPES-MARITIMES, CHEVALIER de la LÉGION D'HONNEUR, CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

Informes le public qu'il sera procédé sur le territoire des communes de LA ROQUETTE-SUR-VAR, SAINT-MARTIN-DU-VAR, LE BROC, CARROS, GATTIÈRES, SAINT-JEANNET et LA GAUDE, au dépôt de l'arrêté préfectoral en date du 17 novembre 1992, aux enquêtes publiques sur :

- 1<sup>er</sup> le projet de création, pour la RN 202, d'une route nouvelle à 2 x 2 voies, section BAUS-ROUX/LA GAUDE, sur le plan d'occupation des sols des communes susmentionnées.
- 2<sup>es</sup> les plans de coupe ainsi que les registres seront déposés, en mairie, pendant la même période, aux communes susmentionnées, soit du 14 décembre 1992 au 29 janvier 1993 (samedis, dimanches et jours fériés exceptés), afin que chacun puisse en prendre connaissance :
- le lundi de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 18 h,
- le mardi, mercredi, jeudi et vendredi, de 8 h 30 à 12 h et de 13 h à 17 h.

Des dossiers et des registres seront déposés, en mairie, pendant la même période, aux communes susmentionnées :

- 1<sup>er</sup> LA ROQUETTE-SUR-VAR, de 8 h 30 à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30, du lundi au vendredi (samedis, dimanches et jours fériés exceptés).
- 2<sup>es</sup> à SAINT-MARTIN-DU-VAR, de 14 h à 18 h, le lundi, de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h, le mardi au vendredi, de 9 h à 12 h, le samedi (dimanches et jours fériés exceptés).
- 3<sup>es</sup> au BROC, de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30, du lundi au vendredi ; de 9 h à 12 h, le samedi (dimanches et jours fériés exceptés).
- 4<sup>es</sup> à GATTIÈRES, de 8 h 30 à 12 h et de 13 h à 18 h 30, du lundi au vendredi (samedis, dimanches et jours fériés exceptés).
- 5<sup>es</sup> à SAINT-JEANNET, de 8 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 18 h, du lundi au vendredi (samedis, dimanches et jours fériés exceptés).
- 6<sup>es</sup> à LA GAUDE, de 8 h 30 à 12 h et de 14 h à 17 h 30, du lundi au vendredi (samedis, dimanches et jours fériés exceptés).

Toutes observations pourront être consignées aux registres d'enquêtes mis à la disposition du public ou adressées par écrit aux maires, soit aux maires, soit aux communes, à la commission d'enquête, avant le 13 novembre 1992, par le président du tribunal administratif de NICE.

Ainsi, M. Pierre MOUCHART, ingénieur des travaux publics de l'Etat au retraité, PRÉSIDENT de la présente commission d'enquête ; M. Pierre AICARD, ingénieur civil des mines au retraité ; M. Jean-Louis BÉRAUD, ingénieur des travaux publics de l'Etat au retraité.

se déroulant à la disposition du public, à la mairie de CARROS, les trois derniers jours de l'enquête, soit les 27, 28 et 29 janvier 1993, de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h.

### A L'ISSUE DES ENQUÊTES PUBLIQUES

Les registres d'enquête et les conclusions de la commission d'enquête, qui ont été déposés dans les vingt-quatre heures de la clôture de l'enquête, sont mis à la disposition du public et de la commission d'enquête.

Le procès-verbal de l'ensemble des opérations sera mis à la disposition du public et de la commission d'enquête, à compter de la date de clôture de l'enquête ci-dessus :

- M. le sous-préfet de GRASSE, pour les communes de son ressort qui relèvent de son ressort, à Monsieur le préfet des ALPES-MARITIMES (Direction des affaires juridiques et décentralisées - Bureau des affaires juridiques et de la légalité) ;
- M. le préfet des ALPES-MARITIMES, pour les communes situées dans l'arrondissement de NICE, (Direction des affaires juridiques et décentralisées - Bureau des affaires juridiques et de la légalité).

Ces opérations dont il sera dressé procès-verbal doivent être terminées avant un mois à compter de la date de clôture des enquêtes.

### LES CONCLUSIONS

Une copie des conclusions des membres de la commission d'enquête est déposée en mairie de LA ROQUETTE-SUR-VAR, SAINT-MARTIN-DU-VAR, LE BROC, CARROS, GATTIÈRES, SAINT-JEANNET et LA GAUDE, à la Sous-Préfecture de NICE, à la Préfecture des ALPES-MARITIMES (Direction des affaires juridiques et décentralisées - Bureau des affaires juridiques et de la légalité), et à la personne physique intéressée pour sa communication.

NICE, le 17 novembre 1992.

Préfet des Alpes-Maritimes,

Jean-Louis DESTANDAU

Copie conforme,

pour le Préfet des Alpes-Maritimes,

Directeur de la Direction des affaires juridiques et décentralisées,

Philippe HARDY

### ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION

Vous devez être de 18 à 35 ans et avoir 5 années d'expérience professionnelle (hors fonction publique) ou de mandat local.

Vous pouvez vous inscrire jusqu'au 11 décembre 1992 (inclus) (date limite de dépôt des dossiers) à l'épreuve de sélection.

### DU CYCLE DE PRÉPARATION AU 3<sup>e</sup> CONCOURS

qui s'ouvrira l'automne 1993 (durée 1 à 2 ans)

Renseignements et inscriptions :

E.N.A. - 13, rue de l'Université, 75343 PARIS Cedex 07

Tél. : 49-26-43-25 - 49-26-44-03/Minitel : 3615 ENA

\*La sélection se déroulera au cours du 2<sup>e</sup> trimestre 1993











## MARCHÉS FINANCIERS



Je suis en ligne

PARIS

# MARCHÉS FINANCIERS

## BOURSE DU 27 NOVEMBRE

Cours relevés à 13 h 30

Règlement mensuel																								
VALEURS					VALEURS					VALEURS					VALEURS					VALEURS				
Compt.	Cours	Premier	Dernier	%	Compt.	Cours	Premier	Dernier	%	Compt.	Cours	Premier	Dernier	%	Compt.	Cours	Premier	Dernier	%	Compt.	Cours	Premier	Dernier	%
5340	CALE 3%	5080	5100	+0.20	Compt.	508	500	500	-1.56	250	250	250	250	+0.13	710	710	725	725	+2.11	225	225	225	225	+0.00
822	B.N.P. T.P.	825	810	-0.05	Compt.	825	825	825	0.00	215	215	215	215	-0.01	542	542	541	541	-0.18	425	425	425	425	+0.00
819	C. Lyon T.P.	815	810	-0.04	Compt.	815	815	815	0.00	128	128	128	128	-0.05	40	40	40	40	-0.05	168	168	168	168	+0.00
1605	Renault T.P.	1600	1600	+0.20	Compt.	1600	1600	1600	0.00	432	432	432	432	-0.01	79	79	79	79	-0.01	35	35	35	35	+0.00
1605	Renault T.P.	1600	1600	+0.20	Compt.	1600	1600	1600	0.00	432	432	432	432	-0.01	79	79	79	79	-0.01	35	35	35	35	+0.00
1605	Renault T.P.	1600	1600	+0.20	Compt.	1600	1600	1600	0.00	432	432	432	432	-0.01	79	79	79	79	-0.01	35	35	35	35	+0.00
1605	Renault T.P.	1600	1600	+0.20	Compt.	1600	1600	1600	0.00	432	432	432	432	-0.01	79	79	79	79	-0.01	35	35	35	35	+0.00
1605	Renault T.P.	1600	1600	+0.20	Compt.	1600	1600	1600	0.00	432	432	432	432	-0.01	79	79	79	79	-0.01	35	35	35	35	+0.00
1605	Renault T.P.	1600	1600	+0.20	Compt.	1600	1600	1600	0.00	432	432	432	432	-0.01	79	79	79	79	-0.01	35	35	35	35	+0.00
1605	Renault T.P.	1600	1600	+0.20	Compt.	1600	1600	1600	0.00	432	432	432	432	-0.01	79	79	79	79	-0.01	35	35	35	35	+0.00
1605	Renault T.P.	1600	1600	+0.20	Compt.	1600	1600	1600	0.00	432	432	432	432	-0.01	79	79	79	79	-0.01	35	35	35	35	+0.00
1605	Renault T.P.	1600	1600	+0.20	Compt.	1600	1600	1600	0.00	432	432	432	432	-0.01	79	79	79	79	-0.01	35	35	35	35	+0.00
1605	Renault T.P.	1600	1600	+0.20	Compt.	1600	1600	1600	0.00	432	432	432	432	-0.01	79	79	79	79	-0.01	35	35	35	35	+0.00
1605	Renault T.P.	1600	1600	+0.20	Compt.	1600	1600	1600	0.00	432	432	432	432	-0.01	79	79	79	79	-0.01	35	35	35	35	+0.00
1605	Renault T.P.	1600	1600	+0.20	Compt.	1600	1600	1600	0.00	432	432	432	432	-0.01	79	79	79	79	-0.01	35	35	35	35	+0.00
1605	Renault T.P.	1600	1600	+0.20	Compt.	1600	1600	1600	0.00	432	432	432	432	-0.01	79	79	79	79	-0.01	35	35	35	35	+0.00
1605	Renault T.P.	1600	1600	+0.20	Compt.	1600	1600	1600	0.00	432	432	432	432	-0.01	79	79	79	79	-0.01	35	35	35	35	+0.00
1605	Renault T.P.	1600	1600	+0.20	Compt.	1600	1600	1600	0.00	432	432	432	432	-0.01	79	79	79	79	-0.01	35	35	35	35	+0.00
1605	Renault T.P.	1600	1600	+0.20	Compt.	1600	1600	1600	0.00	432	432	432	432	-0.01	79	79	79	79	-0.01	35	35	35	35	+0.00
1605	Renault T.P.	1600	1600	+0.20	Compt.	1600	1600	1600	0.00	432	432	432	432	-0.01	79	79	79	79	-0.01	35	35	35	35	+0.00
1605	Renault T.P.	1600	1600	+0.20	Compt.	1600	1600	1600	0.00	432	432	432	432	-0.01	79	79	79	79	-0.01	35	35	35	35	+0.00
1605	Renault T.P.	1600	1600	+0.20	Compt.	1600	1600	1600	0.00	432	432	432	432	-0.01	79	79	79	79	-0.01	35	35	35	35	+0.00
1605	Renault T.P.	1600	1600	+0.20	Compt.	1600	1600	1600	0.00	432	432	432	432	-0.01	79	79	79	79	-0.01	35	35	35	35	+0.00
1605	Renault T.P.	1600	1600	+0.20	Compt.	1600	1600	1600	0.00	432	432	432	432	-0.01	79	79	79	79	-0.01	35	35	35	35	+0.00
1605	Renault T.P.	1600	1600	+0.20	Compt.	1600	1600	1600	0.00	432	432	432	432	-0.01	79	79	79	79	-0.01	35	35	35	35	+0.00
1605	Renault T.P.	1600	1600	+0.20	Compt.	1600	1600	1600	0.00	432	432	432	432	-0.01	79	79	79	79	-0.01	35	35	35	35	+0.00
1605	Renault T.P.	1600	1600	+0.20	Compt.	1600	1600	1600	0.00	432	432	432	432	-0.01	79	79	79	79	-0.01	35	35	35	35	+0.00
1605	Renault T.P.	1600	1600	+0.20	Compt.	1600	1600	1600	0.00	432	432	432	432	-0.01	79	79	79	79	-0.01	35	35	35	35	+0.00
1605	Renault T.P.	1600	1600	+0.20	Compt.	1600	1600	1600	0.00	432	432	432	432	-0.01	79	79	79	79	-0.01	35	35	35	35	+0.00
1605	Renault T.P.	1600	1600	+0.20	Compt.	1600	1600	1600	0.00	432	432	432	432	-0.01	79	79	79	79	-0.01	35	35	35	35	+0.00
1605	Renault T.P.	1600	1600	+0.20	Compt.	1600	1600	1600	0.00	432	432	432	432	-0.01	79	79	79	79	-0.01	35	35	35	35	+0.00
1605	Renault T.P.	1600	1600	+0.20	Compt.	1600	1600	1600	0.00	432	432	432	432	-0.01	79	79	79	79	-0.01	35	35	35	35	+0.00
1605	Renault T.P.	1600	1600	+0.20	Compt.	1600	1600	1600	0.00	432	432	432	432	-0.01	79	79	79	79	-0.01	35	35	35	35	+0.00
1605	Renault T.P.	1600	1600	+0.20	Compt.	1600	1600	1600	0.00	432	432	432	432	-0.01	79	79	79	79	-0.01	35	35	35	35	+0.00
1605	Renault T.P.	1600	1600	+0.20	Compt.	1600	1600	1600	0.00	432	432	432	432	-0.01	79	79	79	79	-0.01	35	35	35	35	+0.00
1605	Renault T.P.	1600	1600	+0.20	Compt.	1600	1600	1600	0.00	432	432	432	432	-0.01	79	79	79	79	-0.01	35	35	35	35	+0.00
1605	Renault T.P.	1600	1600	+0.20	Compt.	1600	1600	1600	0.00	432	432	432	432	-0.01	79	79	79	79	-0.01	35	35	35	35	+0.00
1605	Renault T.P.	1600	1600	+0.20	Compt.	1600	1600	1600	0.00	432	432	432	432	-0.01	79	79	79	79	-0.01	35	35	35	35	+0.00
1605	Renault T.P.	1600	1600	+0.20	Compt.	1600	1600	1600	0.00	432	432	432	432	-0.01	79	79	79	79	-0.01	35	35	35	35	+0.00
1605	Renault T.P.	1600	1600	+0.20	Compt.	1600	1600	1600	0.00	432	432	432	432	-0.01	79	79	79	79	-0.01	35	35	35	35	+0.00
1605	Renault T.P.	1600	1600	+0.20	Compt.	1600	1600	1600	0.00	432	432	432	432	-0.01	79	79	79	79	-0.01	35	35	35	35	+0.00
1605	Renault T.P.	1600	1600	+0.20	Compt.	1600	1600	1600	0.00	432	432	432	432	-0.01	79	79	79	79	-0.01	35	35	35	35	+0.00
1605	Renault T.P.	1600	1600	+0.20	Compt.	1600	1600	1600	0.00	432	432	432	432	-0.01	79	79	79	79	-0.01	35	35	35	35	+0.00
1605	Renault T.P.	1600	1600	+0.20	Compt.	1600	1600	1600	0.00	432	432	432	432	-0.01	79	79	79	79	-0.01	35	35	35	35	+0.00
1605	Renault T.P.	1600	1600	+0.20	Compt.	1600	1600	1600	0.00	432	432	432	432	-0.01	79	79	79	79	-0.01	35	35	35	35	+0.00
1605	Renault T.P.	1600	1600	+0.20	Compt.	1600	1600	1600	0.00	432	432	432	432	-0.01	79	79	79	79	-0.01	35	35	35	35	+0.00
1605	Renault T.P.	1600	1600	+0.20	Compt.	1600	1600	1600	0.00	432	432	432	432	-0.01	79	79	79	79	-0.01	35	35	35	35	+0.00
1605	Renault T.P.	1600	1600	+0.20	Compt.	1600	1600	1600	0.00	432	432	432	432	-0.01	79	79	79	79	-0.01	35	35	35	35	+0.00
1605	Renault T.P.	1600	1600	+0.20	Compt.	1600	1600	1600	0.00	432	432	432	432	-0.01	79	79	79	79	-0.01	35	35	35	35	+0.00
1605	Renault T.P.	1600	1600	+0.20	Compt.	1600	1600	1600	0.00	432	432	432	432	-0.01	79	79	79	79	-0.01	35	35	35	35	+0.00
1605	Renault T.P.	1600	1600	+0.20	Compt.	1600	1600	1600	0.00	432	432	432	432	-0.01	79	79	79	79	-0.01	35	35	35	35	+0.00
1605	Renault T.P.	1600	1600	+0.20	Compt.	1600	1600	1600	0.00	432	432	432	432	-0.01	79	79	79	79	-0.01	35	35	35	35	+0.00
1605	Renault T.P.	1600	1600	+0.20	Compt.	1600	1600	1600	0.00	432	432	432	432	-0.01	79	79	79	79	-0.01	35	35	35	35	+0.00
1605	Renault T.P.	1600	1600	+0.20	Compt.	1600	1600	1600	0.00	432	432	432	432	-0.01	79	79	79	79	-0.01	35	35	35	35	+0.00
1605	Renault T.P.	1600																						







# Le Monde

Après l'annonce de mesures exceptionnelles en faveur de la banane

## Le calme est revenu aux Antilles

Le calme est revenu, jeudi 26 novembre, à la Martinique, après l'annonce par le ministre DOM-TOM, M. Louis Le Penec, de mesures destinées à contrôler les importations de bananes du Cameroun et de Côte-d'Ivoire.

M. Louis Le Penec, ministre DOM-TOM, a annoncé que la France avait transmis à la Commission de Bruxelles, jeudi 26 novembre, une demande d'application de la clause de sauvegarde de la convention de Lomé. L'encontre des bananes importées du Cameroun et de Côte-d'Ivoire, cette mesure, a indiqué M. Le Penec, est une demande d'application de l'article 115 du traité de Rome, qui interdit l'importation sans transit, par un Etat membre de la CEE, de bananes du Cameroun et de Côte-d'Ivoire, et devrait être mise en œuvre dans les trois jours.

M. Le Penec a également annoncé des subventions excep-

tionnelles en faveur des planteurs de bananes. Une enveloppe de 100 millions de francs de subvention, doit permettre aux planteurs de faire face à leurs difficultés financières (L...), et d'autre part, une enveloppe de 10 millions de francs bonifiés sera destinée aux planteurs de bananes de Côte-d'Ivoire.

Interrogé à l'Assemblée nationale au cours de la séance du 26 novembre, M. Le Penec a renouvelé ses engagements devant les députés. Il a affirmé que « l'adoption de l'organisation communautaire de marché et l'objectif prioritaire de l'exportation française d'ici la fin de l'année ». « Quel qu'il arrive le 1<sup>er</sup> janvier 1993, a ajouté M. Le Penec, la banane antillaise ne sera pas livrée à la concurrence sauvage de la banane d'ailleurs ».

### Les planteurs

Ces mesures de soutien à la production de bananes de la DOM-TOM, M. Alain Césaire, député (app. M. Le Penec), maire de Fort-de-France, s'est dit « très satisfait » du dispositif arrêté par le

gouvernement qui reconnaît ainsi « le bien-fondé de la démarche des planteurs », a déclaré M. Césaire. Les députés de la Guadeloupe, M. Dominique Larifa (PS), président du conseil général, et Lucette Michaux-Chevry (RPR), présidente du conseil régional, ont salué le dispositif de l'engagement du gouvernement. « Ce dispositif paraît très intéressant pour protéger la production française », a observé Michaux-Chevry.

Les députés de M. Le Penec, rattachés en direct dans les Antilles, semblent également avoir satisfait les planteurs de bananes, qui ont levé leurs barrières jeudi après-midi à la Guadeloupe et à la Martinique. A l'appel de la coordination des planteurs, l'accès au port et à la zone industrielle de Pointe-à-Pitre, bloqué depuis l'ouverture du trafic aérien, a été repris. A la Martinique, le porte-parole de la coordination agricole, Frantz Anestine, a réjoui des « avancées fondamentales » que représentent les mesures gouvernementales. La coordination a également mis en œuvre l'occupation de l'aéroport de Lamentin.

Une enquête ouverte sur les exportations de sang en 1985

## M. Alain Mérieux a été entendu par le SRPJ de Lyon

LYON

de notre bureau régional

M. Alain Mérieux, président de l'Institut Mérieux, a été entendu, jeudi 26 novembre, par le service régional de police judiciaire (SRPJ) de Lyon, dans le cadre d'une enquête préliminaire ouverte par le parquet de Lyon, sur instruction de la chancellerie. L'ouverture de cette enquête fait suite à des cas de contamination par le virus du sida signalés par plusieurs pays, dont la Tunisie. M. Mérieux, qui a fourni aux policiers des documents concernant l'exportation jusqu'en 1985 par son institut de sang potentiellement contaminé, a quitté l'hôtel de police à 19 h 30, au terme d'un long entretien.

An Mérieux, directeur de la révélation par le Monde daté du 14-21 novembre du fait que M. Mérieux avait poursuivi l'exportation de produits sanguins non chauffés jusqu'en novembre 1985 dans onze pays, la direction régionale des affaires sanitaires et sociales, qui assure le suivi de l'entreprise au titre de la direction de la pharmacie au ministère de la santé, a aussitôt commencé à enquêter, en recueillant les documents remontant à cette

époque. Dans quelques semaines, la liste des contrôles effectués par le service régional de police judiciaire sera de réactions particulières.

Après s'être longuement expliqué, M. Alain Mérieux, président de l'Institut Mérieux, a déclaré, en s'abstenant de commenter la tournure diplomatique et judiciaire prise par l'enquête, que les produits sanguins non chauffés fournis par le laboratoire français. Cette déclaration a été faite dans une plainte déposée par le SRPJ auprès du procureur.

Au siège de Mérieux, on confirme les faits et précise que M. Mérieux, répondant à une commande d'urgence, a répondu aux demandes de fourniture le 23 novembre 1985 (1). Ce jour-là, pour le traitement des hémophiles, a été fabriqué à partir du sang acheté auprès de l'Institut Mérieux, l'Alliance, agréée par le Food and Drug Administration, qu'aucun indice ne prouve, indique-t-on à l'Institut, la livraison d'une aussi faible quantité est bel et bien à l'origine de la contamination.

Ce n'est pas la Tunisie, incontestablement l'origine de l'exportation de sang, a déclaré M. Mérieux, qui a été vice-président (RPR) du conseil régional, arrivé à Alger, mardi 24 et mercredi 25 novembre, à la tête d'une délégation de l'Institut Mérieux d'entreprise de l'Alger.

ROBERT BELLERET et MICHEL DELBERGHE

(1) Selon les chiffres fournis par l'Institut, 4 000 flacons de facteur VIII ont été livrés en 1985 à l'Institut Mérieux, 1 100 à l'Arabie saoudite, 1 100 à l'Espagne, 300 à la Libye et 300 à l'Italie et 30 à la Tunisie, ainsi qu'à l'Argentine.

A la conférence de Vienne

## Le bras de fer entre l'Iran et l'Arabie saoudite bloque tout accord à l'OPEP

Vienne

de notre envoyé spécial

Pour rétablir les marchés internationaux et faire grimper le prix du brut, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) veut-elle revenir à la production par pays? Sur ce principe, les quinze pays de l'Organisation, qui devaient se retrouver vendredi 27 novembre, à Vienne, se sont déjà séparés. Seul un retour

à une certaine discipline, des quotas, comme ils existaient avant la guerre du Golfe, en août 1990, peut faire remonter le prix du pétrole, qui a perdu près de 10 % depuis le 1<sup>er</sup> octobre. Mais, rien n'est tangible sur le point de la réunion de Vienne, de l'après-midi encore davantage.

Encore faut-il s'entendre sur le plafond global de production et, plus difficile encore, sur sa distribution entre les membres de

l'OPEP. C'est là que le bras de fer se joue. L'Iran et l'Arabie saoudite. Ce sont les deux plus importants producteurs de brut de l'OPEP. Et l'Irak étant en jeu provisoirement, les deux puissances régionales adverses au Moyen-Orient.

Les Iraniens cherchent à obtenir leur profit : une baisse substantielle de la production saoudienne. Les Saoudiens, eux, veulent le retour en force de l'Iran sur la scène pétrolière. Dans ce contexte, le ministre iranien du pétrole, M. Akbar Aghazadeh, a déclaré, à l'issue de la conférence, de revenir au plafond de production d'avant la guerre du Golfe (22,5 millions de barils par jour). La production actuelle de l'OPEP est estimée au minimum à 25 millions. Cette solution, qui aurait dopé le prix à un niveau acceptable pour l'Irak, à l'époque, le quota de l'Arabie saoudite est fixé à 5,4 millions de barils/jour. Or, aujourd'hui, les Saoudiens produisent 8,5 millions et se refusent à tout sacrifice d'importance.

### Un improbable compromis

Les discussions devaient reprendre vendredi au comité de Vienne. Un consensus existe parmi les Iraniens, qui ont proposé un quota - rebaptisé à Vienne « allocation provisoire » - de 3,3 à 3,4 millions de barils/jour, réclament, au minimum, 3,9 millions de barils/jour. Le chiffre correspond, en Iran, à la capacité de production.

Excessive (la capacité réelle de production de l'Iran dépasse les 3,6 millions de barils/jour), la requête iranienne bloque les négociations. Riyad, de son côté, a proposé une « allocation provisoire » de 9,1 millions de barils/jour. Du coup, impossible de s'entendre. L'objectif est de 24,8 millions. D'autant que le Koweït, qui vient de rejoindre le niveau de production d'avant la guerre du Golfe (1,5 million de barils par jour) ne peut pas d'un coup passer à 1,7 million.

La recherche d'un improbable compromis, la réunion pourrait s'achever sans succès. Un accord pourrait être conclu auquel ne s'associerait pas l'Iran.

avec un habillage spécial pour donner satisfaction au Koweït. L'autre hypothèse est que tous les pays membres s'entendent sur un plafond de production mais sans se répartir de quotas individuels. Dans tous les cas, la sanction du marché risque d'être négative.

JEAN-PIERRE TUQUOI

## Alors que le déficit de l'agence se résorbe La succession du président de l'AFP est ouverte

Le président de l'Agence France Presse (AFP), M. Charles Moisy, a réuni jeudi 26 novembre son conseil d'administration (patrons de presse, représentants des pouvoirs publics et du personnel) afin de présenter les résultats financiers de l'agence et d'évoquer son départ.

L'AFP a entré en 1990 dans un plan de modernisation quadriennal. S'est traduit par une extension de ses correspondants, notamment en Europe centrale, une réduction des effectifs (2 015 personnes en 1990, 1 980 aujourd'hui), des investissements informatiques (140 millions de francs en quatre ans) et l'adaptation à la gestion.

Le déficit de l'AFP se résorbe progressivement : de 36 millions de francs en 1991, pour un chiffre de 965 millions, il devrait s'établir à 10 millions en 1992 pour un chiffre d'affaires de 1,065 milliard. En 1993, le déficit prévu est de 18 millions de francs, pour plus de 1 milliard de chiffre d'affaires.

Moisy, soixante-cinq ans, nommé par le conseil d'administration de l'AFP le 26 janvier 1989 pour trois ans, a indiqué qu'il solliciterait un mandat. Parmi les personnalités les plus fréquemment citées pour lui succéder figurent M. Montanier, conseiller du président commun France 2-France 3, Lionel Fleury, actuel directeur général de l'agence, et Daniel Verne, directeur des relations internationales du Monde, puis Philippe Gustin, directeur régional « Amérique », l'agence, et Pierre Jeantet, actuel directeur général d'Eurexpansion.

Y.-M. L.

## Mort de la pianiste Henriette Puig-Roget

La pianiste, organiste et pédagogue Henriette Puig-Roget est morte mardi 23 novembre à son domicile parisien. Elle était âgée de quatre-vingt-deux ans.

[Née à Bastia en 1910, Henriette Puig-Roget fut, dès ses études au Conservatoire de Paris, une musicienne polyvalente, travaillant le piano avec l'idée de Philippe, l'harmonie chez Noël Gallon, l'histoire de la musique chez Maurice Emmanuel, l'orgue chez Marcel Dupré, la musique de chambre chez Charles Tomassi. En 1934, elle obtint le poste d'organiste de l'Oratoire du Louvre, tout en continuant à partir de 1931 la

tribune de la Grande Synagogue de Paris. Parallèlement, elle forma une génération d'accompagnateurs, créa des revues de compositeurs, fut à la radio, comme Barrand, Rosenthal, Pierné, Le Flon. En 1930, elle avait la critique des Préludes de piano à l'Opéra, entre 1937 et 1940 puis de 1945 à 1957, elle se consacra à l'enseignement, à l'Université de Tokyo, Le Japon, à l'Oratoire du Louvre, à la Légion d'honneur et officier des Arts et Lettres.]

A. R.

Ancien directeur du cabinet de M. Georgina Dufoux

## M. Michel Gagneux est inculpé de corruption par le juge Renaud Van Ruymbeke

M. Michel Gagneux a été inculpé vendredi matin 27 novembre, à Rennes par le juge Renaud Van Ruymbeke de corruption et recel d'abus de biens sociaux, et laissé en liberté. Ancien directeur du cabinet de M. Georgina Dufoux, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale de 1984 à 1986, M. Gagneux est le premier inculpé dans le dossier par les accusations de l'industriel nantais René Trager selon lesquelles des commissions occultes auraient été reversées à l'entourage de M. Dufoux, dans le cadre de mises en le marché d'appareils de radiologie lourde (scanners et IRMN). Ces accusations avaient conduit le magistrat rennais à rendre la semaine dernière en Suisse, à Lausanne, durant trois jours, pour une série de perquisitions dans des établissements financiers (le Monde du 21 novembre). Des documents découverts à cette occasion semblent avoir confirmé les accusations de M. Trager.

Contre une convention collective « alternative »

## La grève des transports publics très suivie en province

Les transports publics étaient perturbés, vendredi 27 novembre, dans plusieurs villes de France à la suite du mot d'ordre de grève de 24 heures lancé par l'ensemble des fédérations du secteur (CGT, CFDT, FO, CFTC, CFE-CGC et FNCR-autonomes). Selon la CGT, cinquante-deux réseaux de transports urbains de voyageurs devaient être touchés par un arrêt de travail. Dans la matinée, à Marseille, le métro était assuré à 80 %, en revanche seul un bus sur quatre circulait. A Lyon, Bordeaux, Grenoble, Toulouse et Lille, la grève était suivie quasiment 100 %. A Saint-Etienne en revanche, la société de transport de l'agglomération stéphanoise ne notait aucune perturbation.

A Toulouse, 47 bus sur 365 roulaient. Les organisations syndicales protestent contre un projet de convention collective alternative de l'Union des transports publics (UTP) qui regroupe les gestionnaires de réseaux. La convention collective, qui concerne près de 40 000 salariés, dont 70 % de conducteurs, a vieilli et ne répond plus aux nécessités de gestion des réseaux, estime l'UTP. A une évolution de carrière fondée sur l'ancienneté, l'UTP veut substituer une logique de promotion en fonction des compétences et propose de substituer une prime de bon déroulement à la prime d'ancienneté.

## M. Alain Madelin invité du « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Alain Madelin, député d'Ille-et-Vilaine, vice-président de l'UDF et du Parti républicain, sera l'invité de l'émission « Le grand jury RTL-le Monde », dimanche 29 novembre, à 18 h 30 et 19 h 30.

M. Madelin, qui a été vice-président de la commission des questions constitutionnelles, et d'André Passeron du Monde, et Jean-Yves Hollinger et Paul Joly de RTL, et étant dirigé par Henri Marquet.

### SOMMAIRE

#### COURRIER

Médecins : halte à l'hallali ; la voix des victimes...

#### ÉTRANGER

la visite de M. M... ; Angola : accord de cessez-le-feu ; Madagascar : M. R... ; par le ministre de l'oppo... ; Allemagne : le gouvernement a... ; République d'Irlande : déficit cul-... ; de la Flans Fall...

#### ESPACE EUROPÉEN

Beatrix-Ruud Lubbers : le couple ; Un couple avec M. Hans van den Broek ; Le grand écart entre le... ; Les paradoxes de la traversée de l'Europe ; par Luc Soete...

#### POLITIQUE

Le débat sur la négociation du GATT ; Le Sénat rejette le projet de loi finances pour 1993 ; Les suites de l'affaire du sang contaminé...

#### SOCIÉTÉ

Justice : le « tir au jugé » de Roger Maillard ; Voile : la Vendée Globe fait une nouvelle victime ; Automobile : formule 1 et... ; L'histoire de la... ; Sortez de là...

#### CULTURE

Musiques : Armide ; Lully au... ; Champs-Élysées...

Arts : Crucifixions au Musée Picasso ; Théâtre : les Acteurs de bonne foi à Aubervilliers...

#### ÉCONOMIE

La création d'une chaîne éducative ; La CCF va prendre 12,5 % du capital de la banque Hervet ; Le débat sur le compromis agricole de Washington ; 22 et 23 ; Après des fuites sur l'entrée d'eff dans la SPEP, le COS ouvre une enquête...

#### SANS VISA

Le M... ; Le trésor de M... ; Valéry le... ; Mésopotamie ; Mont Germain ; Tables : coup de fée...

#### Services

Abonnements ; Annonces classées ; Carnet ; Jeux ; Loto, Tiro-tac ; Marchés financiers ; 24 et 25 ; Météorologie ; Philatélie ; Radio-télévision ; Spectacles ; Week-end

La télématique du Monde : 36 15 LEMONDE ; 36 15 LM

Le numéro de « Le Monde » daté 27 novembre 1992 a été tiré à 122 exemplaires.

Demain dans le Monde

### « Heures locales » : Disney fait peur

L'Union n'est plus au bon voisinage Euro Disney et les communes sur lesquelles elle a installé ses activités. Les élus reprochent à la société américaine d'abandonner les investissements économiques. Également au sommaire de ce supplément de huit pages : un dossier sur la voiture électrique en ville et une enquête à Mécon dans la série « Cités ».

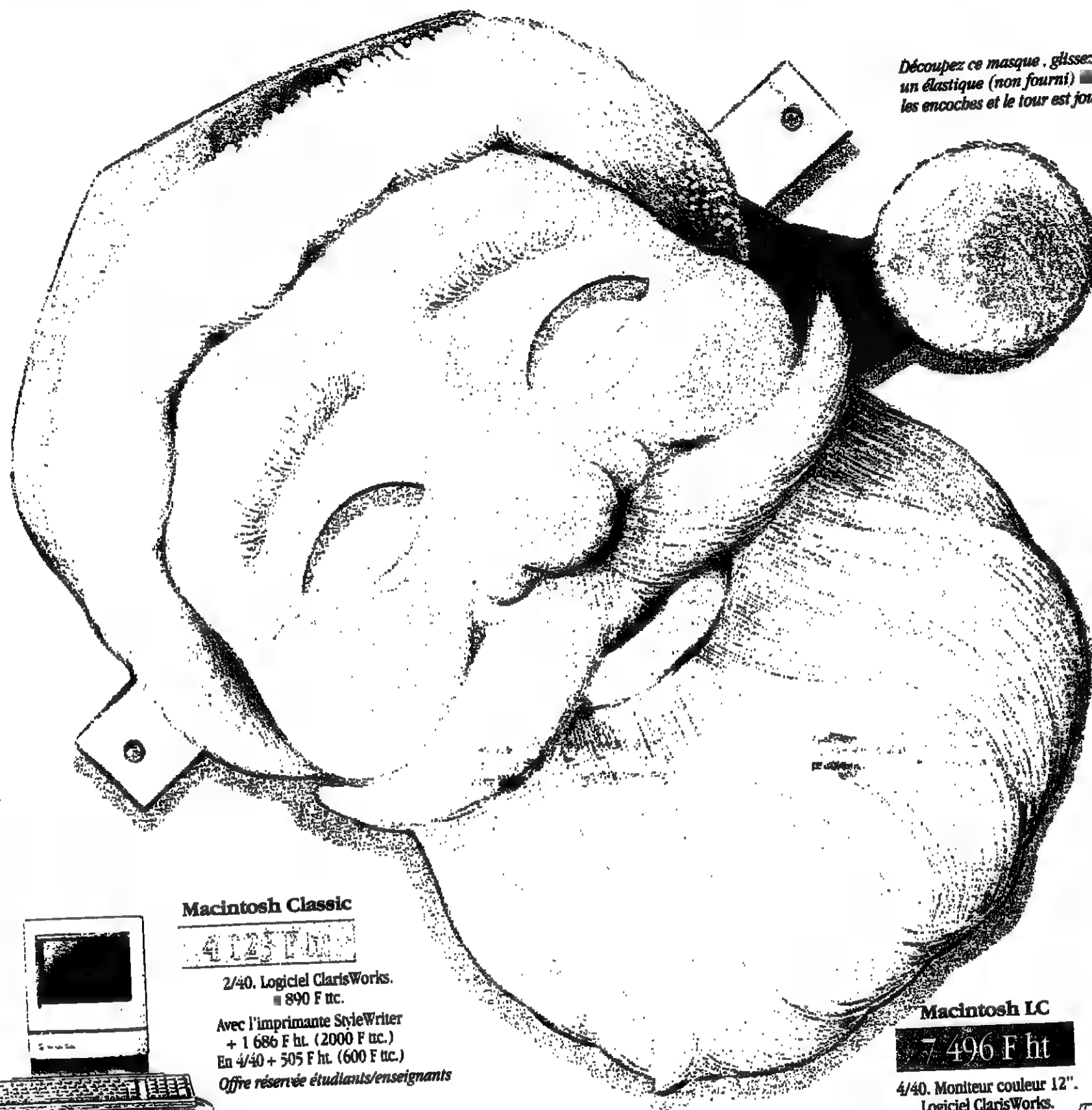
**PASSAGES**  
11 POPULATIONS EN DANGER DE MORT  
Avec Médecins Sans Frontières : Le cri d'alarme de Braunman et J.-C. Rufin  
vente en kiosque 30 F

Depuis 1894  
DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT  
avec la garantie d'un grand maître tailleur  
A qualité égale, nous sommes les plus bon.  
**LEGRAND Tailleur**  
27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra  
Téléphone : 47-42-70-61.  
Du lundi au samedi de 10 h à 19 h

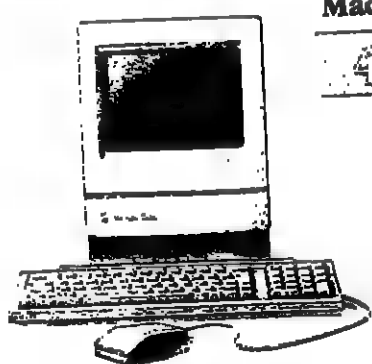
**La Source Sûre**  
Le fichier de toutes les entreprises françaises et leurs établissements.  
Une contribution essentielle pour réussir toutes vos opérations de marketing.  
La référence de l'INSEE  
DOCUMENTATION GRATUITE :  
INSEE - Bureau 208 M - Pimard 75675 Paris Cedex 14



Grâce à cet ingénieux subterfuge,  
profitez vous aussi des prix IC réservés au Père Noël.



Découpez ce masque, glissez  
un élastique (non fourni) dans  
les encoches et le tour est joué.



#### Macintosh Classic

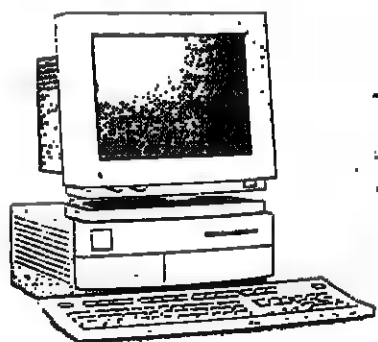
4 125 F ht.

2/40. Logiciel ClarisWorks.  
■ 890 F ht.

Avec l'imprimante StyleWriter  
+ 1 686 F ht. (2000 F ht.)

En 4/40 + 505 F ht. (600 F ht.)

Offre réservée étudiants/enseignants



#### Macintosh II vx

21 300 F ht.

4/80. Moniteur couleur 13".  
Clavier étendu. 24 78" F ht.



#### Macintosh II si

13 490 F ht.

5/40. Moniteur couleur 14".  
Clavier étendu. 15 999 F ht.

Chez IC, c'est Noël tous les jours ■  
encore plus ■ Noël. Vous ■ jusqu'au 24 décembre  
pour profiter de ■ prix exceptionnels.  
Mais pas sur n'importe quoi: tous ■ produits  
sont garantis d'origine Apple France.

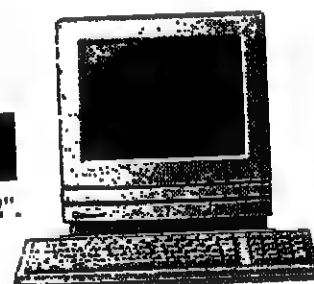


Entre Apple et vous il y a IC.

#### Macintosh LC

7 496 F ht.

4/40. Moniteur couleur 12".  
Logiciel ClarisWorks.  
8 890 F ht.



#### Macintosh II ci

17 990 F ht.

5/80. Moniteur couleur 14".  
Clavier étendu. 21 336 F  
Configuration en 5/230.  
19 900 F ht. ■ 700 F ht.



#### PowerBook 160

13 490 F ht.

4/40. 15 999 F ht.



APPLE CENTER IC BEAUBOURG 26 RUE DU RENARD 75004 PARIS (1) 42 72 26 26 • APPLE CENTER IC VENDÔME 21 PLACE VENDÔME 75001 PARIS (1) 42 86 90 90 • APPLE CENTER IC-  
MICRO VALLEY 7-11 RUE SAINTE LUCIE 75015 PARIS (1) 58 00 00 • APPLE CENTER ■ MARSEILLE 94 AVENUE DU PRADO 13008 MARSEILLE 91 37 25 03 • IC AIX EN PROVENCE 33 BD  
DE LA RÉPUBLIQUE 13100 AIX EN PROVENCE 42 ■ 38 ■ • APPLE CENTER IC TOULOUSE 25 ■ OZENNE 31000 TOULOUSE 64 25 62 32 • APPLE CENTER IC  
NANTES 3 ALLÉE DES TANNEURS COURS DES ■ OTAGES 44000 NANTES 40 47 ■ 62 • APPLE CENTER IC LYON 47 COURS DE LA LIBERTÉ 69003 LYON 78 62 38 38

هاتف امين الوطن



# S A N S V I S A

## Remous sur le Nil

Le Nil s'est récemment taché de sang à la suite d'attentats commis contre des touristes par de jeunes musulmans décidés, par leurs actions, à déstabiliser le régime en place, le « régime impie ». Ces violences inquiètent les Égyptiens, qui savent que le tourisme est aujourd'hui la première industrie du pays.



Louror. Au siège de la police, l'apparition d'un étranger était un accident qui étonnait.

**«M**AUDIT solo-tu, Carter! Tu es non seulement profane, mais tu es aussi l'Égypte néophylie. C'est la liberté qui régnait au pharaon du haut de la Barque de RA, il y a maintenant...

C'est en effet le 26 novembre 1991 que Howard Carter a découvert la tombe de Toutankhamon, une découverte en partie responsable de l'engouement pour l'Égypte, qui attire des millions de touristes. Une découverte qui a peut-être provoqué la légendaire vaine recherche des pharaons morts qui a conduit au bonheur de leurs descendants.

Le touriste a en effet défrayé le canal de Suez et le pétrole. C'est aujourd'hui la première industrie d'Égypte avec des recettes qui ont dépassé de juin 1991 à juin 1992 les 3 milliards de dollars. Une industrie qui...

près d'un million de personnes réparties entre les cinquante-cinq mille chambres d'hôtel, les deux cents bateaux de croisière, les agences de voyages, les milliers de taxis, les milliers de boutiques, les milliers d'échoppes, les boutiques, les bazars, les comptoirs des restaurants, les boutiques des musiciens, les boutiques des vendeurs de cartes postales, les boutiques de reproductions de papyrus. Tout un monde auquel il faut ajouter un million de personnes occupées dans les usines à produire meubles, sanitaires, rideaux, moquettes, etc., et dans les ateliers à créer des tableaux qui ornent les chambres des cinq-étoiles. Plus de deux millions de personnes, une main-d'œuvre de quinze millions. La famille égyptienne comptant cinq personnes, c'est donc plus de dix millions d'Égyptiens qui doivent leur pain quotidien - quand ce n'est pas le gîte - aux millions de touristes qui ont envahi la vallée du Nil en 1991-1992.

Quel écho peut-on en tirer? L'assassinat d'un policier à 500 F par mois, un copte issu d'une minorité habituelle à courber l'échine en attendant que la tempête passe? C'est à ce moment qu'un ancien ministre converti à l'islamisme radical a eu un trait de génie. Il a écrit dans l'hebdomadaire d'opposition qu'il dirige que la tourisme était « haram » (contraire à l'islam). C'était un séisme où le tourisme battait tous les records avec des hôtels pleins à plus de 100 %. La fatwa (avis de jurisprudence islamique) n'est pas venue de l'oreille d'un sourd, et pour la première fois de l'histoire de l'Égypte moderne les touristes ont été déconseillés.

De jamaïque va, même au siècle dernier quand l'apparition d'un étranger est un accident qui étonne (1). En 1907, l'Anglais Hall écrivait dans la onzième édition de *Handbook for Egypt and the Sudan*: « Les Européens ne doivent éprouver aucune crainte (...) en règle générale, ils ne sont traités avec politesse et bonhomie, à l'exception d'une ou deux places qui ont mauvaise réputation, comme Abydos (...). Quand ceci est le cas, c'est dû à l'influence de la mauvaise influence de cheikhs stupides et fanatiques. [Mais] une violence réelle ne doit pas être appréhendée. » Quatre-vingt-cinq ans plus tard la violence est au rendez-vous. C'est justement à quelques kilomètres au sud d'Abydos, dans la ville de Qena (600 kilomètres au sud du Caire) que s'est déroulé, le 11 novembre, le dernier attentat perpétré par des jeunes musulmans fanatiques. Des touristes allemands ont été blessés par balles. Quelques semaines auparavant, une touriste anglaise avait été tuée et deux autres blessées à la suite d'un attentat islamiste de l'Égypte (330 kilomètres au sud du Caire) en trois tentatives successives à Port-Saïd.

Des violences liées d'autant plus au mal de l'Égypte moderne qu'il a acquis depuis des décennies la

réputation d'être un pays dangereux pour les voyageurs étrangers. Hérodote, le premier grand voyageur de l'histoire, en témoigne comme d'ailleurs Strabon, qui s'inscrit en faux dans son « géographie » à l'égard de vers de l'odyssée « tant de fois cités ». « Aller en Égypte, voyage long et pénible! » Selon le voyageur qui a visité l'Égypte entre 25 et 20 avant J.-C., Héraklès a été victime du fait que la plupart des renseignements sur les contrées occidentales de la terre sont si peu dignes de foi. Strabon ne s'est pas empêché de faire du voyage en Égypte et, à Thèbes (Louxor), il a visité avec une nombreuse cohorte la tombe des Rois et les tombeaux de Memnon, défigurés quelques années auparavant par un violent tremblement de terre, afin d'entendre « les pierres qui chantent ». Ces colosses étaient dévastés, mais aujourd'hui, un site touristique attire les Grecs et les Romains. L'empereur Hadrien a fait le voyage et il a écrit: « En 1862 ans (novembre 130), Julia Domna, la poétesse qui l'accompagnait, a écrit quatre épigrammes sur le socle d'un des colosses. Si ceux-ci tombèrent à peu près l'oubli, c'est la cause d'un touriste, l'empereur Septime Sévère, qui, visitant à la fin du II<sup>e</sup> siècle, décida de les restaurer. Depuis lors, les colosses ne chantent plus au lever du jour.

L'Égypte n'est pas un pays à visiter, c'est un pays à découvrir. C'est pourquoi elle est devenue une véritable énigme pour les voyageurs du monde. Le besoin créant l'objet, le premier guide de l'Égypte apparaît à Paris. C'est celui du Marseillais Riffaud, intitulé *Tableaux de l'Égypte, de la Nubie et des lieux circonvoisins, ou itinéraire à l'usage des voyageurs qui visitent les contrées*.

C'était l'époque héroïque où l'Égypte était une contrée qu'on ne peut parcourir qu'en caravane. Les touristes d'alors s'armaient de fusils et se faisaient accompagner de janissaires. La tente munie de moustiquaires, les marmittes et le feu de camp étaient des objets de convoitise à des touristes issus de

l'aristocratie et de la grande bourgeoisie. Pour s'offrir un voyage sur le Nil, il fallait un effet d'appoint d'énormes moyens. Si le papier à dessin et la gomme coûtaient moins cher que les caméscopes, les boussoles, sextants, télescopes, baromètres étaient des objets de luxe. Il fallait non plus oublier piques, pelles, et la touriste, à défaut de pouvoir aller au bord de la piscine, tuait le temps durant son voyage en dahabeya, qui durait deux à trois mois, en fouillant les sites. Pour ce faire, il fallait aussi se munir de présents, de l'horloge ou de l'orgue de Barbarie pour le pacha, au moment de la visite, et un petit livre, « Un impôt benévole » ne pas confondre avec « un pot-de-vin » précise un des guides de l'époque.

L'accoutrement indolent lui aussi petite fortune. Voici la description qu'en faisait en 1891 Théophile Gautier, dans sa qualité

d'envoyé spécial du *Journal officiel*, à l'occasion de l'inauguration du canal de Suez: « Casque à double fond en toile blanche ornée et piquée, un quartier de rabat-tant à la nuque (...); comme si tout cela suffisait, un voile bleu (...) s'enroulait en turban autour de ce casque (...). Grand défilé de lunettes bleues (...). Gilet de Nankin ou de soie écru à boutons fantaisie. Sanglées par de larges ceintures de laine rouge, les pantalons bouffants enroulés dans des guêtres de cuir jusqu'aux genoux. »

De notre correspondant **Alain Baccianti**  
Lire la suite page 31

(1) Cité dans *Comment on visitait l'Égypte* de Nil: les « guides » de l'Égypte, d'Oleg Vokouf. Le Caire, IFAO.

### AU SOMMAIRE



**Terrils,**  
Le Mont Germain ..... p. 36  
**Paul Valéry,**  
le Sétis ..... p. 32  
**Dimanche**  
en Mésopotamie ..... p. 33  
**Tables,**  
coup de fêles ..... p. 33

Écoutez (p. 30) • Télex (p. 30)  
Jeux (p. 34) • Table (p. 35)

On comprend, dans ces conditions, pourquoi la situation des touristes préoccupe une bonne partie, sinon la majorité, des Égyptiens. L'homme de la rue, quel que soit son métier, n'a pas oublié la « catastrophe » de la guerre du Golfe. Tout le monde avait ressenti le contrecoup de l'arrêt quasi total du tourisme. Les usines avaient dû réduire leur production, les taxis tournaient à vide, les vendeurs passaient le plus clair de leur temps à chasser les mouches, ceux qui travaillaient dans les hôtels avaient vu leur revenu diminuer des deux tiers, quand ils n'avaient pas simplement licenciés. Nul ne peut plus connaître ces « jours noirs » de vaches maigres. Nul, sauf les maximalistes musulmans.

Pour les « barbus », la paralysie morale du tourisme préoccupe une bonne partie, sinon la majorité, des Égyptiens. L'homme de la rue, quel que soit son métier, n'a pas oublié la « catastrophe » de la guerre du Golfe. Tout le monde avait ressenti le contrecoup de l'arrêt quasi total du tourisme. Les usines avaient dû réduire leur production, les taxis tournaient à vide, les vendeurs passaient le plus clair de leur temps à chasser les mouches, ceux qui travaillaient dans les hôtels avaient vu leur revenu diminuer des deux tiers, quand ils n'avaient pas simplement licenciés. Nul ne peut plus connaître ces « jours noirs » de vaches maigres. Nul, sauf les maximalistes musulmans.

### CROISIÈRES CHANDRIS

**Vacances d'Hiver ? Où partez-vous ?**  
**ANTILLES ? FLORIDE ? JAMAÏQUE ?**  
**MEXIQUE ? VENEZUELA ?**

Quel que soit votre choix, le soleil des Caraïbes vous y attend... à des prix très... très... très... compétitifs (taxe : à partir de 11 135 F, au départ de Paris) pour des croisières de 8, 11 et 12 jours d'île en île, de plage en plage, sur la mer bleue et chaude des Caraïbes, sous le signe de la fête, de la fantaisie et de la découverte.

**OFFRE SPECIALE - 10 %**  
sur les croisières à bord de... Meridien... 12/12/92

Sous votre engagement de... part, demandez nos brochures 93  
CROISIÈRES CHANDRIS - Lic 175521 - 35 rue Etienne Marcel 75001 Paris  
Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
CP & Ville : \_\_\_\_\_







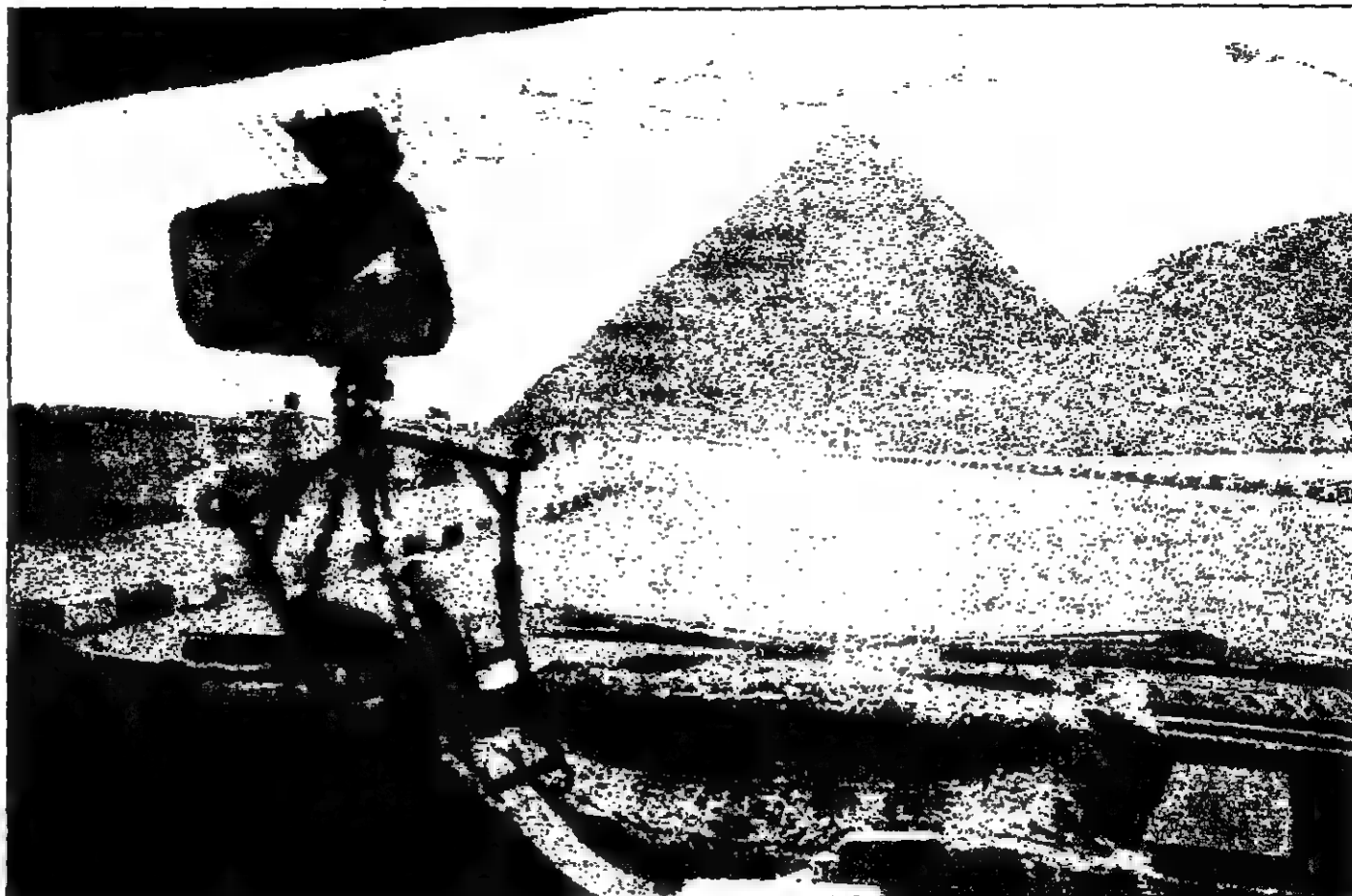
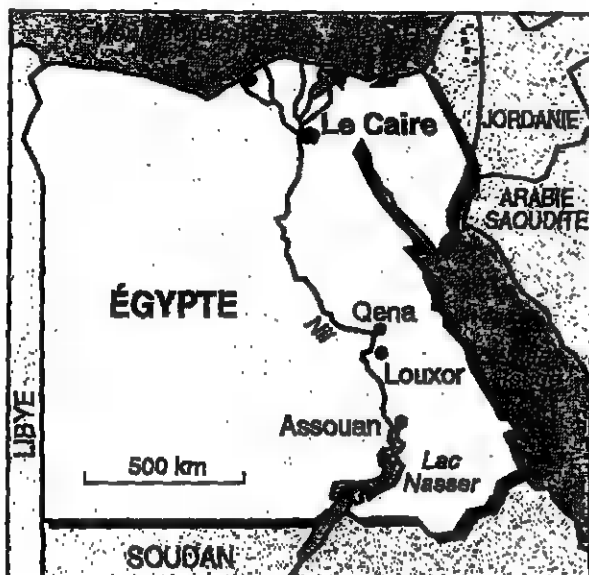
Je t'aime

## Remous sur le Nil

Suite de la page 29

Les femmes portaient le même casque, les mêmes robes froufrouantes, leurs cache-poux et leurs jupons. Le tout était

Nil est resté identique à son état. Les congés payés et l'absence de l'aviation ont permis aux foules de se réunir depuis la découverte de Carter du défilé sur la vallée. C'est



La pyramide de Chéops.

surmonté d'une tour munit de projecteurs et de ventilateurs pour voir le paysage.

Mais cet attirail n'a pas découragé les Chateaubriand, les Gérard de Nerval, les Flaubert, les Marianne Du Camp et autres Pierre Loti, mais oublier l'Isen, l'impératrice Eugénie, l'empereur d'Autriche, le duc d'Aoste et d'autres ducs couronnés.

Mais si le tourisme commençait à déclinier, l'industrie avec la construction des hôtels Shepard en 1851, la Milla House cinq ans plus tard, la

la fin des années 30, Le Caire dispose de son premier Hilton. Les palaces étaient comme l'Isis et l'Osiris font leur apparition sur le Nil dans les années 40. Mais le

flux touristique n'est pas resté sans tensions politiques avec l'Occident. De la guerre de 1967 à celle de 1973, les hôtels n'ont quasiment vides. Mais, en 1975, il faut « bacheliers » pour trouver une chambre d'hôtel. Depuis lors, malgré quelques bus (assassinat de Sadat en octobre 1981, les conscripts de la police

en février 1982 la guerre du Golfe), l'industrie touristique est plus florissante que jamais en saison.

La récupération du Sinaï en 1982 ainsi que le développement d'Houhghada sur la mer Rouge ont apporté à l'Égypte une nouvelle forme de tourisme vivant entre mer et soleil. C'est la raison pour laquelle les Gaulois, longtemps les plus nombreux des touristes, ont été dépassés par les Allemands (249.000 touristes allemands et 2,1 millions de nuitées,

contre 181.000 Français en 1991-1992). Cet apport de touristes nordiques a d'ailleurs transformé Houhghada qui, de petite ville de pêcheurs, est devenue la Cannes de la mer Rouge, « la ville de Chaynan (le démon) » et à la fornication, selon les islamistes affolés par la vue de tant de corps nus (les seins nus sont interdits dans toute l'Égypte).

A défaut de satisfaire les éros, les islamistes ne sont pas sur

thanatos. Mais si les islamistes ont vu les touristes avec un vif intérêt, le gouvernement a déçu la force apparente des islamistes aux yeux des Occidentaux, ils ont coupé de la plupart des Égyptiens. Mais des personnalités religieuses proches des Frères musulmans ont condamné les islamistes et ont condamné la fatwa du grand mufti d'Égypte selon laquelle le tourisme était parfaitement conforme aux préceptes islamiques.

Ce cheik modéré est allé jusqu'à affirmer qu'on n'a pas le

droit d'agresser des voyageurs, même s'ils viennent de pays où il y a une guerre. Parallèlement aux discours religieux, le gouvernement a sorti le jour un des dizaines de maximalistes musulmans présumés soient arrêtés. « Ce n'est pas » estiment certains professionnels du tourisme qui préfèrent « perdre une saison plutôt que de perdre le pays ».

De notre correspondant  
Alexandre Buccianti

**Paris-Cancun.**  
**A des prix qui réchauffent le Dieu-Soleil.**

**5960 F\***  
Un vrai prix pour découvrir la mer turquoise des Caraïbes Mexicaines et les dieux Mayas.

\*Prix à partir de 5960 F comprenant:  
- Le vol sans escale Paris/Cancun/Paris en Boeing 767 AéroMexico et 6 nuits en hôtel 3 étoiles à Cancun, en chambre double.

Contactez-nous:  
AéroMexico, 10, rue de l'Odéon, 75006 Paris.  
Tél. 42-94-02-25.

**aeromexico**

**NOMADE**  
RANDONNÉES & DÉCOUVERTES  
AUX 4 COINS DU MONDE

**UNE SEMAINE EN FLORIDE**  
à partir de 5 910 F\*  
- PARIS/ORLANDO/PARIS.  
- Une location de location.  
- Une location de villa.  
\* Prix basé sur 2 personnes minimum.

**CONTACTOUR**  
30, rue de Richelieu, 75001 PARIS.  
Tél. : (1) 42-94-02-25.

Livres anciens sur les  
**PROVINCES DE FRANCE**  
Catalogues par Provinces  
Librairie GUENEGAUD  
10, rue de l'Odéon  
75006 Paris  
Tél. : 42-26-07-81.

**SKITIME**

**Valais**

3 **EVOLÈNE REGION**  
Arolla/Evolène/  
Les Haudères/La Sage  
1941 27 83 33 33

7 **Täsch**  
1941 28 67 16 89

9 **LES 4 VALLÉES**  
La Tzoumaz/  
Mayens de Riddes  
1941 27 86 18 51

10 **Nendaz**  
1941 27 88 14 44

11 **Verbier**  
1941 26 31 62 22

12 **Veysonnaz**  
1941 27 27 10 53

**Suisse**

Valais  
s.v.p. m'adresser la documentation des stations:  
N° \_\_\_\_\_  
☐ Prospectus général hiver  
☐ Forfaitaires 92/93  
☐ Autres prospectus.

Nom \_\_\_\_\_  
Prénom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_

A retourner à  
Union Valaisanne du Tourisme  
Rue Pre-Flaurin II  
CH-1951 Sion  
Tél. 1941 27 23 31 61  
Fax 1941 27 23 15 72







مكتبة الأحرار

## Dimanche en Mésopotamie

**A** l'approche du troisième millénaire, le Français jouit de cent quarante jours de congés par an, dimanches inclus - les Chinois dans le même laps de temps ne disposent que de soixante-dix jours fériés - et il considère cette situation comme l'une de ses principales conquêtes modernes.

Cependant, à la fin de l'Ancien Régime, les sujets de Sa Majesté Très-Chrétienne ne savaient déjà de travailler que vingt-huit jours par an, soit pratiquement autant que les compatriotes du président Bill Clinton. C'est la Révolution, une fois les Capétiens mis au Temple, qui fit tomber à trente-six journées annuelles les vacances des sans-culottes. Il ne faut donc pas s'étonner du prompt assassinat de la Première République... Le retour au calendrier grégorien ne fit pas peu pour la popularité de Napoléon Bonaparte, d'ailleurs bientôt petit-neveu de Louis XVI par son mariage avec Marie-Louise d'Autriche.

Les bolcheviks, plus tard, devaient eux aussi commettre la même bêtise en réduisant considérablement les jours de congé - il est vrai généralement non rémunérés, comme dans le royaume des lys - de l'âge tsariste. Il y avait eu, c'est vrai, des abus, par exemple dans ces régions comportant des orthodoxes et des catholiques et où on vivait sous le système festif des deux calendriers, avec quelque deux cents jours chômés sur trois-cent-soixante-cinq. Staline établit une sorte de juste milieu en fixant à soixante-deux le nombre des jours chômés.

L'abondance de distractions coïnciderait-elle avec les fins de règne ou de civilisation? Les Romains, à l'époque de la grandeur d'Auguste, n'avaient l'autorisation de se reposer que soixante-six fois par an, à peu près comme les Chinois de 1992; le Bas Empire laissa ses ressortissants vaguer à leurs plaisirs cent soixante-quinze jours par an... *Panem et circenses* plus souvent encore que pour nous!

On va de découverte en étonnement dans le livre du Polono-Ecossais Witold Rybczynski (actuellement professeur d'architecture à Montréal), *Histoire du week-end*. On croyait quasiment tout devoir, en ce domaine, à la Bible où le Père éternel lui-même se reposa le septième jour de la Genèse et au Front populaire et ses «congés payés». Witold Rybczynski nous prouve que, sous les pharaons d'avant l'ère biblique proprement dite, «le travail était interdit en Égypte soixante-dix jours par an» et que les calendriers de Sumer, de Babylone et d'Assyrie, probables inventeurs de l'année divisée en douze mois, comportaient, chaque pleine lune, un jour de halte, le *chabattu* (*shabbat* selon la graphie anglo-saxonne).

L'auteur estime, non sans quelque vraisemblance, que les Israélites, lors de leur exil entre Tigre et Euphrate, au sixième siècle avant Jésus-Christ, y adoptèrent le *chabattu* - *shabbat* en hébreu; *sabbat* en français dès le douzième siècle - «jour d'observance religieuse pendant lequel tout travail est interdit». La peine capitale fut prévue pour «les profanateurs du sabbat» mais le Messie n'en eut cure et commit des miracles ce jour-là, manifestant ainsi sa volonté de rompre avec le judaïsme. Les juifs avaient d'autre part trouvé, au pays des Jardins suspendus, la croyance dans les vertus magiques du chiffre sept.

En notre siècle, le jeune Etat hébreu, instauré en Palestine en 1948, se montra réticent à l'égard du week-end de quarante-huit heures, craignant qu'il ne dévalorisât le sabbat, jour sacré... et ne fomentât l'inflation! Aujourd'hui encore, l'armée, les écoles et nombre d'entreprises israéliennes fonctionnent six jours sur sept et la semaine obligatoire de cinq jours est surtout réclamée par les juifs orthodoxes, lesquels pensent qu'une seconde journée vide canaliserait les activités profanes au profit du respect du *shabbat*.

Quant aux premiers chrétiens, ils situèrent la résurrection de Jésus un lendemain de sabbat, le dimanche, dès lors «jour de Dieu». L'Antiquité avait déjà fixé à cette date la



celebration du Soleil, et les fidèles de Mithra - le mithraïsme, foi ensuite disparue, venue de Perse et qui fit courir durant des siècles des millions d'hommes - étaient également le dimanche. Quant aux hindous, c'est sans relation avec les cultes du Proche-Orient qu'ils ont choisi, dans la nuit des temps, le dimanche comme pause, car «la fête de la semaine» étant chez eux réputée moment défavorable, on préférait s'abstenir d'action durant ces vingt-quatre heures. En Occident, c'est à l'empereur Constantin le Grand que revient, en 321, de décréter le dimanche férié - sauf pour les paysans... La Chine attendit 1911 pour se rallier, dernière grande nation à le faire, à la semaine de sept jours débutant par un dimanche inactif.

Notre chercheur polono-britannico-canadien ne s'est pas contenté de reconstituer l'interminable filiation historique et religieuse du dimanche, du week-end, des fêtes carillonnées, des vacances d'été. Il s'est également penché sur les occupations humaines des moments de liberté, depuis l'immémorial combat d'ours ou de coqs jusqu'au roman feuilleton inventé sous Louis-Philippe, par Emile de Girardin et Honoré de Balzac et bien sûr précurseur du feuilleton télévisé.

Longtemps les animaux furent les victimes toutes désignées des distractions de l'humanité: les hommes agissaient, les femmes regardaient, quitte à faire semblant de cacher leur émotion dans un mouchoir. Si enclins à présent à fustiger les corridors d'Espagne et de

notre Midi - où elles ne furent introduites que sous le Second Empire, pour complaire à l'Espagnole Eugénie qui, parait-il, s'en fichait... - ou les chasses à la palombe en Aquitaine, les Anglais eurent jusqu'au siècle passé leur Saint-Firmin, à Stamford et autres localités, où on jetait un infortuné taureau du haut d'un pont avant de le repêcher pour l'achever.

APRÈS nous avoir montré la naissance officielle du terme *week-end* - alors *week-end* en un seul mot, dans un texte anglais de 1879 - Witold Rybczynski nous entraîne sur les traces de *hobby* - «poney» au Moyen Âge. Les Anglais n'ont que ce mot, les Français ont le choix entre le populaire «dada» et le huppé «violon d'Ingres». Aussi disent-ils de plus en plus souvent «hobby», y compris désormais, selon un usage américain, dans leur *curriculum vitae*.

En conclusion, l'auteur d'*Histoire du week-end* nous invite, nous les gens de la «civilisation des loisirs», à un peu plus de modestie: non seulement, de Fabre d'Eglantine à Lénine, nous n'avons inventé que des calendriers anti-vacances mais encore nous grignotons maintenant, au profit du commerce, le sacro-saint repos dominical, appliquant d'ailleurs la sans le savoir un vieux conseil de Voltaire: «Si vous voulez détruire la religion chrétienne, supprimez le dimanche!» La dite religion n'était plus très vaillante mais le jour de la messe, à défaut de faire église comble, survenait intact. Verra-t-on un jour le week-end sans dimanche?

Jean-Pierre Péroncel-Hugoz  
► *Histoire du week-end*, de Witold Rybczynski. Liana Levi, collection «Histoire». Traduit de l'anglais par Claude Bonafant. Avec index et 10 pages de bibliographie. 230 p., 140 F.



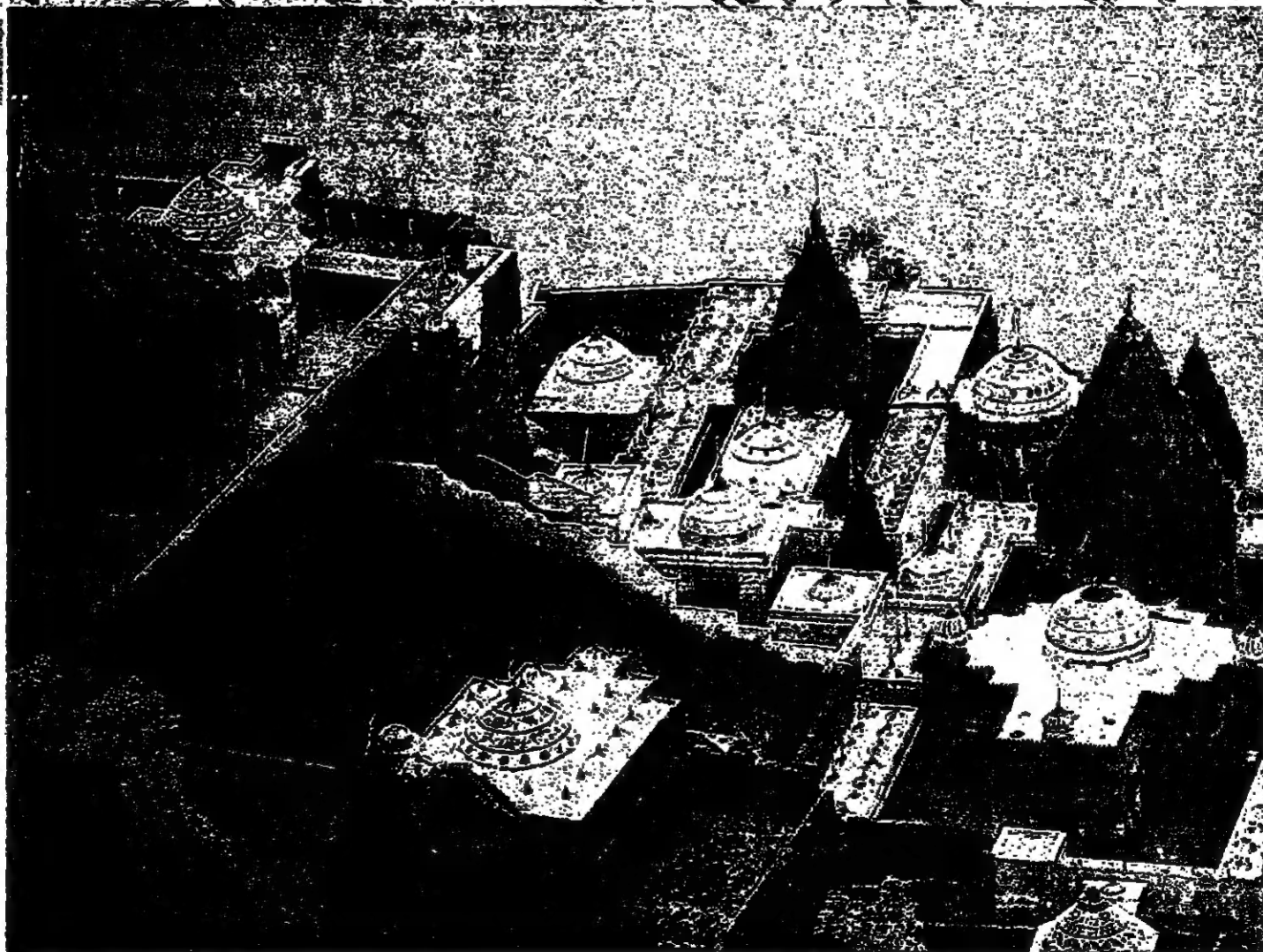
Sur les collines de Girnar et Palitana se dressent des temples d'une beauté envoûtante. Mais l'Ouest de l'Inde recèle d'autres trésors.

Dans la réserve naturelle de Gir vivent les derniers lions d'Asie, mais aussi des panthères, des cerfs et des hyènes.

Les grottes d'Ajantâ et d'Ellorâ abritent des peintures et des sculptures d'une qualité artistique incomparable.

Pour un séjour balnéaire, le littoral de Goa vous offre des kilomètres de plages dorées. Et partout en Inde, vous recevrez le même accueil chaleureux.

Le Nord, le Sud, l'Est et l'Ouest: l'Inde est pleine de trésors. Partez à leur découverte!



Temples jains, Mont Girnar.

## Trésors de l'Ouest

Veuillez m'envoyer votre nouvelle brochure.

Nom: \_\_\_\_\_

Adresse: \_\_\_\_\_

## India

Office National Indien de Tourisme  
8, bd. de la Madeleine, 75009 Paris  
Tél. 1 42 65 83 86 Fax 1 42 65 01 16. Minitel 3615 INDE







سنة 1415

SANS VISA  
TABLE

# Coup

La bûche de Noël (la «casse de Noël»), comme on dit en Berry) a tenu grand-pace dans nos campagnes et chez nos aînés : en Poitou, elle brûlait dans l'âtre jusqu'au lendemain, enfumant une potée de châtaignes. En Bourgogne, elle devait durer plusieurs jours et le grand-père tenait le tisonnier : plus il en jaillissait d'étincelles, plus l'an suivant serait riche en perles. En Provence (c'était un vieux tronc d'olivier), le « maître » emplissait à ras bord une coupe de son meilleur vin, y trempait ses lèvres, faisait boire toute la maisonnée, puis en aspergeait le foyer par trois fois.

C'était, vous l'avez compris, une vraie bûche. La bûche-pâtisserie de nos Noël d'aujourd'hui, de géniole et de crème au beurre chocolatée, est de création récente : après la guerre de 1870, nous dit le Larousse gastronomique. Et due sans doute à l'imaginaire d'un pâtissier parisien originaire du terroir.

Rien n'empêche de terminer un repas de fête de fin d'année par cette bûche-moka (arrivée d'un champagne rosé par fantaisie plutôt que par nécessité). Encore faudrait-il qu'elle soit fraîche et de qualité!

En province, sans doute avez-vous déjà « repéré » votre bon pâtissier. A Paris aussi, où il y a des « classiques ». Un gourmand m'assure que la bûche de Noël, au café, chez Stohrer rivalise avec celle de Bernachon à Lyon. Ce sera, en même temps, une promenade historique que celle du 31, rue Montorgueil, où, en l'an 1730, fut fondée la maison par un M. Stohrer qui, venu de Lunéville, avait en quelque sorte vu naître la-bas le bébé de Stanislas Leszczyński et le laissa dans la capitale (tél. : 42-33-38-20).

Autres délices de ces jours, les chocolats et les marrons glacés. Le chocolat a partout de fidèles serviteurs (qui nous consolent du tout-venant!). Si vous ne pouvez vous adresser à l'incontesté Bernachon (42, cours F.-Roosevelt à Lyon; tél. : 74-52-20-98), notez, entre autres, à Paris, Christian Constant (26, rue du Bac et 37, rue d'Assas; tél. : 47-03-30-00 et 45-48-45-51), qui a lancé le «bitter plus» (chocolat non sucré apprécié des vrais amateurs). Ainsi que Jean-Paul Hévin (3, rue Vavin; tél. : 43-34-09-35), considéré par Constant comme le meilleur chocolatier de sa jeune génération.

Noël à la maison? L'hôteesse étalait son menu «autour d'un plat chaud», c'est-à-dire un seul plat chaud cuisiné (lui permettant ainsi de n'avoir point à surveiller la cuisine et de rester près de ses invités). Les entrées froides ne manquent pas, sans même aborder les coûteuses altitudes du caviar et de la truffe (acheter celle-ci non brochée et la servir à la «croque-au-sel», une merveille!), voire du bonard froid mayonnaise (un vrai bonard breton, bien sûr, et non point cette chose surgelée venue d'ailleurs!).

Il y a les huîtres. Il y a le saumon fumé. A ce sujet, signalons une fois de plus le coffret «Tour du monde» (saumons sauvages d'Alaska et du Sud, d'élevage de Norvège, Ecosse et Irlande, tout frais fumés par Le Monde du Saumon (27, rue Yves-Kermén à Boulogne-Billancourt; tél. : 46-09-02-28). En moins onéreux encore mais satisfaisant en amuse-gueule, le tarama (émulsion d'œufs de cabillaud fumés, accompagné de blinis que vous pourrez, pour la qualité, commander à Blini (8, villa Potier; tél. : 47-34-60-09).

Le foie gras? Si vous le pouvez - et savez - faire vous-mêmes, assurez-vous qu'il soit authentiquement des Landes ou du Périgord et non d'importation, comme celui de trop de marques commerciales.

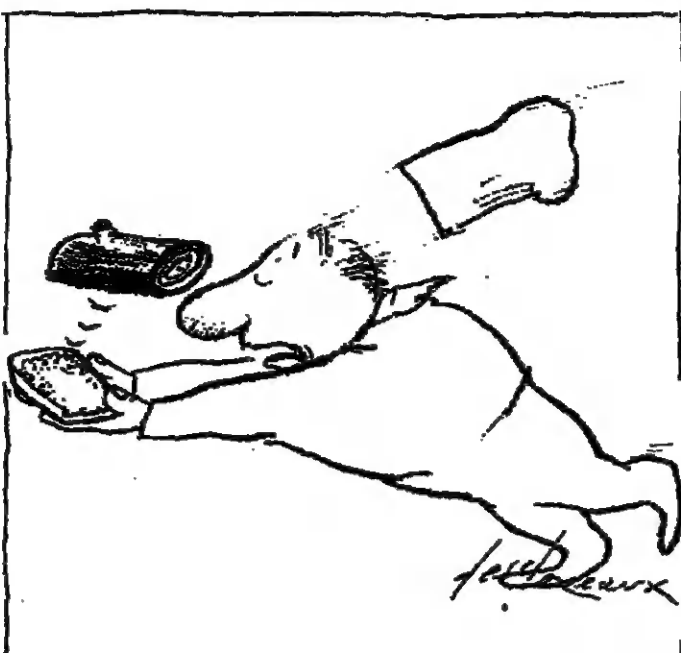
Et notez que nombre de bons restaurants, à l'occasion des fêtes de fin d'année, vendent à emporter du foie gras de leur préparation, comme, entre autres, à Paris, Roger Lamazère (à présent 12, avenue Rapp; tél. : 47-05-91-17) ou Christian Massia (Restaurant du Marché, 59, rue de Dantzig; tél. : 48-28-31-55).

La «pièce» chaude du repas pourrait être un chapon de Bresse. Un vrai comme par exemple ceux du Bel Viandier (25, rue du Vieux-Colombier; tél. : 45-48-57-83). Voir un simple gigot autour duquel «le cercle de famille applaudit à grands cris». Ou un des derniers gibiers (chevreuil, marcassin). A moins que vous n'ayez opté pour la «mer chaude» (homard à la crème, coulbiac de saumon). Mais surtout que le repas se passe sans embûches jusqu'à la bûche!

Restent les vins d'accompagnement. Contentez-vous sagement de deux, un blanc et un rouge, le champagne du dessert qu'on peut boire aussi en apéritif, pour «accueillir la fête».

Vous pourrez vous renseigner chez les «classiques» du métier : Lucien Legrand (à la retraite mais remplacé par sa fille Françoise), 1, rue de la Banque; tél. : 42-60-07-12, aux Caves Taillevent, dont le nom seul est de bon augure (190, rue du Faubourg-Saint-Honoré; tél. : 45-61-14-09), Pétrissans (30 bis, avenue Niel; tél. : 42-27-52-03), le «Petit Café» de Tristan Bernard, et pour y découvrir le champagne de Chigny-les-Roses. Et aussi l'éternel Verger de la Madeleine (4, boulevard Malesherbes; tél. : 42-65-51-99), où vous trouverez tous les millésimes à fêter à l'instant du vin de Maestricht, Europe oblige! Bien d'autres encore à Paris comme en province, et chez qui «le vin parle»!

La fête au restaurant? C'est ce



que devraient être (cantines exceptées) tous les repas pris au restaurant, que ce soit un simple mais vrai «bistrot» ou une grande maison renommée. Certains d'entre eux proposent pour les réveillons des menus. En situation, comme on dit au théâtre. Ce sera à vous de juger, d'abord, sur le menu proposé, la pièce à laquelle vous assisterez ce soir-là. De l'ambiance «jazzy» de l'Arbut (25, rue de Buci; tél. : 44-41-14-14) à la Saint-Sylvestre (116, boulevard Pereire; tél. : 43-80-88-68), le menu basque (680 F) se terminera par un sorbet pamplemousse à l'izarra. Au Toit de Passy (94, avenue Paul-Doumer; tél. : 45-24-55-37), le grand menu est à 650 F. A l'Orée du Bois (porte Maillot; tél. : 46-24-78-04), si dans les grandes salles du premier le réveillon-apéritif (1 300 F vin compris) entoure tout un programme, les «copains» de Jacques Collard préféreront l'intimité ambiante du réveillon rez-de-chaussée (500 F). Tandis que Chez Laurent (41, avenue Gabriel; tél. : 42-25-00-39), il vous faudra compter 1 500 F (sans les vins) pour un menu tardif (21 heures), qui sera aussi la fête du caviar...

C'est, on le voit, généralement pour la Saint-Sylvestre que les restaurants recherchent le menu tentateur. Au Pavillon des Princes (69, avenue de la Porte d'Autueil; tél. : 47-43-15-15), rajouté et où Patrick Lepêtre a pris les pianos bien en main, le menu, des spécialités pleine mer en chaud-froid, du foie gras en beignets soufflés, des saint-jacques en corail d'oursins, etc., jusqu'à l'entremets Saint-Sylvestre au chocolat, coûtera 600 F. A la table de Pierre (116, boulevard Pereire; tél. : 43-80-88-68), le menu basque (680 F) se terminera par un sorbet pamplemousse à l'izarra. Au Toit de Passy (94, avenue Paul-Doumer; tél. : 45-24-55-37), le grand menu est à 650 F. A l'Orée du Bois (porte Maillot; tél. : 46-24-78-04), si dans les grandes salles du premier le réveillon-apéritif (1 300 F vin compris) entoure tout un programme, les «copains» de Jacques Collard préféreront l'intimité ambiante du réveillon rez-de-chaussée (500 F). Tandis que Chez Laurent (41, avenue Gabriel; tél. : 42-25-00-39), il vous faudra compter 1 500 F (sans les vins) pour un menu tardif (21 heures), qui sera aussi la fête du caviar...

Bien d'autres restaurants organi-

# de fêtes

seront leurs fêtes : renseignez-vous. C'est ainsi que Le Diamant rose, à La Colle-sur-Loup (tél. : 93-32-82-20), propose, avant d'inaugurer 1993 avec son réveillon (790 F), un «menu enfant» à 200 F pour celui du 25 décembre.

Il est aussi permis de rêver! Que pensez-vous de ce menu : huîtres de Marennes, consommé en tasse, filets de sole Maxim's, boudins blanc et noir purée de pommes, chaud-froid de volaille, salade mimosa à la mandarine glacée, bûche de Noël et fruits... Le tout pour... 25 F! Mais c'était le réveillon «fin de siècle», en 1893, chez Maxim's!

Les fêtes peuvent être aussi l'occasion d'un cadeau «imprimé». Les

ouvrages de recettes sont trop nombreux aujourd'hui, mais du moins je puis vous en recommander deux, indispensables : les *Légumes de mon moulin*, par Roger Vergé, dont la cuisine en son *Moulin de Mougins* est ce que l'on sait (Flammarion éd.), et, chez Robert Laffont, *Vin-rols, la cuisine de l'émotion*, de Claude Peyrot, le plus inspiré des cuisiniers actuels. C'est, là, du solide.

Pour ceux qui apprécient les ouvrages luxueux à la mode, citons aussi la *Table des doges et Promenades gourmandes à Bruxelles* (Casterman éd.), la *Riviera*, d'Alain Ducasse (Albin Michel), et le *Val de Loire*, de Jacques-Louis Delpal (Nathan). Avec, enfin, une *Histoire du whisky*, chez Flammarion. Mais c'est en relisant la vie de César Ritz (vieux bouquin retrouvé sur les quais) que j'ai pensé aux réveillons du grand palace de la place Vendôme. Celui de Noël (1 000 F sans les vins) se terminera par une bûche aux divers parfums. Celui de la Saint-Sylvestre (ou plutôt ceux) passe de 1 800 F au *Ritz Club* à 2 300 F à l'*Esplanade*, et à 2 700 F à la piscine. Bon appétit quand même!

La Reynière

## Aux quatre coins de France

**CHAMPAGNES**  
**SANGER & VAUBECOURT**  
Lycée Vitirole - 51190 AVIZE  
Prestige - Millésimes - Rosé  
Blanc de Blancs - Brut - Demi-sec  
Tarif sur demande.  
Tél. : 26-57-79-79.  
Visite des caves sur rendez-vous.

**CHAMPAGNES**  
**BRUT MULLÉRE ROSÉ**  
Propriété R. M. Dubois P. & F.  
Les Alanchamps - 51480 Venteuil.  
Tél. : 26-58-48-57. Fax : 26-58-43-46.  
Vieilles en foudre de chêne.  
«Cuvée Le REDEMPTEUR» brut 1985.  
Tarif sur demande, visite/rendez-vous.  
Reich, exportateur CEE.

**NOE L'ANTIQUAIRE DU VIN**  
vous propose dans son magasin  
un choix «unique» de vins Anciens  
ET DE COLLECTION  
un choix «unique»  
de tous les grands crus classés  
pour toutes vos fêtes et réceptions  
Prix exceptionnels  
12, rue Malher, 75007 Paris  
Tél. : 45-50-29-79. Fax : 45-50-29-87.

**CIDRIERS**  
**BOUILLEURS AMBULANTS**  
Se déplacent dans le Loiret  
l'Eure-et-Loir, l'Essonne,  
la Seine-et-Marne, les Yvelines.  
**DAMAY**  
Tél. : (16) 38-34-10-82.  
«L'abus d'alcool est dangereux pour la santé, consommez avec modération.»

## VACANCES-VOYAGES

### HÔTELS

**Côte d'Azur**  
**NICE**  
**HÔTEL VICTORIA\*\*\***  
33, boulevard Victor-Hugo  
06000 NICE - Tél. : 93-88-39-60.  
Plein centre-ville, calme.  
Petit parking, grand jardin,  
chambres TV couleur, câble.  
Téléphone direct, minibar.

**Côte basque**  
**HÔTEL DE CHIBERTA**  
ET DU GOLF\*\*\*NN  
(3 km de Biarritz)  
La «forme» de l'océan  
et le calme de la forêt de pins  
Séjour en chambres et meublé  
hôtels, jardin (tél. direct, TV Canal +).  
HIVER 92/93

**EN FORMULE HÔTEL :**  
Forfait 7 nuits et petits déj.  
+ 8 «golfes en liberté» (Chiberta  
Biarritz-Hossegor-La Nivelle  
Seignosse-Arcachon). Prix par pers.  
en ch. double : à partir de 2 775 F.  
**SPECIAL NOËL** (même prestation) :  
du 26-12-92 au 4-1-93 :  
3 350 F par personne.  
**EN FORMULE RÉSIDENCE-HÔTEL :**  
Séjour semaine  
pour 1 ou 2 personnes : 1 575 F.  
Supplément Taxis :  
Aux Thermes Marins de Biarritz  
à partir de 1 700 F (seu.).

**Service de plateaux-repas, le soir.**  
Navette Thermes Marins.  
104, boulevard des Plages,  
64600 ANGLET  
Tél. Réserv. : 59-52-16-16.  
Fax : 59-52-11-23.

**Montagne**  
**05400 CEÛZE**  
(Station familiale des Hautes-Alpes  
à 20 km de GAP)  
**HÔTEL GAILLARD\*\***  
Plein centre-ville, calme.  
au pied des pistes de ski, 34 chambres  
avec bains, w.c., téléphone direct.  
Cuisine de qualité.  
Pension complète de 230 F à 270 F par jour.  
Réduction enfants.  
Tél. : 92-57-80-42.

**05350 MOLINES-EN-QUEYRAS**  
**HTES-ALPES - STATION VILLAGE**  
A 5 km de Saint-Véran  
**HÔTEL LE CHAMOIS\*\***  
LOGIS DE FRANCE  
Soleil, calme, toutes possibilités de ski.  
Tél. : 92-45-83-71.  
Fax : 92-45-80-58.

**Paris**  
**SORBONNE**  
**HÔTEL DIANA\*\***  
73, rue Saint-Jacques.  
Chambres avec bains, w.c.  
Tél. direct, TV couleur, De 300 F à 450 F  
Fax : 46-34-24-30.  
Tél. : 43-54-92-55.

**Suisse**  
**LEYSIN (Alpes Vaudaises)**  
**HÔTEL LE GRAND CHALET\*\*\***  
pour vos sports d'hiver  
Demi-pension, dès 76 FS (env. 295 FF)  
Tél. 19-41/23/34-11-36.  
Fax 19-41/23/34-16-14.  
CH-1854 Leysin.

## Semaine gourmande

### L'Olivier

Écris L'Olivier, mais, lorsque paraîtront ces lignes, ce sera sans doute L'Hoedle (du nom de l'île bretonne face à Quiberon). Et parce que le nouveau chef-patron, Marcel Goareguer, entend bien «afficher» sa bretonnante origine (n'est-il pas le fils de L'Argous?). Donc, s'il faut quelques mois pour obtenir changement d'enseigne, il ne lui a fallu que d'arriver, dans ce cadre tout neuf et charmant, pour apporter l'air marin d'une cuisine d'exception. Cadre agréable donc, à quelques mètres de la porte de Versailles, service féminin et cuisine de qualité (terroir de thon à la crème citronnée, civet de petits-gris et artichauts en persillade, sauté de lotte fleur de thym, ragout d'huîtres au champagne sur blanc de cabillaud poché, parmentier de raie, escalope de saumon à l'oseille (les chefs ne se gênent point de copier leurs aînés, mais, ici, c'est avec l'autorisation des Troisgros que

Goareguer prépare ce plat, et Pierre Troisgros sera de mon avis : à le «tester», il est aussi savoureux qu'à Roanne!). Et aussi l'andouillette AAAAA de Duval au cidre avec sa crêpe de sarrasin et un «giboyé» d'agneau jus de truffes. Remarquable foie gras «maison» et bons desserts (pommes «bigouden», pruneaux au thé et caramel au cidre). Carte des vins aux prix modérés (un château cabizac du Frontonais à 85 F). Carte des cafés arabica (moulu à la commande). Un menu déjeuner (choix d'entrées, plat, fromage ou dessert à 155 F) et dîner (choix d'entrées, plat, fromage, dessert, café et «douceur», à 250 F. A la carte, compter 300 à 350 F.

► L'Olivier, 22, rue Ernest-Renan, Issy-les-Moulineaux 92130; tél. : 40-93-42-00. Fermé samedi midi et dimanche. Selon 20 couverts, CB - DC - AE.

### Le Petit Salé

Guida est revenue! Il y a à quelques années, elle ouvrait ce Petit Salé, véritable bistrot «de bonne bouffe», puis elle avait, je crois, mis en gerance, et la qualité n'y était plus. Mais Guida est revenue, dans un cadre embelli mais toujours familial, avec ses plats du jour (pot-au-feu, blanquette, brandade) et quotidiennement classiques (petit salé tentilles, cassoulet, tartare, andouillette AAAAA (de chez Duval, bien sûr!). Entrées «en situation», desserts adéquats (mousse au chocolat, crème brûlée, tatin) et petits vins «au compteur», c'est-à-dire selon ce que vous aurez bu de la bouteille à 90 F. C'est simple, bon enfant, généreux et «sympa». Comptez 150-200 F.

► Le Petit Salé, 99, avenue des Ternes, Paris 17<sup>e</sup>; tél. : 45-74-10-57. Tous les jours. Parking : Méridien. CB - DC - AE.

### Sud-Ouest et Cie

On se souvient peut-être du Globe d'Or, ce modeste bistrot de

la rue Saint-Honoré, dédié par Gérard Costiaux à la cuisine du Sud-Ouest. Le voici désormais dans la première partie du boulevard du Montparnasse, où les restaurants ne manquent certes point. Il n'empêche, celui-là trouve vite le succès, grâce à cette cuisine de l'aimable chef-patron (carpaccio de canard aux herbes, gâteaux de canards confits, foie gras, salade landaise, marbré de canard au foie gras, cassoulet de Castelnaudary, confit «maison», magret au miel, au poivre noir, quercynoise ou bordelaise, civet de «manchons» aux pâtes fraîches... avant les gourmandises). Mais surtout, grâce à sa formule : choix d'une des entrées, puis des plats ci-dessus, gourmandise et café avec l'apéritif maison et une dentonnette d'un vin de la-bas, le Cocumont. Tout cela pour 175 F net. Bon, original, copieux et amical!

► Sud-Ouest et Cie, 39, boulevard du Montparnasse, Paris 6<sup>e</sup>. Tél. : 42-84-35-35. Tous les jours. Parking : Montparnasse. AE - DC - CB.

### Relais des gardes

Ici ce n'est pas l'emplacement (à deux pas de la forêt) qui a changé, mais la direction. M<sup>me</sup> Oudina a cédé son restaurant à son maître d'hôtel, M. Mouna, homme de métier. C'est dire que la cuisine reste égale, signée de J.-C. Cabagot, avec un menu à 190 F (entrée : et ce sera peut-être la gelée de queue de bœuf, bien succulente!), poisson ou viande (du cabillaud rôti au sauté de rognon de veau aux pommes), fromage et dessert (dont le babà au rhum cher à notre enfance!). Belle cave, dont un saint-nicolas-de-bourgueil à 95 F. A la carte, compter 350, à 400 F.

► Le relais des gardes, 42, avenue du Général-Gaillard, Moudon (92190). Tél. : 45-34-71-79. Fermé samedi et dimanche soir. Parking, avenue du Château. AE - DC - CB.

Au cœur de St-Germain-des-Près!  
De 12 h à 3 h du matin.  
**L'ARBUCI**  
Autisme et Autisme  
25 rue de Buci - 6<sup>e</sup>  
Tél. : 44-41-14-14  
JAZZ CLUB - JUSQU'À L'AUBE

**Le Svbarte**  
Saint-Germain-des-Près  
Maison du XVI<sup>e</sup> siècle  
Cuisine traditionnelle  
SOIRÉE JAZZ en fin de semaine  
6, rue du Sabot (6<sup>e</sup>)  
42-22-21-56

**La Taverne**  
L'Ambassade d'Alsace  
des grands boulevards.  
24 Bd des Italiens, Paris 9<sup>e</sup>  
Tél. : 47.70.16.64





Aux journalistes venus de Paris enquêter sur la catastrophe de Courrières, en 1906, qui leur demandaient comment écrire « terris », les mineurs répondirent : « Comme fusils ! » L'orthographe est restée. La plupart des terrils aussi, symboles de l'épopée minière, comme celui de la fosse Renard, le paysage de Germinial.



« Nous n'avons plus honte de notre passé minier. Si nous laissons disparaître les terrils, nous n'aurons plus rien de cette fois. »

ZOLA, qui travaillait à la préparation de *Germinial*, accourut dans le Valenciennais à l'annonce de la grande grève de 1884. « Pays superbe pour le cadre de mon bouquin », consigna-t-il dans ses carnets. Accompagné du député des lieux, Alfred Giard, une connaissance, dont il se fit passer pour le secrétaire, et sur qui il compte pour mener son enquête, il se rend à la fosse Renard (- 675 mètres), à Denain, pour une descente au fond. On possède encore le billet, en date du 25 février 1884, signé du directeur général de la Compagnie d'Anzin, un certain de Forcade, par lequel « Monsieur Emile Zola est autorisé à visiter au fond et à la surface les établissements de la Compagnie ».

Le voici dans la « salle des pendus ». On lui a fait revêtir la chemise, puis la « culotte » (la culotte), on l'a coiffé du « béguin bleu » et de la barrette. Le « chapeau de cuir dur ». Puis il est allé chercher la lampe, et il est entré dans la cage. « Montez-vous, descendez-vous... Il y a comme des immobilités... puis de légères secousses, un dansement des heures » (inquiétude). Bruit de pluie, qui tombe en averse. Enfin le fond. On s'enfonce dans les galeries. Des formes s'agitent « dans la nuit fumée ». Des enfants courent derrière les berlines. Plus bas encore dans la veine, les piqueurs : « J'en ai vu un tout nu... Partout des yeux et des dents blanches : « Quand ils rient, des nègres ». Des voix étouffées. Alors il a ressenti une « pesanteur sur les yeux ». En réalité, en se traînant « à quatre pattes dans une forte chaleur », il a été pris d'une angoisse, il lui a semblé revivre en vrai son cauchemar familial, apparu autrefois lors d'une typhoïde, le « cauchemar du tunnel », celui qui saisit aussi l'abbé Mouret.

Ramonté à la surface, il n'a pas perdu de temps — on pense que sa visite n'a duré que quelques heures dans l'après-midi. — Il a arpenté carnet en main le carreau, inspecté le chevalet avec sa « charpente de cathédrale », poussé jusqu'au « terril », où se trouvent, à son avis, « des ceintures de enfants pourraient jouer ». Et il a encore noté : « Pas de religion. Les prêtres ne vont guère dans les corons ; on va seulement les chercher pour les agonies ». Et encore : « Les visites des médecins sont beaucoup trop rapides ». Retiré à Paris, la documentation de *Germinial* enfin rassemblée, il va bien vite se mettre à la rédaction. Et il écrira à un ami : « C'est un de ces livres qu'on fait pour soi, par conscience ».

Lors de la catastrophe de Courrières, en 1906, les journalistes venus de Paris demandèrent aux mineurs comment il fallait ortho-

graphier le mot « terril ». Zola d'ailleurs l'écrivait ainsi. Il leur fut répondu sur le ton de la provocation : « Comme fusils ! » Depuis, cette seconde orthographe semble l'emporter sur la première.

Après avoir battu des records de longévité, la fosse Renard s'est tue dans les années 50. Denain confia son sort à la métallurgie, et ce fut là encore le drame, en 1978. Quelques années avant, on s'était avisé que le chevalet de Zola était toujours debout. On le dynamita. « Il s'est couché comme un enfant », se rappelle un ancien mineur. De la fosse Renard, il ne reste plus aujourd'hui que le terril, posé comme un objet inutile, en pénitence au fond de la commune.

Le terril de Germinial se prend pour un petit cousin du puy de Dôme. Il est veu comme un volcan auvergnat aux vertus régénératrices. Ses flancs disparaissent sous une épaisse chevelure de fougères rousses qui ondulent sous la caresse du vent automnal. Son galbe est régulier, l'auréole sommitale pointée vigoureusement. « Terriblement sexy », soupire un adorateur.

« Il faut imaginer l'angoisse des femmes lorsque les roues du cheval cessaient de tourner. Il y avait un grand silence, comme si ceux qui restaient en surface, retenant leur souffle, cherchaient à capter le moindre signe de vie. Alors, les regards se portaient sur le terril qui était le seul lien qui les unissait avec ce qui se passait dans le sous-sol », explique un vieil homme. Jusqu'à la fin des années 40, le charbon remonté en surface était trié à la main et les « cafus » — des femmes — chargées de la besogne laissaient partir au terril du « petit charbon ». Jouant à cache-cache avec les gardes des mines, les « grappeurs » s'en allaient alors ramasser, « planer » les précieuses « gaillettes ». Et les tribunaux distribuaient les condamnations, sans pouvoir enrayer la « grappille ». « Il fallait accéder aux éboulis, remplir son sac et dévaler la pente dès qu'un képi était en vue », raconte un ancien mineur. Célébrée ici comme un sport régional, la grappille n'était pas sans danger. Elle fit deux morts lors de la grève de 1963. Le charbon manquait dans les cités, et deux glorieux furent pris dans un éboulement (1).

« Dans le terril, c'est comme dans le cocon, tout est bon », dit-on ici. En pleine récession charbonnière, les Houillères crurent se trouver devant un magot inespéré. Au début des années 70,

lorsque se profila la crise pétrolière, les terrils furent brutalement tirés de leur sommeil. On ausculta leur cœur, on fit des prélèvements, on pratiqua des carottages, on remua toute cette chair charbonnière.

Du jour au lendemain, ce qui ne l'était plus depuis longtemps devenait subitement exploitable. On les transforma en mines à ciel ouvert. Les plus riches en charbon, les plus anciens, édifiés avec les rebuts des « cafus », allèrent alimenter les centrales thermiques de la région. Pour les autres, l'exploitation et la réutilisation s'affaiblirent : remblais d'autoroutes, revêtements de sols, briques. La réserve d'imagination des alchimistes qui travaillaient à la transformation de ces schistes rouges apparut aussi inépuisable que le gisement lui-même.

Devant « Renard », on organisa la résistance. On invoqua Zola et Germinial. On refusa de laisser disparaître ce symbole de l'épopée minière. Et il fallut tenir bon contre les Houillères, jusqu'à ce qu'un sautaire arrêté préfectoral de protection stoppe les pelletieuses qui lorgnaient sur les schistes rougeoyants. « Ici, on a tout pris aux gens, on leur a, à tous, menti. C'est une région assassinée. Si on touchait au terril, cela serait venir voler la dépouille », dit avec véhémence Guy Catiaux, journaliste et éditeur à Denain.

Voilà donc aujourd'hui, par un de ces curieux retournements, que le regard des hommes se pose autrement sur les « monticules hideux », coupables d'avoir entretenu une image « infernale » du bassin minier, élevés désormais à la dignité de chaîne montagneuse. Voici que l'homme se pique d'exploration sur ces pentes, y ramasse l'épiloche et le sénecion d'Afrique, tente de percer les secrets de cette forêt fossile, remonte des profondeurs du temps par la sueur des siens, imagine des paradis carbonifères, des îles noires, peuplées de fougères arborescentes et de libellules géantes. C'est que les entrailles du monstre intriguent encore. Des fumeroles parfois s'en échappent.

Quand on lui prend sa température, celle-ci peut atteindre plus de mille degrés, mais sur ses pentes règne une douce chaleur. Il était donc évident que les profiteurs ne tarderaient pas à se manifester : le lézard des murailles, le crapaud accoucheur, le criquet à ailes bleues, s'y sont précipités, rejoints par l'hirondelle des rivages, le traquet motteux ou le

faucou crécerelle. Et l'herboriste bute sur des mousses qui, affirmant-on, ne séjournent que sur les volcans hawaïens. Mieux même, le terril s'est fait thérapeute et regorge de plantes médicinales, la tanaisie qui traque le ver intestinal, la prêle des champs diurétique, ou l'oselle purgative.

Aujourd'hui, le terril est une espèce en voie de mutation, ne sachant quel parti prendre, celui de l'homme ou celui de la nature. De vieux sages à la barbe fleurie, comme Renard ou Escudain, montent la garde près des corons. D'autres se sont faits bases de loisirs ou lagunes d'épuration. D'autres rêvent de prêter leurs flancs aux joies de la glisse et des sports d'hiver. D'autres, s'affaissant, se sont faits lacs romantiques ou préfixent s'endormir sous une couverture forestière, oubliant leur origine humaine.

« Il y a encore des gens pour dire qu'il faut les raser », explique Jean-François Caron, conseiller régional (Génération Ecologie), président de l'association La chaîne des terrils. Il y a un lobby. Les piques, ce sont certains Lillois qui considèrent n'avoir rien à voir avec le bassin minier et qui s'estiment injustement pénalisés sous prétexte qu'on leur en impose la vision. Si on s'avisait de faire disparaître les terrils, si on les mettait à plat, cela reviendrait à étaler une couche de quarante centimètres d'épaisseur sur l'ensemble du Nord-Pas-de-Calais. Ils sont donc bien là. La question n'est pas d'être pour ou contre, mais d'essayer de valoriser ceux qui méritent de l'être et d'avoir une gestion cohérente de l'ensemble.

Ce sont des éléments forts du paysage, même s'ils posent des problèmes. Mais il n'est plus question de détourner notre regard, ou d'imaginer un mur de béton qui permettrait de traverser la région sans les voir. Il ne faudrait pas aussi chercher à travestir la réalité, en ne présentant par exemple que des terrils « boisés », retournés en quelque sorte à la nature, sinon ils vont ressembler à des monts « ordinaires ». Quand on traverse la Belgique, on ne les voit pas : ils sont tous boisés, et pourtant ils sont cent à cent cinquante sur le bord de la route !

« Je suis venu à la défense des terrils par l'ornithologie », raconte Jean-François Caron. En les observant, ma vision a complètement changé. J'y vis des expériences, en y faisant par exemple du parapente, que je ne peux pas vivre ail-

leurs. L'émotion est forte en y grimant : on s'élève d'un coup au-dessus des maisons, il y a l'effort, le vent, ce sont des sensations insolites ici. Je les trouve beaux. Un terril, c'est un lieu à la fois magiquement artificiel et vrai. C'est un objet incongru, qui n'a rien à faire là où il est, qui s'est posé là, et la chose peut repartir d'un instant à l'autre sur une autre planète.

Pendant très longtemps, jusqu'à la fermeture de la mine, les gens d'ici avaient honte des terrils. Cela ne voulait rien dire de vouloir les conserver. A présent, les mentalités ont changé. Les témoins de l'avenue minière disparaissent, il y a de moins en moins de chevalements et les cités minières sont réhabilitées. Peu à peu l'identité minière n'est plus représentée que par le terril, qui en est devenu en quelque sorte le refuge. On découvre que ce n'est pas un milieu « stérile », mais qu'il y a des plantes, de la vie. C'est

devenu un élément structurant du paysage. Il est l'identifiant, le repère, le nouveau clocher du village. »

« La mine a disparu, mais ce n'est pas qu'une histoire malheureuse. Elle avait ses valeurs, le courage ardu. De tout cela nous prenons conscience aujourd'hui. Ce n'est pas du passé, mais notre identité enfin révélée. Nous n'avons plus honte de notre passé minier. Si nous laissons disparaître ces terrils, nous n'aurons plus rien de cette fois. »

« Le terril est à la fois rouge et noir. Du sang et de la sueur du mineur. Toute son éducation, jour après jour, est passée entre ses mains. C'est un mouvement incessant parti du fond de la mine. Une construction humaine, une terre inventée. »

De notre envoyé spécial Régis Guyotat

(1) « Terril, un nouvel or noir ? Enquête de Jean-François Caron dans le Voix du Nord du 13 au 16 février 1990.

## Guide

Le nombre des terrils dans la région Nord-Pas-de-Calais est d'environ 265. L'exploitation (schistes rouges et produits charbonneux) à laquelle ils sont soumis depuis vingt ans en a fait disparaître un certain nombre.

L'association La chaîne des terrils (Centre culturel et social Les Marichelles, 62800 Liévin ; tél. : 21-42-52-56) s'est donné pour tâche, en liaison avec les collectivités locales et les Houillères, l'élaboration d'un plan d'aménagement et d'exploitation, et d'un plan d'animation et de valorisation touristique et culturelle. Sur les 265 terrils recensés, une bonne centaine devraient rester la propriété des Houillères dans un but d'exploitation. Les 150 autres, par un transfert de propriété et de gestion aux collectivités par le biais d'une société d'économie mixte, devraient être préservés ou « exploités » à des fins touristiques et culturelles. La finitude de l'opération étant la reconquête progressive du « territoire » minier par la collectivité.

Concernant le terril de Germinial à Denain, un comité de défense (Alain Leray, BP 52, 59721 Denain ; tél. : 27-31-98-74) existe depuis 1979, qui non seulement s'est

préoccupé de sa sauvegarde, obtenant un arrêté de protection biotope en date du 7 septembre 1988, mais organise également un circuit de randonnées pédestres à travers les terrils du Valenciennais et un parcours touristique minier Emile-Zola à Denain.

La Maison du parc naturel régional de la plaine de la Scarpe et de l'Escaut (Le Luron, 59230 Saint-Amand-les-Eaux ; tél. : 27-27-88-27, contact Jean-Marc Gaspari) participe à l'aménagement des terrils du Valenciennais, notamment les terrils Sabatier et La Mara-à-Gorieux, reconvertis en espaces naturels et de détente. Depuis le sommet du Sabatier, où l'on accède par un sentier de promenade, on étonnant paysage industriel se dévoile.

Sur la fosse et le terril de Germinial et l'histoire industrielle de Denain, on peut lire les *Histoires d'acier*, de Guy Catiaux (éditions Guy Catiaux, BP 101, 59722 Denain Cedex).

On peut consulter également les *Rouges-Macquart, Germinial, d'Emile Zola*, collection « La Pléiade », tome 3, avec l'étude réalisée par Henri Mitterand sur *Mes notes à Arzi, de Zola*. ■